

Monographie n° 3, mars 2017

# Enquêter aujourd'hui sur la Chine contemporaine

## Jeunes chercheurs, nouveaux objets, nouvelles méthodes

Textes réunis par Tania Angeloff

---

La collection Monographies Sud-Nord est éditée par l'IEDES, 45 bis avenue de la Belle Gabrielle, 94 736, Nogent-sur-Marne : <https://www.univ-paris1.fr/ufr/iedes/>

Les documents sont consultables à l'adresse (<http://iedespubli.hypotheses.org/monographies-sud-nord>).

Les propositions de publication dans la collection doivent être soumises à [monog@univ-paris1.fr](mailto:monog@univ-paris1.fr).

Les textes peuvent être diffusés à condition de préserver leur intégralité. Toute utilisation à des fins commerciales ou publicitaires est interdite.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans les Monographies Sud-Nord, en aucun cas elles ne relaient la position officielle de l'IEDES ou de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

# Enquêter aujourd'hui sur la Chine contemporaine.

## Jeunes chercheurs, nouveaux objets, nouvelles méthodes

---

Textes réunis par Tania Angeloff<sup>1</sup>

Journées d'étude, **Enquêter aujourd'hui sur la Chine contemporaine. Jeunes chercheurs, nouveaux objets, nouvelle**, 10 et 11 décembre 2015 à l'IEDES- Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Ces journées d'études ont été organisées par **Tania Angeloff, JIANG Xiaoyi et Justine Rochot**

### Mots-clés :

Chine-Afrique

Enfance-vieillesse, migration, diaspora, éducation, travail, genre

Méthodes d'enquête

Pour citer cette étude : Tania Angeloff (ed.). *Enquêter aujourd'hui sur la Chine contemporaine* [En ligne]. Paris : IEDES - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2017. 59 p. (coll. Monographies Sud-Nord, n°3). Disponible sur : < <http://iedespubli.hypotheses.org/monographies-sud-nord> >

---

<sup>1</sup> Professeure de Sociologie, IEDES -- Université Paris 1 -- Panthéon Sorbonne, UMR "Développement & Sociétés" (UMR 201)

## PRÉSENTATION

En l'espace de 20 ans, l'intérêt des chercheur(e)s en sciences sociales pour la société chinoise est allé croissant. L'espace universitaire international a ouvert largement ses portes aux étudiants et collègues chinois. Le nombre de doctorant(e)s chinois(es) en France et à l'étranger et de Français en Chine s'est multiplié, tandis que le gouvernement chinois encourageait une ouverture du pays propice à la recherche en sciences sociales.

Les documents des journées d'étude **Enquêter aujourd'hui sur la Chine contemporaine. Jeunes chercheurs, nouveaux objets, nouvelles méthodes** qui se sont tenues les 10 et 11 décembre 2015 à l'IEDES s'inscrivent dans ce contexte et ont une double visée. Tout d'abord présenter des enquêtes de terrain sur la Chine contemporaine sur des thèmes variés : âge de la vie ; genre, migrations et travail ; la Chine « hors de Chine ». Leur ambition est de questionner de nouveaux objets d'études, quasi-impossibles ou improbables il y a encore deux décennies ou de revisiter des questions plus anciennes (travail, éducation, démographie chinoise), dans un contexte de libéralisation économique. Partant de là, le second objectif, à travers l'exemple chinois, vise à réfléchir sur les modalités plus générales de l'enquête en sciences-sociales, à ses enjeux et ses limites, en particulier dans une perspective intergénérationnelle de chercheurs ayant 2 à 20 ans d'ancienneté sur ces terrains.

Dans le cadre de ces journées, plusieurs des intervenants ont accepté d'établir un document de travail à partir de leur présentation et des questions que cette dernière avait soulevées. Le tout forme un document de travail, d'apparence hétérogène, qui garde pourtant comme « fil rouge » les 2 axes des journées évoqués plus haut.

Ainsi, dans "**Penser le souci public pour l'enfance en Chine via une sociologie de l'âge. Le cas des migrations internes**", **Camille SALGUES** pose les bases d'un nouveau terrain de recherche qui a débuté en 2016 sur la question des enfants « laissés en arrière », à la garde de proches, dans les campagnes (*liushou ertong*), à la suite d'une thèse (soutenue en juin 2015) sur les enfants de migrants ruraux arrivés en ville<sup>2</sup>. Son texte pose la question de la démarche d'enquête. Enquêter sur ces enfants

est déjà surdéterminée par un travail de problématisation sociale pré-existant, en Chine même : les questions que posent ces enfants touchent à la capacité de l'État – ou des adultes responsables – à assurer leur bien-être (scolarisation, bien-être affectif), dans une situation d'urgence pour penser des solutions étatiques ou privées. De ce point de vue, l'intérêt scientifique pour ces enfants gagne en légitimité morale (c'est une question potentiellement poignante) ce qu'elle perd en intérêt scientifique (puisque'elle est théoriquement perçue comme un « petit problème » spécialisé, dont les tenants et les aboutissants seraient bien connus). Contre la réduction de la démarche sociologique à un agenda politique, contre aussi ce récit hégémonique, Camille Salgues entend défendre la fécondité de la démarche qui consiste à mettre ces problèmes en perspective, en en faisant le révélateur d'un souci de l'enfance plus général, bien au-delà de la société chinoise.

À l'autre extrémité de la vie, l'âge de la retraite, **Justine ROCHOT** s'interroge sur « **La nouvelle construction de la vieillesse en Chine contemporaine et les circulations et appropriations des savoirs et des représentations au sein d'espaces de retraités** ». Son texte s'inscrit dans le contexte de son travail de thèse portant sur les espaces de socialisation de retraités en Chine urbaine contemporaine, en plein essor depuis une dizaine d'années. Son enquête doctorale vise principalement à analyser la fonction sociale de l'entre soi générationnel dans des espaces de retraités (activités de groupe dans des parcs ou places publiques telles que chorales, danse, groupe de taiji etc., mais aussi entreprises thérapeutiques pour personnes âgées, associations de quartier, centres de boursicotage, université du troisième âge etc.) au sein desquels Justine circule par association. En effet, ses enquêtés ne se limitent pas, le plus souvent, à un seul espace mais passent eux-mêmes d'un espace à un autre suivant les amitiés construites, les intérêts de chacun et les moments de leur « carrière » de retraité. Le développement de ces espaces de retraités s'est opéré semble-t-il dans un triple contexte : tout d'abord celui du vieillissement de la population chinoise et plus particulièrement des premiers parents d'enfants uniques ; ensuite celui de la mise en place de politiques de retraite assurant à cette génération de « jeunes retraités » nés de la fin des années 1940 à la fin des années 1950, un accès élargi à une autonomie financière, et ce à un âge encore peu élevé puisque beaucoup ont pu – ou ont été contraints – de prendre leur retraite à environ 55 ans ; enfin, dans le contexte d'une forte tension intergénérationnelle opposant une forme de familialisme des parents d'enfant unique et les revendications d'autonomie de leurs enfants. Dès lors, l'entrée en retraite s'impose comme un nouveau *turning-point* particulièrement déstabilisant dans les parcours de vie de ces jeunes retraités, lesquels se trouvent confrontés à une question nouvelle : que faire ? C'est dans ce contexte, mêlé à une augmentation et une forte médiatisation des recherches médicales et en

<sup>2</sup> Cette recherche s'appuyait sur une enquête ethnographique à Shanghai et sur l'analyse d'un corpus d'articles chinois (articles contenant *mingong zhinü* dans le titre).

sciences sociales, que s'imposent aujourd'hui en Chine de nouvelles représentations de la vieillesse et des personnes âgées, et qu'émergent de nouvelles normes d'action relatives à l'entrée en retraite que les retraités mobilisent avec d'autant plus d'enthousiasme dans ce contexte de déroutement : de la vieillesse active à la dépendance, des manières de gérer son vieillissement corporel à la négociation des relations familiales, autant de représentations et d'exhortations à de nouvelles manières d'agir qui sont véhiculées par des institutions et individus divers, et réappropriées par les retraités qui participent eux-mêmes à les faire circuler et à leur donner sens au sein d'espaces de retraités. Le texte s'attache à décrire, à partir d'une enquête de terrain, les nouvelles représentations de la vieillesse et savoirs liés au vieillissement s'imposant dans les espaces de retraités en Chine, ainsi que les canaux par lesquels ceux-ci circulent et sont réappropriés.

On sait, en Chine et ailleurs, l'enjeu que représente l'éducation. Les examens d'entrée à l'université chinoise ont en outre été aussi médiatisés que l'ont été, en une autre époque, les concours mandarinaux de la Chine impériale. Dans « *Finding one's way in social space : quand les élèves de terminale parlent du classement et des examens* », LI Siyu s'intéresse à la préparation du *Gaokao* et la socialisation des valeurs méritocratique. Les deux processus se réalisent à l'aide d'un seul mécanisme : les examens répétitifs. Les deux types d'examens rythment la vie des élèves : les contrôles sont répartis pendant la semaine, et les deux concours blancs sont les paroxysmes de toute la préparation. Son texte porte sur la période entre le premier concours blanc et la semaine après le deuxième concours blanc. A ce moment précis, la révision de tout le programme est terminée, les élèves, saturés des examens répétitifs, ont affronté les résultats des deux concours blancs. Un classement institutionnel est fabriqué après chaque concours blanc. Le décalage entre le classement et l'image de soi-même fait l'objet d'un travail sur soi pour les élèves. Li Siyu évoque tout d'abord la fabrication des classements institutionnels et les différentes manières de les valoriser par les acteurs institutionnels et aborde ensuite l'identification et la prise de distance que les élèves opèrent vis-à-vis des classements fabriqués par l'institution. L'impact des résultats des concours blancs n'est pas égal sur tous les élèves. Les différents arguments sont mobilisés pour modifier ou consolider l'image de soi-même. Différentes ressources sont envisagées pour se projeter dans le futur.

S'intéresser à la société chinoise implique de s'y intéresser également hors de Chine. C'est ce que fait DU Juan dans « **Perceptions et représentations du travail chez les immigrants chinois à Paris** ». Avec l'arrivée massive de la vague migratoire chinoise en France depuis les années 2000, des études en sciences sociales ont

constaté qu'il existe une surexploitation ou « exploitation extrême » (Gao, Lévy et Poisson, 2006) des travailleurs migrants chinois. Comment une telle surexploitation est-elle possible en France, un pays dans lequel la loi du travail est relativement complète, et où la protection des travailleurs (la loi, les diverses organisations syndicales) est une question centrale dans les mouvements ouvriers ? Le texte décrit les activités professionnelles exercées par les travailleurs chinois, ainsi que les conditions de travail. Parmi eux, DU Juan s'est principalement intéressée aux travailleurs immigrés de couche populaire, régulier ou non. Subissant une double exclusion de politiques migratoires et du marché de l'emploi national, devant faire face à différents obstacles comme la barrière linguistique ou le manque de la qualification professionnelle, cette population d'immigrés arrive en France en espérant une meilleure vie, pour découvrir qu'ils n'ont accès qu'au marché communautaire. La surexploitation des ouvriers y est ordinaire et acceptée par la majorité des acteurs.

De son côté, JIANG Xiaoyi, dans un document intitulé « **Genre dans le parcours de travail chez les migrantes chinoises, étude de cas des grévistes sans papiers dans un salon de coiffure parisien** », s'intéresse à un groupe de migrantes chinoises à Paris. Si les premiers groupes de migrants chinois en France constituent une population homogène et majoritairement masculine, aujourd'hui, dans un contexte de mondialisation des produits et des services, les motivations économiques et sociales, les trajectoires migratoires, ainsi que les stratégies d'adaptation au pays d'accueil des immigrants chinois ont beaucoup évolué. Dans cette perspective, les enquêtes, que Xiaoyi conduit dans le cadre de sa thèse, s'intéressent au phénomène très récent de féminisation de cette immigration, et surtout à l'émergence rapide des Chinoises sur le marché du travail français. En effet, parmi la population active chinoise en France de 20 à 59 ans, plus de 53 % sont femmes [INSEE, 2012]<sup>3</sup>. A partir d'un cas particulier d'un groupe de Chinoises actives, le texte propose une hypothèse sur le rapport de l'émancipation des femmes immigrées et le travail salarié. Le groupe d'enquêtées d'environ cinquante ans participe aux luttes à côté des syndicats français afin d'obtenir leurs salaires, retenus par leur patron, ainsi que des papiers qui légaliseraient leur présence en France. De manière inattendue, parfois dans la clandestinité, la grève permet à ces migrantes de s'émanciper au cours de leurs trajectoires migratoires. Cependant, si leur mouvement social leur permet de se (re)construire une identité, ces

<sup>3</sup> Selon INSEE, Tableau-immigrés-CDA4-France-RP2008.xls, en 2008, parmi les étrangers actifs en France de l'âge 20 à 59 ans, il y a au total 17443 femmes et 15330 hommes, dont les femmes constituent 53,22 % de cette population active.

migrantes n'élaborent une vie sociale que dans leur lutte collective. D'un point de vue plus objectif, cette émancipation est ponctuelle et localisée et peut recevoir un coup d'arrêt lors de leur retour au pays. C'est en tout cas, l'une des questions que soulève Xiaoyi.

La Chine fait également de plus en plus parler d'elle en Afrique. Dans « **Les entreprises chinoises implantées en Afrique du nord : salariés, organisation et rapports sociaux** », Hicham ROUBAH revient sur l'histoire récente. A l'aube de ce XXI<sup>e</sup> siècle, la République populaire de Chine progresse au plan économique ; haute productivité et réduction des coûts, bonne organisation des entreprises, rapidité dans le travail et adaptation aux besoins du marché national et international. Cette progression s'illustre également par une offensive diplomatique auprès des pays africains, qui s'appuie sur un socle solide, celui d'une coopération sino-africaine exprimée en termes de solidarité Sud-Sud, qui se représente à travers des rencontres internationales de type multilatéral et bilatéral, et des visites<sup>4</sup> organisées par les hauts représentants de l'Etat chinois dans les pays africains dont l'Algérie fait partie. En tête de ces rencontres, le sommet Chine-Afrique tenu à la fin de l'année 2006 (Beijing) du forum sur la coopération, en marge duquel des accords bilatéraux de partenariat ont été conclus et signés. Un événement considéré comme le plus important de la décennie précédente dans le monde des échanges commerciaux et des partenariats économiques. Résultat : l'Afrique compte à elle seule plus de 180 000 des 800 000 migrants chinois dans le monde<sup>5</sup>. Ce nombre a été multiplié par dix depuis les années 2000 en moins de 10 ans (Beuret M., 2008).

Dans certains pays comme l'Algérie ou le Mali, l'implantation des entreprises chinoises s'appuie sur des liens politiques et de coopérations historiques entre pays socialistes. En Algérie, les entreprises chinoises sont aujourd'hui éminemment présentes dans le secteur de la Construction, du Bâtiment et des Travaux Publics (habitats, barrages, routes, infrastructures, etc.). Elles ont la particularité de se déplacer avec leur personnel, leurs matériels, et de construire des bases de vie à proximité des sites d'exploitation et des chantiers pour y loger leurs ouvriers et techniciens venus de Chine. Peu de travaux de recherche ont été menés jusqu'à présent sur ces entreprises (notamment en Afrique du nord), leur mode d'organisation, et les rapports au travail qui prennent place en leur sein. Par rapport à la société

africaine (maghrébine et subsaharienne), la présence chinoise est une conjoncture apparue au début des années 2000 : l'Afrique qui est traditionnellement exportatrice de main-d'œuvre immigrée se retrouve brusquement importatrice de main-d'œuvre étrangère par le biais des entreprises chinoises.

Enfin, puisque tous ces textes partent et parlent d'enquête « sur le terrain », nous avons jugé bon de publier également la retranscription d'un échange avec Marie-Paule HILLE, lors de la table ronde conclusive. Il s'agit d'un témoignage fortement réflexif sur la méthodologie d'enquête. Lors de la table ronde, plusieurs thèmes ont été abordés et débattus. La première question soulevée visait à retracer le parcours de recherche de chercheur-e-s déjà confirmé-e-s, en s'interrogeant sur les évolutions marquantes, à la fois sur le terrain chinois, et dans le parcours de recherche. Un second thème se penchait sur l'enquête et les questions de réflexivité, en s'interrogeant sur les spécificités d'enquête sous un régime autoritaire en général, et en particulier en Chine, leurs enjeux et leurs limites. Enfin, une manière de revenir sur la méthodologie et de la mettre en perspective avec les objets de recherche consiste à se demander comment ces derniers ont évolué et dans quelle mesure ils ont été influencés par le terrain réalisé en Chine.

Nous espérons tous, collectivement, que ce florilège de textes, disparates en apparence seulement, contribuera à construire la réflexion sur l'enquête dans un pays qui s'est ouvert de nouveau, il y a moins de trente ans, aux sciences sociales, après plusieurs décennies d'interruption (de 1950 à 1980, et plus radicalement encore à partir de la Révolution culturelle, à partir de 1965). Nous espérons aussi qu'ils permettront, au-delà du cas chinois, de s'interroger sur la méthode d'enquête dans les sciences sociales en dépassant le caractère d'exceptionnalité supposée (parfois à tort) du cas chinois.

<sup>4</sup> Entre 2002 et 2012, les politiques chinois ont visité les pays africains sept fois plus que les représentants français ou américains.

<sup>5</sup> Le nombre des Chinois en Afrique est neuf fois plus à celui des Français.

### Présentation des auteurs :

- **DU Juan (IRMIS, Paris 7) :** « Perceptions et représentations du travail chez les immigrants chinois à Paris »

Du Juan est doctorante à l'URMIS, au sein de l'Université Paris 7 Denis Diderot, sous la direction de Mahamet Timera. Sa thèse porte le titre provisoire de : « Marché parallèle et intermédiaire associatif : gérer et capitaliser l'informalité dans la vie migratoire ». Elle a notamment publié un article dans les Cahiers de l'URMIS : « Habiter entre marginalité et invisibilité : les immigrés chinois en sous-location en banlieue parisienne », Cahiers de l'Urmis [En ligne], 15 | juillet 2014, mis en ligne le 19 juin 2014, consulté le 09 mars 2015. URL : <http://urmis.revues.org/1268>.

- **JIANG, Xiaoyi** est doctorante à l'IEDES, dans l'UMR « Développement et sociétés ». Elle effectue un doctorat en sociologie à l'Université Paris 1-Sorbonne, sous la direction de Tania Angeloff. Sa thèse porte sur les « trajectoires et adaptations identitaires des femmes chinoises au marché du travail en France dans la diaspora contemporaine ».

- **Marie-Paule Hille** (CECMC, EHESS)

Marie-Paule Hille effectue actuellement un projet de recherche postdoctorale intitulé "savoir et croire au sein d'une communauté musulmane de langue chinoise (fin du XIXe siècle à nos jours)" pour le Labex Hastec (Laboratoire d'Excellence - Histoire et anthropologie des savoirs, des techniques et des croyances) et en collaboration avec le GSRL (Groupe Sociétés, Religions, Laïcités) (EPHE-CNRS). Elle a soutenu sa thèse de doctorat « Le Xidaotang, une existence collective à l'épreuve du politique. Ethnographie historique et anthropologique d'une communauté musulmane chinoise (Gansu, 1857-2014) » en décembre 2014. Elle est l'auteur de plusieurs articles et contributions dans le champ de l'anthropologie politique ("Entre allégeance et résistance, faire sa place à Linxia, « La petite Mecque chinoise »", in Berger M., Cefai D., Gayet-Viaud C. (eds.), Du civil au politique. Ethnographies du vivre ensemble, Bruxelles, PIE, Peter Lang, 2011), de l'anthropologie religieuse (« Enquête sur les formes de mysticisme au sein du Xidaotang, communauté musulmane du Gansu (Chine) », Archives de sciences sociales des religions 174, à paraître) et de l'anthropologie économique (« Rethinking Muslim-Tibetan Trade Relations in Amdo. A Case Study of the Xidaotang Merchants », in Hille M.P., Horlemann B., Nietupski P. (eds.), Muslims in Amdo Tibetan Society: Multidisciplinary Approaches, Lanham (Md), Lexington Books, 2015).

- **LI Siyu** (CLERSE, Lille 1/ CMH, ENS) : « *Finding one's way in social space*: quand les élèves de terminale parlent du classement et des examens »

En troisième année de doctorat de sociologie au Clersé (Université Lille 1), au CMH (ENS) et à la CASS (Chine), Li Siyu prépare une thèse portant sur « Le concours national du Gaokao et la socialisation des lycéens en Chine » sous la direction de Bernard Convert, Stéphane Beaud et Chunling LI. Sa thèse s'inscrit dans la continuité de l'intérêt consacré à la compréhension des fonctions sociales des examens et des concours, initiée dès son mémoire d'histoire médiévale sur la « Prosopographie des gradués de la Nation de France dans l'Université de Paris en 1450 » et suivi de deux mémoires de sociologie sur « La formation d'une nouvelle classe d'élite dans un lycée élitiste » et « Une année de stage là-bas : Enquête auprès des lycéens de Ningxia à Pékin ». Elle doit bientôt publier un article : « Dispositifs d'encadrement et identités distinctives : lycée pour l'examen et lycée pour les qualités en Chine », in HUO YIPING, SAVOIE P., DEROUET J.-L. & CHARLIER J.-E. dir. 2016 (à paraître) La fabrication des élites en France et en Chine (XVIIe-XXIe siècles), Louvain-la-Neuve, Academia.

- **Justine Rochot** (CECMC, EHESS) : « La nouvelle construction de la vieillesse en Chine contemporaine : circulations et appropriations des savoirs et des représentations au sein d'espaces de retraités »

Après un M2 de sociologie à l'EHESS sur les maisons de retraite à Shanghai, Justine Rochot est actuellement en doctorat de sociologie à l'EHESS, sous la direction d'Isabelle Thireau et de Tania Angeloff, tout en étant actuellement ATER à Paris1-Panthéon Sorbonne. Sa thèse s'intitule: « Bande de vieux. Une sociologie des espaces de socialisation de retraités en Chine urbaine contemporaine ». Elle a participé à un article collectif – « Les expériences de la solitude en doctorat. Fondements et inégalités », *Socio-logos* [En ligne], 10 | 2015, mis en ligne le 15 juillet 2015 –.

- **Hicham Rouibah** (EHESS/ IRD, Paris 1) : « Les entreprises chinoises implantées en Afrique : salariés, organisation et rapports sociaux »

Actuellement chercheur libre à l'EHESS, Hicham Rouibah va commencer un doctorat en anthropologie et socioéconomie en juillet 2016, sous la direction d'Isabelle Guérin (EHESS, IRD/CESSMA) et de Laurent Bazin (CNRS, IRD/CESSMA). Sa thèse portera sur les "Entreprises chinoises implantées en Algérie : une perspective socioéconomique sur le travail " (titre provisoire). Il sera rattaché à l'EHESS et au CESSMA (Paris 7, IRD), ainsi qu'au laboratoire DYNURES de l'université d'Oran. Il a notamment publié les articles suivants : Rouibah H., 2011 : « la gestion du personnel dans une multinationale chinoise installée en Algérie », revue

des sciences économiques et sociales, université de Béjaïa, Algérie; Rouibah H., 2014 : « Une entreprise chinoise à Sétif vue de l'intérieur », in Pairault T., Talahite F. (dir.) : Chine-Algérie : une relation singulière en Afrique, Paris, Ed. Riveneuve; Rouibah H. (à paraître) : « L'intervention d'une entreprise chinoise sur un chantier hydraulique à Bejaïa, quelques aspects sur la production du tiers étrangers », in Abderrazak A., Pairault T., Talahite F. (dir.) : actes du colloque international la Chine en Algérie, entre économie mondialisée et développement local.

• **Camille Salgues** (IRIS, EHESS) : "Penser le souci public pour l'enfance en Chine via une sociologie de l'âge. Le cas des migrations internes".

Après une thèse soutenue en juin 2015 à l'EHESS sous la direction de Didier Fassin – « Grandir aux marges de Shanghai. Une sociologie du statut d'âge à l'aune de la condition des enfants de migrants ruraux en Chine » – Camille Salgues est actuellement rattachée à l'IRIS (EHESS) et, depuis janvier 2016, réalise un post-doctorat à l'Université Sun Yat-sen de Canton sur le thème des enfants « laissés en arrière » dans les campagnes, au cours du processus de migrations internes. Il a entre autres publié les articles suivants: « La Chine, entre cadre et contexte. Une recherche sur les enfants de *mingong*, plusieurs constructions du savoir », Terrains et travaux 2009, n°16, p. 175-193; « 'Ici c'est comme le Sichuan après le tremblement de terre.' Paysage moral des enfants de migrants ruraux à Shanghai », Economies morales contemporaines, La découverte, 2012 ; « Ethnographie du fait scolaire chez les migrants ruraux à Shanghai. L'enfance, une dimension sociale irréductible », Politix 2012, n°99, p. 129-152.

## PENSER LE SOUCI PUBLIC POUR L'ENFANCE EN CHINE. LE CAS DES ENFANTS DE MIGRANTS INTERNES

Camille SALGUES

Le témoignage de Chen Jin : il ne disait rien, comme un muet : En 6ème année, un enfant à la peau sombre est venu dans notre classe, un garçon aux vêtements usés et sales. J'ai entendu dire que ses parents sont des mingong venus en ville. Il est toujours assis à son bureau et ne dit pas un mot, soit il reste là le regard dans le vide, soit il tripote nerveusement son livre. Il ne lève jamais la main pour répondre au professeur, il ne va jamais parler avec les autres élèves. Il y a des garçons qui, pour passer le temps, s'amuse à ses dépens, ils ont dit que toute la vie ne suffirait pas pour laver l'odeur de boue de ses pieds. Il y en a aussi qui lui tirent les cheveux, qui attachent discrètement les pans de ses vêtements aux pieds de la chaise pour l'embêter... Mais lui ne répond pas et ne se débat jamais, il se laisse faire comme une marionnette.» (Xi 2004)

Les migrants ruraux (appelés notamment *nongmingong* ou *mingong*) constituent une immense population de Chinois en possession d'un *hukou* rural, mais qui vont chercher du travail dans les villes<sup>6</sup>. Parce qu'un nombre important de ces migrants vivent en ville avec des enfants, des questions ont commencé à être posées à partir des années 2000 sur la scolarisation de cette population. C'est dans le sillage de cette préoccupation publique que s'inscrivait ma thèse, portant sur la vie de ces enfants, au-delà de la seule préoccupation autour de leur scolarisation.

Ma recherche reposait sur deux matériaux très différents : une enquête ethnographique, à partir de trois séjours de six mois dans un quartier dégradé de Shanghai où ne résidaient que des migrants, et un corpus d'articles chinois (constitué à

<sup>6</sup> Dans le cadre d'une Chine où les droits sociaux (à commencer par la scolarisation) sont assurés par le gouvernement local, le *hukou* est le document administratif qui détermine de quel gouvernement, de quelle localité, chacun dépend. Parmi les particularités du système de *hukou*, il y a le fait d'être divisé entre *hukou* rural et *hukou* urbain ; ainsi que le fait d'être héréditaire. Il est très difficile pour ces migrants, même une fois installés en ville, d'obtenir le *hukou* correspondant à leur nouvelle situation.

partir de la base de données chinoise de référence, *zhongguo xueshu qikan wang*, par les articles contenant dans le titre *mingong zhinü*, littéralement « enfants de migrants »).

Je voudrais m'arrêter ici sur des questions soulevées par ce second matériau, sur la littérature produite sur cette question. Le petit texte que j'ai placé en exergue présente, d'une manière particulièrement claire, l'image qui est typiquement véhiculée dans ces textes, celle d'enfants de migrants victimes, discriminés, frappés par un complexe d'infériorité, et donne une bonne idée du regard soucieux, empreint de compassion, qui est porté sur eux (par les journalistes, les universitaires, les professeurs, le gouvernement, l'opinion publique). Plus précisément, je voudrais explorer ici l'idée qu'il y a là un *souci de l'enfance* caractéristique des gouvernements modernes, mais qui demande à être étudié dans ses modalités propres, à la fois dans le cadre de la Chine et pour le cas particulier des migrants ruraux. Les questions que cela soulève sont vastes, et je ne pourrai que les évoquer (trop) rapidement dans le cadre de cette présentation.

### Un espace public chinois ?

Penser la gouvernementalité chinoise, dans le cas sur lequel j'ai travaillé, autour de la question du souci de l'enfance, renvoie à une certaine idée de ce qu'est le pouvoir en Chine, éloigné de l'image qui est donnée du gouvernement et de ses pratiques administratives dans les travaux de référence sur les *nongmingong*. Que signifie cet écart ?

Le problème est, à mon sens, celui de l'espace public chinois. D'un côté, si l'espace public est défini comme le lieu d'expression d'un souci collectif de la société pour elle-même, alors il existe bien un espace public chinois : en témoigne la profusion de discours publics produits en permanence, dans toutes les sphères de la société, sur des questions comme celles que j'étudie. D'un autre côté, la notion d'espace public a été conceptualisée pour décrire la trajectoire des démocraties libérales (Habermas 1978). Dans le cadre habermasien, il paraît inenvisageable de décrire un espace d'expression largement contrôlé, placé sous la censure, comme l'est l'espace chinois, en termes d'« espace public », à moins de dévoyer totalement le sens de l'expression. Je crois que c'est exactement cette difficulté, au cœur de laquelle il y a la nature non démocratique du régime chinois, qui explique les possibles hésitations à parler de « souci de l'enfance » ou même de « souci de la population », dans le cas de la Chine.

Pour le dire de manière très crue : l'idée du « souci pour autrui » est aujourd'hui connotée positivement (comme en témoigne la tonalité morale des nombreux travaux sur le « care », notion qui, subtilités de traduction mises à part, désigne bien cette idée du « souci de... »). Le gouvernement chinois, avec le parti unique et la répression médiatisée des contestataires, est au contraire un contre-modèle très largement honni en matière politique. Lui attribuer un tel « souci de la population », n'est-ce pas, en quelque sorte, le dédouaner ?

Il y a là un premier ensemble de réflexions nécessaires, qui tourne autour du modèle de philosophie politique auquel la notion de « souci de l'enfance » renvoie, et son utilité dans le cas chinois. Je donnerai ici deux pistes.

(1). La première consiste à repenser la dimension critique d'un modèle comme celui de Habermas. On peut dire de la théorie de l'espace public ce que d'autres ont dit de la théorie de la reconnaissance : qu'il s'agit d'une « théorie sociale à teneur normative » (Ferrarese 2012)<sup>7</sup>. En d'autres termes, il s'agit de théories du monde social qui sont en partie descriptives (c'est ainsi que les choses sont), d'où leur valeur scientifique, et en partie normatives (c'est ainsi que les choses devraient être), d'où leur valeur critique. Il faudrait également y ajouter les théories sur la société civile, fréquemment invoquées pour critiquer, là aussi, le cas chinois. Il y a cependant un effet pervers lié à l'exportation de ces théories. Des pensées, développées par des auteurs pour critiquer les inégalités et injustices dans leur propre société, deviennent au contraire, exportées pour d'autres pays dominés dans un espace symbolique, un outil d'apologie des démocraties libérales qu'elles entendaient critiquer. En effet, prise dans l'espace des relations internationales, la critique de la Chine au nom de ces théories normatives devient toujours une imposition de ce qui est imaginé comme étant notre modèle : « contrairement à nous, vous n'avez pas de société civile, pas de citoyenneté, pas d'espace public etc. » (en oubliant que ces notions avaient été construites au départ pour critiquer ce « nous »).

La « critique » est un thème très débattu dans le champ sociologique français ces dernières années. Mais les auteurs concernés pensent presque toujours la critique au sein de leur propre espace national. L'exportation de la critique demande un

<sup>7</sup> De fait, les deux théories sont historiquement liées, A. Honneth, le théoricien le plus connu de la reconnaissance, étant le successeur spirituel d'Habermas dans l'École de Francfort. Il est d'autant plus légitime d'invoquer ici les théories de la reconnaissance qu'elles sont l'un des horizons vers lesquels tendent les travaux sur les *nongmingong* aujourd'hui, qui parlent volontiers d'une nécessaire reconnaissance de cette population. Ce que je dis ici de la théorie critique habermassienne est valable aussi dans leur cas.

supplément important de réflexivité et de prudence, pour ne pas que les théories destinées à critiquer notre société hier deviennent aujourd'hui un instrument de promotion naïf de ces sociétés dans l'espace international. Les théories du genre connaissent aujourd'hui un problème tout à fait semblable (Fassin 2008).

(2) La seconde piste de réflexion concerne une vision de l'espace public qui serait plus foucauldienne que Habermassienne. Pour autant que je le comprenne, l'espace public au sens d'Habermas est un espace parfait de discussion, libéré de toutes contraintes extérieures (politiques, financières...). Si nos démocraties ne peuvent absolument pas être décrites en ces termes (d'où la valeur critique du concept), la Chine le peut certes encore moins. Néanmoins, il y a un intérêt à parler d'espace public dans le cas chinois, afin de saisir le lieu où s'exprime le *souci de soi* (Foucault 1984a) d'une société qui, dans ses médias et dans ses réseaux (fussent-ils censurés), ne cesse de réfléchir sur elle-même. Et si le thème du « souci de soi » est ici déplacé du niveau du sujet individuel au niveau d'une société en entier, ce qui ne va pas de soi, le travail de *problématisation*, à travers lequel ce souci prend forme, est quant à lui d'emblée collectif, il a une dimension publique, chez Foucault lui-même (Foucault 1984b).

Jean-Louis Rocca a ainsi décrit la manière dont l'objet du gouvernement chinois est progressivement devenu, à partir des Réformes et en particulier dans les années 1990, la société, le social lui-même, dont la population migrante et les problèmes qu'elle rencontre constituent l'une des expressions récentes. Il y a là une orientation du pouvoir plus anciennement prise en Europe et décrite pour ces pays par des philosophes occidentaux. S'il s'attache à décrire la trajectoire historique spécifique chinoise, J.-L. Rocca puise, pour penser ce mouvement de « socialisation de l'État », dans la réflexion de H. Arendt sur l'émergence du « social » (Arendt 1961) dans le travail de Foucault sur le biopouvoir (Foucault 1976), mais aussi dans... le travail d'Habermas (Rocca 2006, chapitre 1).

Ainsi pensé comme le lieu d'expression de cette gestion du social, l'espace public chinois doit encore être décrit empiriquement, dans ses spécificités, son historicité etc. Néanmoins, cette entrée par le souci du social, par le souci de l'enfance dans mon cas, permet de jeter des ponts vers d'autres sociétés, y compris les démocraties occidentales. Il ne s'agit donc pas de célébrer d'une quelconque manière le gouvernement chinois au nom de l'efficacité de son « modèle », voire de la qualité de ses dirigeants, comme on le voit parfois, peut-être en réaction à la sinophobie naïve, mais d'une manière encore plus naïve. Il s'agit de proposer des instruments d'analyse communs, afin de ne pas s'exclure soi-même, et, si c'est un exercice critique que l'on

veut proposer, afin de ne pas exonérer trop rapidement sa propre société de ce regard critique.<sup>8</sup>

### Le souci du social dans les textes

Quelle approche empirique peut-on proposer de cet espace public ? Plus exactement, que peut-on apprendre de cet espace public et de ce souci de l'enfance à travers le matériau spécifique qui était le mien – un corpus de textes sur le problème des enfants de migrants internes ? Quand j'essaie de tirer des conclusions sur les logiques de gouvernementalité à l'œuvre derrière les textes, on me reproche parfois de ne pas avoir enquêté sur les lieux de production. Il me semble que cet appel à approfondir la réflexion par une enquête d'un autre genre est toujours justifié, mais qu'il ne doit pas servir de prétexte pour ne pas ouvrir la boîte noire de la question de la production et de la gouvernementalité, pour en rester strictement à un univers textuel de représentations.

S'il s'était agi d'enquêter directement sur l'espace public chinois, il n'y a aucun doute que je m'y serais pris autrement. La démarche naturelle (mais pas toujours possible) est d'enquêter directement auprès des acteurs concernés, par exemple par entretiens, comme cela a été fait pour les universitaires (Frenkiel 2012) et pour les journalistes (Salmon 2013) ; ou même par observation participante, comme cela a été fait auprès des cadres du gouvernement local dans une ethnographie remarquée en Chine (Feng 2010). Ici la démarche était différente, centrée sur les enfants eux-mêmes. Cela ne signifie pas pour autant que la lecture des textes ne nous apprenne rien sur cet espace public et ceux qui en sont les acteurs. On peut réfléchir à la manière dont nous (chercheurs en sciences sociales) apprenons, de manière très générale, les règles des espaces collectifs (scientifiques, médiatiques éventuellement) dans lesquels nous publions. Si une partie de cet apprentissage se fait à travers les discussions informelles avec les collègues, une autre partie, essentielle, se fait par la lecture des textes publiés. C'est pourquoi on peut essayer d'explicitier cet apprentissage, au moment d'entamer un

<sup>8</sup> Rocca s'est livré récemment au même exercice à partir d'Hobbes cette fois, dans une analyse magistrale des problèmes de terrorisme en France et en Chine : <https://blogs.mediapart.fr/roccabeijinggmailcom/blog/140116/la-france-democratique-resiste-t-elle-mieux-que-la-chine-non-democratique>

travail de lecture de textes situés dans un nouvel espace (l'espace académique et public chinois).<sup>9</sup>

Que peut-on observer concrètement, à partir de l'étude d'un corpus comme celui que j'avais constitué ? L'approche par corpus s'oppose à une autre pratique qui consiste, sur une question sociale donnée, à citer un ou deux articles supposés représentatifs (du problème ou des représentations des auteurs chinois sur ce problème), et à indexer le problème à une expression donnée (comme je l'ai fait plus haut en liant la question des migrations internes à l'expression « *nongmingong* »). Il y a des moments où procéder de la sorte est inévitable, mais explorer plus systématiquement un corpus permet d'explicitier tout ce qui est perdu dans ce raccourci.

(1) Ce qu'on peut décrire à partir de corpus, ce sont d'abord des trajectoires d'expression, en particulier quand les textes ont été choisis sur la base de leur titre comme je l'avais fait ou sur la base de mots clés. Une base comme *zhongguo xueshu qikan wang* permet très facilement de voir le nombre de publications liées à une expression, année après année (en mêlant articles universitaires et articles journalistiques, ce qui permet d'aborder l'espace public sur une surface assez large).

<sup>9</sup> Il serait préférable de réfléchir conjointement aux deux aspects de cet apprentissage, de ne pas isoler la lecture des contacts avec les collègues chinois. Au moment de constituer mon corpus, j'étais accueilli informellement par le département de sociologie de l'Université Normale de Chine de l'Est, ce qui a certainement joué un rôle important. Mais c'est seulement maintenant que je peux pleinement faire cet apprentissage, dans le cadre d'un post-doctorat à l'Université Sun Yat-sen.

J'ajouterai, sur la question ici centrale de l'apprentissage de règles (sociales, linguistiques, académiques...), qu'il y a tout un travail symbolique à mener pour se défaire d'un modèle scolaire ; lequel fait obstacle au travail ethnographique mais est profondément ancré chez l'homo academicus qui veille en nous, pour parler comme P. Bourdieu. Le modèle de l'apprentissage scolaire est celui d'une compétence pure, dont l'usage est différé : on apprend d'abord une langue, par exemple, dans le cadre scolaire détaché de la pratique réelle, pour pouvoir ensuite utiliser cette compétence de manière concrète. Cependant, si l'on attend de la sorte de maîtriser le chinois pour dire quelque chose de (et dans) cette langue, si l'on attend d'être à l'aise avec les règles de l'espace public chinois pour s'autoriser à décrire celui-ci, on enterre tout un travail réflexif qu'il a fallu mener (« mais pourquoi disent-ils ou font-ils cela ? »), et qui est en réalité un matériau précieux pour la recherche. Weber et Beaud font même de l'incompétence, de l'incompréhension, le moteur du travail de terrain : quand plus rien ne pose question, disent-ils, quand l'ethnologue se sent parfaitement à l'aise sur son terrain, alors c'est le moment d'en changer (Beaud et Weber 1997). Explicitier et exploiter ces interrogations, ce processus d'apprentissage et les rugosités qu'il rencontre, signifie cependant reconnaître quelque chose comme un certain degré d'incompétence ; reconnaître que cet apprentissage est en cours, auprès de collègues qui peuvent venir vous écouter ou vous lire alors qu'eux l'ont déjà achevé. Tant qu'elles ne se transforment pas en affirmations outrecuidante, certaines interrogations naïves peuvent avoir une valeur heuristique ; c'est parfois là où les choses semblent les plus évidentes qu'il y a le plus à apprendre.

Ainsi, l'expression *nongmingong ziniu* apparaît au tout début des années 2000, mais prend véritablement son essor à partir du milieu des années 2002. Elle est cependant précédée dans le temps par une autre expression, *liudong ertong* (qu'on pourrait traduire par « enfants flottants »). Les deux expressions désignent la même population, mais d'une manière très différente. *Ertong*, le terme pour « enfant », dans *liudong ertong*, désigne l'enfant comme catégorie d'âge ; l'enfant comme type d'individu biologique (opposé à l'adulte). Une expression typiquement associée est celle de la vaccination de ces enfants, qui est une forme de problématisation autour de ce que Foucault appelait le biopouvoir, en l'occurrence la gestion d'une population autour de critères de santé et de santé publique. Au contraire, les « enfants » dans *nongmingong ziniu* sont désignés par un terme, *ziniu*, qui désigne la succession : les descendants de migrants, les fils et les filles de migrants. Dans ce cas, la problématisation est différente : aucune association avec le thème des vaccins, mais en revanche une kyrielle d'expressions autour de l'éducation, *nongmingong ziniu jiaoyu wenti* (le problème de la scolarité des enfants de migrants), ou *nongmingong ziniu yiwu jiaoyu* (la scolarisation obligatoire des enfants de migrants), par exemple. Le souci biologique est donc plus ancien que le souci éducatif. Si celui-ci émerge au début des années 2000, c'est en lien avec l'arrivée au pouvoir de Hu Jintao et le nouveau mot d'ordre du gouvernement lancé peu après, celui de la « société harmonieuse », où le souci du social est mis en avant pour contrebalancer les effets néfastes du développement économique (Boutonnet 2009). Les migrants, fer de lance du second mais victimes des premiers, se trouvent directement affectés, au moins dans leur traitement médiatique, par ce virage. Ce sont les directives officielles du début des années 2000 qui vont proposer de substituer l'expression « *nongmingong* », renvoyant à un statut social, à l'expression « *liudongrenkou* » (population flottante), jugée stigmatisante.<sup>10</sup>

L'un et l'autre soucis demeurent jusqu'à aujourd'hui. En effet, un autre enseignement intéressant tient au fait que l'expression *nongmingong ziniu jiaoyu wenti*, « problème de l'éducation des enfants de migrants », n'a pas diminué en importance dans les dernières années. Pourtant, depuis la fin de la décennie 2000-2010, il est répété ça et là que, pour l'essentiel, le problème est résolu, les enfants de migrants étant admis

<sup>10</sup> Dans mon cas, le corpus étudié était celui autour de l'expression *mingong ziniu* (enfants de mingong). Ce corpus est en fait un petit corpus (moins de 80 articles entre 2000 et 2008, date à laquelle j'ai arrêté mon terrain), mais qui a la même trajectoire que le corpus plus vaste basé sur l'expression *nongmingong ziniu* (qui comptait plusieurs milliers d'articles et dépassait mes capacités de lecture). La différence essentielle réside dans le fait que l'expression *mingong* est plus familière que *nongmingong*, et est donc liée à une production de moindre qualité.

dans les écoles publiques ; la persistance de cette problématique semble bien suggérer le contraire. Dès 2004, des auteurs de mon corpus s'exclamaient d'ailleurs : « Si seulement l'accès à l'école pour les enfants de mingong n'était plus un problème ! » (Zhi 2007).

À partir de corpus, on peut ainsi décrire l'émergence et le déclin de façons cristallisées de dire le monde social. Les trajectoires d'expression permettent de la sorte de saisir le double aspect du travail de problématisation : sa dimension historique et sa dimension collective. En effet, malgré la grande variété de manières de dire la même chose en chinois, des expressions particulières s'imposent à un moment avec une évidence qui leur confère le caractère contraignant et général du fait social selon Durkheim (1997).

(2) On peut ensuite décrire toute une activité linguistique, à laquelle on est forcément confronté dans l'exercice de lecture et qui est un peu l'envers de la dimension cristallisée que saisit l'étude des trajectoires d'expression. Au sein d'une même expression, qui indique l'émergence d'une certaine problématique, on peut en effet noter tout un travail sémantique des différents auteurs pour essayer de désigner et, par là, de penser, tel ou tel aspect délicat du problème.

En particulier, dans ce corpus il y a une diversité infinie de manière de désigner la migration, le fait d'aller en ville. Comment traduire, en effet, les expressions *liudong* (flottant), *liudongrenkou* (population flottante), *wailai* (qui vient de l'extérieur), *rucheng* (qui entre en ville), *ruchengwailai* (qui vient de l'extérieur pour entrer dans les villes), etc. ? Il s'agit d'autant de manières de désigner le même attribut (le déplacement) pour la même population. S'agit-il alors simplement de synonymes, auquel cas on peut traduire toutes ces expressions de la même manière ? Ou y a-t-il des différences de sens importantes, qui expliquent l'effort des auteurs pour inventer de nouvelles manières de désigner la même chose, et notamment pour la désigner de manière moins négative, dans la mesure où cette population est largement stigmatisée ?

Il n'y a pas de réponse simple. Ce qu'il est important de comprendre, c'est qu'en saisissant cette activité linguistique complexe, plutôt qu'en réduisant tout à une même expression fréquente, on donne à voir des logiques internes de production dont les auteurs sont des acteurs (production de sens, travail de problématisation sociale), au lieu de se concentrer sur la seule expression de représentations sociales dont les auteurs des articles seraient simplement les porteurs, en tant que membres d'une même société.

Je donnerai un exemple : celui d'un texte de psychologie sociale qui cherche à mesurer « l'intégration sociale » des enfants de migrants (Shen 2007). Il le fait à l'aide

d'un questionnaire visant à objectiver la manière dont les enfants s'identifient eux-mêmes : ceux-ci doivent notamment dire s'ils se considèrent comme des *waidiren* (des étrangers). Le présupposé est que si les enfants de migrants se considèrent au contraire comme des *bendiren* (des locaux), cela traduit une intégration dont il faut se réjouir ; s'ils se considèrent comme *waidiren*, c'est le signe d'une dévalorisation de soi. De fait, l'opposition *bendiren* / *waidiren* peut être utilisée dans le langage courant de manière agressive et discriminante.

Cependant, comment alors, pour les auteurs, nommer ces enfants, sans répéter la stigmatisation qu'ils dénoncent ? C'est le même caractère *wai* qui est utilisé, dans l'enquête de psychologie sociale sur l'intégration, pour désigner les enfants de mingong comme *wailai* (外来, « qui vient de l'extérieur »). La proximité est frappante avec le terme supposé marquer le complexe d'infériorité de ces enfants, le terme péjoratif *waidi* (外地, « d'un lieu extérieur »). Partage subtil entre la discrimination portée par d'autres, dont la dénonciation se cristallise sur un terme, *waidi*, et le regard bienveillant que prônent les auteurs, qui recourent à un terme jumeau du premier, *wailai*. Partage fragile mais qu'on ne peut pas critiquer : de fait, il faut bien utiliser un mot. On est là dans un processus lié à ce travail collectif de production de sens et de terme, dans lequel il faut nommer à la fois les mots des autres et les siens propres. On retrouve là, par le biais d'une réflexion sur la langue, un problème par ailleurs classique en sociologie, problème que rencontrent tous ceux qui veulent désigner des populations victimes de discrimination sans répéter cette discrimination (Mazouz 2008).

Travailler sur l'activité linguistique, notamment la dimension de *production* d'expressions nouvelles ou de sens nouveaux, est un pas décisif pour rompre avec l'approche par les représentations, pour s'orienter vers une approche par la problématisation ; et, par là, poser la question de ce qui se passe dans un espace public qui n'est pas que factice. Ce déplacement (vers une approche en terme de production de sens, et non de représentations déjà déposées dans la langue) est bien décrit par cette phrase du linguiste roumain Coşeriu : « La langue réelle et historique est dynamique parce que l'activité linguistique ne consiste pas à parler et comprendre une langue, mais parler et comprendre quelque chose de nouveau par l'intermédiaire d'une langue. » (Cité in Legallois and François 2011, 23)<sup>11</sup>.

<sup>11</sup> L'article dont est extraite cette citation, concernant « la linguistique fondée sur l'usage », souligne l'importance des corpus pour étudier ces aspects de la langue. Le fait que j'aie moi-même utilisé un corpus me conforte dans le rapprochement avec cette linguistique. Dans mon corpus, outre la façon de nommer le

(3) On peut enfin décrire toute une économie symbolique, qu'on peut définir comme la circulation et la production de jugements de valeur, d'affects moraux et le travail de grandissement / de disqualification à la fois de ceux dont on parle et de ceux qui en parlent.

En l'occurrence, ce qu'on peut voir c'est la mobilisation constante d'affects autour de la pitié qui accompagnent la défense du migrant victime de discrimination et de l'enfant de migrant souffrant de ce fait d'un complexe d'infériorité. Il y a là, de la part d'auteurs qui, tous, défendent l'intégration plus grande de ces migrants dans la société urbaine et de ces enfants dans les écoles, un consensus moral qui a des effets ambivalents. Ambivalence du côté des « victimes » en question, comme dans tout discours victimaire. Mais ambivalence des effets de ce consensus aussi du côté de ceux qui produisent cette économie symbolique, c'est-à-dire du côté des auteurs et de l'espace public. En effet, ce que l'intérêt scientifique pour ces enfants *gagne* en légitimité morale (c'est une question poignante et reconnue comme telle), elle le *perd* en intérêt scientifique (c'est perçu comme, théoriquement, un « petit problème », dont les tenants et les aboutissants sont bien connus ; il n'y a pas grand-chose de nouveau à attendre de ce côté-là, puisque justement cela fait consensus). C'est en effet la nouveauté qui est au principe de la valeur symbolique ajoutée d'un article, en particulier dans le monde universitaire. Dans mon corpus, la production de différences dans le discours est évidente, mais elle est d'un intérêt faible.

Ainsi, autour de la question bien balisée de la scolarité, certains auteurs peuvent poser plus particulièrement la question de l'administration des écoles de mingong ; ou formuler le problème connu dans des termes un peu nouveaux, autour d'une « analyse systémique » ; ou encore mettre en avant, de manière appuyée, le concept de « droit à l'éducation », celui de « pauvreté » ou d'« urbanisation », comme clé de l'analyse. D'autres vont se distinguer en faisant un effort particulier pour quantifier leurs données, ou appuyer tel ou tel concept psychologique (image de soi, comportement déviant...). La différence essentielle – et la plus vaine en même temps – cependant, est celle du lieu : on étudie le problème « dans le cas » de telle ou telle ville. Il ne s'agit pas de souligner les différences avec d'autres lieux (qui ne sont jamais mentionnés), mais de répéter, pour l'essentiel, le même discours (parfois jusqu'au plagiat d'autres articles), envers d'autres autorités locales. En effet, la structure administrative chinoise, profondément décentralisée, fait que la question migrante est gérée à chaque fois par le gouvernement local et que chaque université s'adresse à

déplacement, dont je n'ai pu ici dire que quelques mots, il y a une production importante de manières de désigner la question scolaire, autour du doublet éducation / école.

« son » gouvernement. Il y a donc un petit profit symbolique à répéter le même discours, dans des lieux différents.

L'exemple du lieu et de la production de différence / de répétition qu'il engendre est un bon exemple de quelque chose qui renvoie au monde social, à l'espace public chinois réel, et au fait qu'il est en partie au moins *lisible* à travers les corpus de textes. En d'autres termes, il n'est pas nécessaire de maîtriser par avance les règles de l'espace public, de connaître son fonctionnement, pour décrypter les textes. Au minimum, c'est une relation dialectique, qui fonctionne dans les deux sens. La sociologie de l'espace public chinois (c'est-à-dire de ses intellectuels, de ses lieux de production, du fonctionnement de la sphère politique...) permet d'éclairer les textes et d'en comprendre les enjeux ; mais la lecture des textes permet tout autant de comprendre la nature et le fonctionnement de cet espace public.

### Conclusion

La difficulté qui se dessine dans les remarques qui précèdent est de penser un espace public et de penser, en même temps, le *consensus* qui y est à l'œuvre. Comment comprendre, au sein de l'espace d'expression d'un souci public, de l'espace de problématisation collective, qu'il y ait une entente de l'ensemble des acteurs qui prennent la parole sur ce problème ? Pourquoi ne faut-il pas en déduire pour autant que cet « espace public » ne serait qu'un faux-semblant ?

S'il y a là une difficulté, c'est que nous sommes habitués à penser la discussion d'un problème dans l'espace public en termes de débats, de points de vue contradictoires. La sociologie pragmatique, par exemple, a construit sa sociologie des controverses autour de la confrontation de « grandeurs » contradictoires et irréductibles les unes aux autres (Boltanski et Thévenot 1991). Isabelle Thireau a montré la fécondité de ce type d'approche pour étudier la Chine (Thireau et Hua 2005). Il semble pourtant que le souci de l'enfance, dans le cas au moins des enfants de migrants, doive être décrit dans d'autres termes.

C'est là une autre dimension à explorer, que je n'ai pas eu l'espace de développer ici mais qui est centrale dans mes travaux. J'ai parlé de l'espace public chinois, et du souci de la population qui est aujourd'hui au cœur du travail du gouvernement, dans ce pays comme dans de nombreux autres. Mais j'ai laissé de côté les spécificités liées à la question de *l'enfance* : c'est-à-dire la sociologie de l'âge qu'il faut aussi mobiliser pour étudier ce terrain particulier.

Il est par exemple remarquable que, hors des reportages journalistiques, les articles de mon corpus sont écrits par des experts de l'enfance, typiquement par des enseignants-chercheurs dans des départements de sciences de l'éducation. On comprend bien par quelle division, à la fois du monde social et du monde scientifique, cela s'explique ; mais la conséquence directe en est qu'un problème fondamentalement politique, administratif, économique et social, est retraduit ici dans les termes d'un savoir formé ailleurs, notamment en psychologie. D'où cette étrange production surabondante sur les « complexes d'infériorité » de ces enfants, que je notais plus haut, et qui semble masquer les véritables problèmes.

Je ne peux que donner des repères très brefs ici, mais je crois qu'il y a là une question de très grande envergure pour la sociologie et les sciences politiques, concernant l'enfance : celle d'une structure des âges fondamentalement binaire dans les sociétés modernes, et qui n'a pas été encore vraiment décrite. Il est considéré normal, pour une partie de la population (les mineurs), qu'un ensemble d'experts situés au-dessus d'eux puisse déterminer ce qui est bon pour eux et la forme que doit prendre leur vie ; alors qu'un tel pouvoir transcendant, et un tel consensus sur la forme que doit prendre la vie, n'existe pas pour le reste de la population (les majeurs) – malgré les prétentions de différents experts à essayer de modeler tel ou tel aspect de l'existence.

Il est ainsi mis en place, dans le cas précis des enfants, une forme particulière de gouvernement. Celui-ci n'est pas spécifique à la Chine. C'est un trait de l'enfance dans toutes les sociétés modernes. En réalité, répétons-le, les experts ne manquent pas pour tous les âges. Cette forme de gouvernement (scientifique, vertical), est une composante que l'on retrouve dans tous les gouvernements modernes, pour toute la population. Simplement, dans le cas des adultes, ce gouvernement scientifique est plus ou moins contrebalancé par un gouvernement politique ; le pouvoir expert, basé sur l'autorité de la « science », n'est jamais totalement légitime pour imposer ses vues à une communauté d'adultes, qui ne sont pas perçus (et ne se perçoivent pas eux-mêmes) comme dotés d'une capacité à déterminer leur existence fondamentalement inférieure à celle des experts ou gouvernants en question qui pourraient prétendre la leur imposer. C'est l'inverse qui est vrai pour les enfants, ou les mineurs en général.

Ce qui est plus spécifique à la Chine, c'est sans doute que cette tentation d'un gouvernement expert, transcendant (représenté par le Parti), y est plus forte que dans beaucoup d'autres pays ; que c'est là un visage officiellement revendiqué par le gouvernement central, qui se fait fort du savoir de la science et des experts pour asseoir son autorité. Du point de vue français, l'expression la plus évidente de la composante politique du pouvoir (dans le cas adulte), qui fait plus ou moins contrepoids à la composante scientifique, est le vote (dont sont exclus les enfants).

L'absence de démocratie en Chine témoigne de la faiblesse de cette composante ; sans pour autant qu'elle soit absente (et sans pour autant que le fait qu'on vote en France signifie un quelconque triomphe de la composante politique sur la composante scientifique, dans le gouvernement de la population).

Redisons-le, en des termes légèrement remaniés : le souci pour l'enfance semble exemplaire d'une tendance de l'espace public chinois. Il y a une grande convergence dans la forme du savoir expert (scientifique, progressiste, moderne) qui sous-tend le gouvernement des adultes sur les enfants et la forme idéale du gouvernement de l'État sur les citoyens dans le récit de la modernisation de l'État chinois, tel que le décrit très bien Greenhalgh (2010). Néanmoins, dans le cas des adultes, la forme du consensus d'une communauté sur une autre n'est jamais atteinte au degré qu'elle peut prendre quand il s'agit de dire ce qui est bon pour les enfants. Les adultes ne sont pas traités par le Parti comme les enfants le sont par les adultes. Et pourtant, *penser le souci de l'enfance*, et penser pour cela la division binaire adultes / enfants comme une forme particulière de gouvernement (et non comme un problème éducatif ou comme une séparation naturelle et universelle), enrichit notre répertoire en science politique et offre, je crois, de nouveaux outils pour penser les formes de l'espace public, y compris pour le reste de la population.

## Bibliographie

- Arendt, Hannah. 1961. *Condition de l'homme moderne*. Paris: Calmann-Lévy.
- Beaud, Stéphane, and Florence Weber. 1997. Guide de l'enquête de terrain: produire et analyser des données ethnographiques. Paris: La Découverte.
- Boltanski, Luc, and Laurent Thévenot. 1991. *De la justification: les économies de la grandeur*. Paris: Gallimard.
- Boutonnet, Thomas. 2009. "Traitement moral de la question sociale dans la 'société harmonieuse' de Hu Jintao." *Transtext(e)s Transculturales 跨文本跨文化. Journal of Global Cultural Studies*, no. 5 (June). <http://transtexts.revues.org/271>.
- Durkheim, Émile. 1997. *Les règles de la méthode sociologique*. Paris: Presses universitaires de France.
- Fassin, Éric. 2008. "L'empire du genre." *L'Homme* 187-188 (3): 375–92.

- Feng, Junqi. 2010. "Zhongxian Ganbu (les Cadres Du District de Zhong)." Thèse, Université de Pékin.
- Ferrarese, Estelle. 2012. "Une 'théorie sociale à teneur normative' : la théorie de la reconnaissance." In *La théorie sociale contemporaine*, edited by Razmig Keucheyan and Gérald Bronner, 33–48. Paris: Presses universitaires de France.
- Foucault, Michel. 1976. *La volonté de savoir*. Histoire de la sexualité..., 1. Paris: Gallimard.
- . 1984a. *Le souci de soi*. Histoire de la sexualité..., 3. Paris: Gallimard.
- . 1984b. *L'Usage des plaisirs*. Histoire de la sexualité..., 2. Paris: Gallimard.
- Frenkiel, Émilie. 2012. "La Démocratie Conditionnelle. Le Débat Contemporain Sur La Réforme Politique Dans Les Universités Chinoises." Thèse, EHESS.
- Greenhalgh, Susan. 2010. *Cultivating Global Citizens: Population in the Rise of China*. Cambridge: Harvard University Press.
- Habermas, Jürgen. 1978. *L'Espace public: archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris: Payot.
- Legallois, Dominique, and Jacques François. 2011. "La Linguistique Fondée Sur L'usage : Parcours Critique." *Travaux de Linguistique* 62: 7–33.
- Mazouz, Sarah. 2008. "Les mots pour le dire. La qualification raciale de l'enquête de terrain à l'écriture." In *Les politiques de l'enquête: épreuves ethnographiques*, edited by Didier Fassin and Alban Bensa, 81–98. Paris, France: la Découverte, 2008.
- Rocca, Jean-Louis. 2006. *La condition chinoise: capitalisme, mise au travail et résistances dans la Chine des réformes*. Edited by Centre d'études et de recherches internationales. Paris: Karthala.
- Salmon, Nolwenn. 2013. "Être journaliste en Chine." In *La Chine en mouvements*, edited by Emilie Frenkiel and Jean-Louis Rocca. Paris: Presses universitaires de France - La Vie des idées.
- Shen, Zhifei. 2007. "Gengduo de Jiena, Gengduo de Ronghe. Wailai Mingongziniu Zai Shanghai Chengshi de Ronghe Wenti Yanjiu (Accepter Plus, Intégrer Mieux : Recherche Sur La Question de L'intégration Des Enfants de Mingong à Shanghai)." Thèse, Université de Pékin.

- Thireau, Isabelle, and Linshan Hua. 2005. "Jugements de légitimité et d'illégitimité : la vie normative dans les nouveaux lieux de travail en Chine." *Revue française de sociologie* Vol. 46 (3): 529–58.
- Xi, Yun. 2004. "Guanzhu : Chengshi Li de Mingong Zinü (Attention : Les Enfants de Mingong Dans Les Villes)." *Jinnian Zhongxue Shang (Middle School Kids Today)*.
- Zhi, Yu. 2007. "Danyuan Mingongzinü Shangxue Buzai Shi Nanti (Si Seulement L'accès à L'école Pour Les Enfants de Mingong N'était plus Un Problème) ." *Zhongguo Baodao (China Report)*.

**LA NOUVELLE CONSTRUCTION DE LA VIEILLESSE EN CHINE  
CONTEMPORAINE : CIRCULATIONS ET APPROPRIATIONS DES SAVOIRS ET  
DES REPRÉSENTATIONS AU SEIN D'ESPACES DE RETRAITÉS**

**Justine ROCHOT**

Introduction

L'objet de cette intervention s'inscrit dans le cadre de ma thèse en doctorat portant sur les espaces de socialisation de jeunes retraités en Chine urbaine contemporaine. Cette intervention vise ainsi essentiellement à suggérer des pistes pour des interrogations encore en cours d'élaboration, constituant un aspect parmi d'autres de mon travail.

Il paraît important de revenir dans un premier temps sur quelques éléments contextuels : les espaces de socialisation de retraités chinois, sur lesquels je travaille, sont en effet en plein essor depuis une dizaine d'années et comprennent aussi bien activités de groupe dans des parcs ou places publiques telles que chorales, danse, groupe de *taiji*..., mais aussi entreprises thérapeutiques ou associations de quartier pour personnes âgées, centres de boursicotage ou université du troisième âge... Dans ce cadre, mon enquête doctorale vise principalement à analyser la fonction sociale de l'entre-soi générationnel dans des espaces de retraités au sein desquels je circule par association, mes enquêtés ne se limitant bien souvent pas à la fréquentation d'un seul espace mais passant eux-mêmes d'un espace à un autre suivant les amitiés construites, les intérêts de chacun et les moments de leur « carrière » de retraité.

Le développement de ces espaces de retraités s'est opéré semble-t-il dans un triple contexte, dont l'évocation permet de situer les enjeux entourant la construction de cette « nouvelle vieillesse » depuis environ une dizaine d'années: tout d'abord le contexte du vieillissement de la population chinoise et plus particulièrement depuis une petite dizaine d'années des premiers parents d'enfants uniques, ces individus que l'on nomme depuis peu des « *zhonglaonianren* » (中老年人 ou « moyens-vieux »), nouveau mot inspiré des catégories d'âge mises en place par l'OMS et peu à peu introduit en Chine, et désignant par-là à la fois l'âge intermédiaire entre les derniers temps de l'âge adulte et les premiers temps de la vieillesse, soit la classe d'âge située

entre 45 et 74 ans. Ensuite, le contexte de la mise en place de politiques de retraite assurant à cette génération de « jeunes retraités » nés de la fin des années 1940 à la fin des années 1950, un accès élargi à une autonomie financière, et ce à un âge encore peu élevé puisque beaucoup ont pu – ou ont été contraints – de prendre leur retraite entre 50 et 60 ans, et notamment les femmes dont un grand nombre ont été licenciées ou encouragées à prendre une retraite précoce. Enfin, le contexte d'une forte tension intergénérationnelle opposant – pour le dire grossièrement – les fortes attentes familiales des parents d'enfant unique et les revendications d'autonomie de leurs enfants. Dès lors, l'entrée en retraite s'impose comme un nouveau *turning-point*, un moment de bifurcation particulièrement déstabilisant dans les parcours de vie de ces jeunes retraités, confrontés aux temps dissolus de la retraite, sans pour autant pouvoir occuper ce temps par les fonctions sociales habituellement dévolues au vieil âge, telles que celle de la garde et l'élevage des enfants dans une participation à l'économie domestique : en effet, récurrentes sont les situations où les enfants habitent dans une ville lointaine (lorsqu'ils n'habitent pas à l'étranger), ne souhaitent pas immédiatement donner naissance à un enfant, ou alors refusent d'en confier la charge à leurs parents sous prétexte de différentes conceptions sur les manières de l'élever ; aussi ces « moyens-vieux » se trouvent-ils confrontés à une question nouvelle : que faire ? Où trouver du sens ? Ou, autrement dit, comment palier à ces dysfonctionnements nouveaux des fonctions sociales habituellement attribuées à la vieillesse ?

C'est donc dans ce triple contexte que s'inscrit mon enquête, laquelle vise dès lors à expliciter les fonctions sociales qu'occupent ces nouveaux espaces d'activités entre retraités et la manière dont s'y construisent de nouvelles significations et représentations de l'expérience du vieillissement, au vu des socialisations passées de cette génération, et des tensions structurant les relations entre générations dans un contexte politique et morale d'autonomie.

Dans ce contexte, mêlé à une explosion et à une forte médiatisation des recherches en gérontologie, démographie et en sciences sociales sur le vieillissement de la population, s'imposent aujourd'hui en Chine de nouvelles représentations de la vieillesse (et notamment de ces « moyens vieux ») et émergent de nouvelles normes d'action relatives à l'entrée en retraite que les retraités mobilisent avec d'autant plus d'enthousiasme dans ce contexte de déroutement. De l'exhortation à la vieillesse active à l'appréhension de possibles dépendances futures, des manières de gérer son vieillissement corporel à la négociation émotionnelles et pratiques des relations familiales : autant de représentations et d'exhortations à de nouvelles manières d'agir qui sont véhiculées par des institutions, des agents, des acteurs divers, et qui sont

réappropriées par les individus qui participent eux-mêmes à les faire circuler et à leur donner sens au sein d'espaces de retraités. Cette communication vise ainsi à décrire, d'après mon enquête de terrain, les nouvelles représentations de la vieillesse et savoirs liés au vieillissement s'imposant dans les espaces de retraités en Chine, ainsi que les canaux par lesquels ceux-ci circulent et sont réappropriés.

### Dire la vieillesse : pluralisation des espaces, supports et acteurs

Les quelques photos ci-dessous, prises au cours de mes enquêtes de terrain, constituent le point de départ de mon interrogation d'aujourd'hui : je partirai donc de la description de différents supports de représentation circulant au sein des espaces de retraités fréquentés, qui constituent autant de nouveaux véhicules, d'agents nouveaux dans l'espace chinois permettant de dire la vieillesse de différentes manières, d'en présenter de nouveaux visages structurant les représentations, et qui jouent en retour – nous le verrons – sur les modes d'action des retraités se les réappropriant.

En effet, alors que la période maoïste a largement évacué la représentation et les discours sur la vieillesse, si ce n'est dans une seule représentation de victime de la société féodale et bénéficiaire du soutien de la jeunesse révolutionnaire, on assiste depuis la fin des années 1990 à une très forte pluralisation des supports permettant de dire la vieillesse et s'adressant aux personnes âgées elles-mêmes, constituant par là une forme de nouvelle « culture sénile » pour reprendre l'expression bien connue de « culture juvénile » habituellement attribuée aux formes d'expressions culturelles s'adressant aux jeunes et leur mode de vie.

#### *Affichages publics et vieillesse exemplaires*

Le premier ensemble de photo constitue des affichages publics municipaux et donne à voir aussi bien la manière dont la piété filiale et le thème du respect des personnes âgées sont réappropriés par le discours politique (photo de gauche, tirée d'une campagne nationale sur les valeurs du socialisme), la manière dont des personnes âgées aux comportements jugés exemplaires sont mis en avant dans l'espace public pour leur capacité d'engagement envers la collectivité (photo de droite, tirée d'une campagne municipale à Pékin), mais aussi comment de nouveaux types d'affichages émergent également dans les espaces fréquentés par des retraités et leurs suggèrent de bonnes manières d'agir et d'occuper son temps à l'âge de la retraite.



Figure 1 « La piété filiale, les Chinois l'ont dans le sang » : affiche tirée de la campagne des « valeurs centrales du socialisme » (社会主义核心价值) 2015. Photo prise en avril 2015.



Figure 2: Série d'affiches à destination des « personnes âgées » : « Six règles de vie à l'intention des personnes âgées lorsqu'elles entrent au vieil âge ». Photo prise en avril 2015, parc Beihai, district de Xicheng, Pékin.



Figure 3 Portrait de Lu Guangyuan, 82 ans, ancien Secrétaire d'une instance du Parti Central, et engagé depuis 15 ans dans un travail bénévole d'édition d'une revue pour personnes âgées au niveau de son quartier. Affiche tirée de la campagne municipale des « Pékinois exemplaires » - 北京榜 - photo prise en avril 2015, district de Dongcheng, Pékin.

*La vieillesse : nouvelle figure télévisuelle*

De même, que ce soit avec le développement depuis les années 1980 de séries télévisées « d'éthique familiale » (les *jiating lunli ju* 家庭伦理剧) ou avec la construction de la vieillesse comme problème social suscitant de nombreuses campagnes de messages à intérêt public, les jeunes retraités et les personnes âgées se sont vues attribuées une place grandissante dans les médias et le discours public télévisuel. Formes médiatiques qui ne vont pas sans suggérer de bonnes et de mauvaises vieillesse ou manière d'agir, de bonnes et de mauvaises relations intergénérationnelles.



Figure 4 Les belles-mères des enfants uniques (独生子女的婆婆), série télévisée de 2013.



Figure 5: « Rentrez souvent à la maison » (常回家看看), campagne publicitaire télévisuelle de la CCTV en 2013 pour lutter contre l'isolement des personnes âgées

*Émergence d'un champ éditorial pour retraités*

Parallèlement à l'émergence de discours sur la vieillesse au sein de *media* relativement classiques tels que les affichages publics ou la télévision, on assiste également au développement de formes de *media* spécifiquement dédiés aux personnes âgées : ainsi, avec la naissance dans les années 1980s et la diversification depuis les années 2000 de revues, magazines ou newsletters internet et Wechat<sup>12</sup> spécifiquement dédiés aux retraités et personnes âgées, et circulant largement, comme nous allons le voir au sein des espaces sur lesquels j'enquête, comme le démontre ces photos, tirées de mon terrain.

<sup>12</sup> Application de clavardage, équivalent chinois de Whatsapp



Figure 5 : Senior Life - 当代老年, revue créée en 1998. Ici, un numéro de 2010.

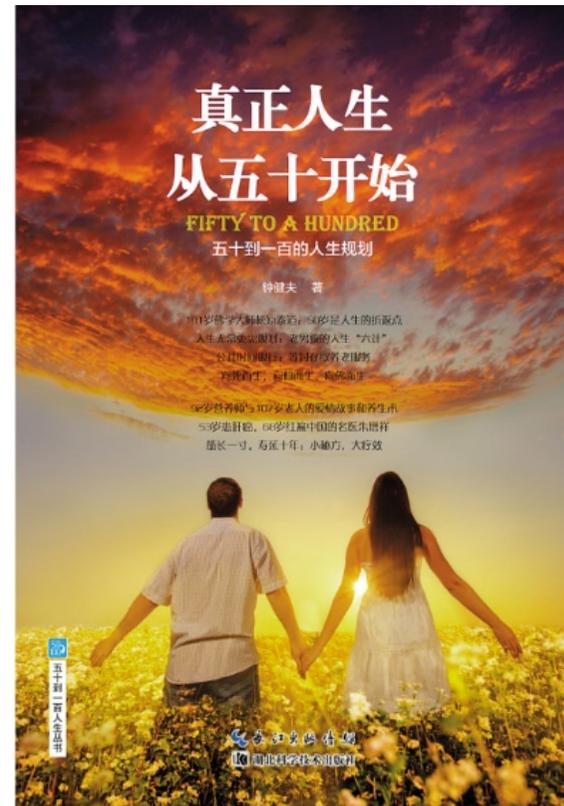


Figure 6 : Ouvrages mêlant vieillissement et développement personnel. Ici, La vraie vie commence à cinquante ans, publié par Zhong Jianfu en 2014.



Figure 7 Newsletter Wechat tirée du groupe « Trésor de personnes âgées » (老人宝) autour du thème : « la nouvelle tendance dans les manières de vieillir : qui vous accompagnera ? »

### Les nouveaux entrepreneurs de morale

Si les quelques photos montrées ici permettent d'avoir un aperçu des nouveaux *media* et supports de nouvelles représentations de personnes âgées rencontrés sur le terrain, deux extraits vidéos tirés de mes enquêtes permettent également de corroborer l'hypothèse de la remobilisation par les individus de ces nouveaux médias dans le but de guider leur action et de trouver du sens dans ce contexte d'incertitude qu'est celui de l'entrée en retraite. Ces deux vidéos montrent en effet comment certains individus fréquentant les espaces de socialisation de retraités s'imposent localement comme entrepreneurs de morale au sens de Becker, et se font les intermédiaires et les propagateurs de ces nouvelles représentations des « bonnes manières de vieillir » qu'ils tendent à véhiculer auprès de leurs pairs âgés.

Le premier extrait vidéo est tiré d'une rencontre avec Monsieur Yan, âgé de 70 ans et créateur d'une petite entreprise de quartier d'acupression : tous les jours, celui-ci se rend au parc Ditan et vient expliquer à qui le veut différents principes traditionnels d'entretien quotidien du corps et de la santé adaptés aux personnes âgées. Dans cet extrait, on peut y voir comment Monsieur Yan se réapproprie l'importation récente de concepts tels que le « vieillissement actif » et le diffuse autour de ses pairs pour les inciter à l'activité physique, militant par-là, selon ses dires, pour une « nouvelle prise de conscience » de la part des personnes âgées.

Le second extrait vidéo est tiré d'une conférence du Long Life Group (□寿集□), entreprise d'origine taiwanaise au sein duquel j'ai pu mener plusieurs semaines d'observation participante : installée sur plusieurs sites à Pékin, l'entreprise est spécialisée dans le commerce de produits d'entretien de la santé (保健品) et propose à un public majoritairement composé de femmes retraitées toute une palette d'activités, et notamment de conférences expliquant les manières d'utiliser ces produits dans l'économie domestique quotidienne. L'extrait montre l'une des conférencières, médecin retraitée, revenant sur les différentes étapes du processus de vieillissement et les manières de s'assurer une vie longue : à cette fin, la conférencière encourage le public, composé d'une centaine de personnes, à venir régulièrement écouter des conférences, à lire des revues ou regarder des émissions télévisées spécialisées sur les questions de santé, telles que la célèbre émission « le Palais de l'Entretien de Soi » (养生堂) dont le public est largement composé de personnes âgées.

Autant d'éléments cités ici qui permettent de dresser un aperçu de la très grande diversité des supports actuellement disponibles aux retraités chinois, et suggérant dès lors de nouvelles normes et de nouvelles manières d'agir aux temps de la vieillesse.

## Récurrences thématiques

De ces différents matériaux que j'ai été amenée à croiser se dégagent différentes figures originales de la vieillesse, et des manières d'agir suggérées aussi diverses que contradictoires, composant dès lors un large corpus de représentation au sein duquel les personnes âgées vont, telles que mes enquêtes ont pu le montrer, venir piocher en fonction des situations de chacun, des contextes dans lesquels ils se trouvent pris et des problèmes qu'ils souhaitent résoudre. Plusieurs grandes lignes discursives ou de représentations peuvent ainsi être relevées :

### *La nouvelle vieillesse active*

Le terme récemment introduit en Chine de « vieillesse active » recoupe également toute l'ambiguïté du terme en français : terme de vieillissement actif ou *active ageing* en anglais qui s'est imposé comme un mot clef des politiques publiques et comme nouveau paradigme de l'action publique au niveau international tout en recoupant des référentiels en réalité tout à fait variés selon les politiques d'Etat providence des pays concernés ; en France, l'expression désigne ainsi aussi bien le fait de travailler plus longtemps, de travailler plus tard et de rester actif après la retraite, alors que le terme anglo-saxons a avant tout été mis en place pour désigner l'allongement des carrières justifié par l'équilibre financier du système des retraités. Dans le cas chinois, on voit que le terme commence à s'imposer dans la littérature destinée aux personnes âgées, tout en recoupant des injonctions en réalité également variées : injonction au loisir d'un côté, à la prise en charge de son propre vieillissement (discours qui s'impose d'autant plus que l'Etat ne peut véritablement assurer la prise en charge à venir du nombre de plus en plus grand de retraités), mais aussi à l'engagement des personnes âgées pour la communauté, à travers des figures de modèles locaux d'engagement pour les personnes âgées ou pour le quartier, de discours au sein des personnes âgées sur l'importance du maintien de la santé pour assumer au mieux et le plus longtemps possible des fonctions grand parentales....

### *Les personnes âgées : les peurs nouvelles d'un « groupe vulnérable » (弱势群体)*

Le vieillissement de la population s'accompagne également d'une hantise nouvelle, que les différents supports évoqués plus haut permettent bien d'illustrer : celle du vieillissement corporel, de la dépendance, des maladies neuro-dégénératives, du fardeau futur qui pèsera sur la famille etc. Formes discursives largement véhiculées

par les médias et qui participent également à la demande d'une production de savoirs et de techniques nouvelles concernant les manières de lutter contre les effets les plus négatifs du vieillissement :

### *Relire la vieillesse contemporaine à l'aune de la tradition*

Ainsi, et ce dans le contexte d'un renouveau plus général d'intérêt pour la médecine chinoise et les techniques traditionnelles de soin de soi – qui avait vu son apogée dans le mouvement *Falungong* des années 1990 – émerge tout une production de savoir médicaux spécifiquement destinés aux personnes âgées et suggérant des astuces de gestion quotidienne de sa santé dans la perspective de retarder les effets les plus néfastes du vieillissement corporel et d'en limiter les impacts sur l'environnement social et familial. Mes terrains ont ainsi révélé une très forte attention, demande collective pour ses stratégies de soin de soi, largement liée également aux déficiences du système de santé.

### *Le genre de la vieillesse*

Si le temps manque pour la développer, il est toutefois nécessaire de mentionner qu'une dimension m'a marquée dans les représentations de la vieillesse circulant à travers ces nouveaux media : le genre de la vieillesse. Les figures d'hommes âgés sont en effet largement mobilisées pour désigner les aspects soit « victimaires » de la vieillesse (déprises, maladies neuro-dégénératives...), soit les figures les plus politisées, les plus engagées en termes de participation sociale ; de l'autre côté, les femmes sont, elles, largement surreprésentées lorsqu'il s'agit de mettre en scène la vieillesse active, en bonne santé, intégrées donc pour incarner une forme nouvelle de « jeunisme ».

## Faire circuler et se réappropriier les savoirs

Face à ces diverses figures émergentes de la vieillesse – qui sont véhiculées aussi bien par des institutions d'Etat que par des entreprises ou des individus engagés dans la promotion de nouveaux modèles émergents de mode de vie à la retraite – se pose ainsi la question de savoir la manière dont les individus se réapproprient ces savoirs et modes d'action nouveaux ; dans quelle mesure également ces représentations

structurent-elles des formes nouvelles de sentiment d'appartenance à une classe d'âge commune, sorte de classe d'âge « pour soi », dont la fonction sociale serait ainsi collectivement redéfinie et reconnue ? Quels sont les effets individuels de ces productions de discours ?

Pour penser l'émergence de ces nouvelles représentations de la vieillesse et leurs impacts et réappropriation individuelles, il faudrait à mon sens s'inscrire au croisement de deux approches théoriques à mon sens complémentaires, et dont la mention ouvre ici de futures perspectives d'enquête: d'un côté la perspective constructiviste de Rémi Lenoir, qui s'interrogeait en 1979, dans son célèbre article intitulé « L'invention du 'troisième âge' : constitution du champ des agents de gestion de la vieillesse »<sup>13</sup>, sur la manière dont la naissance d'institutions et d'agents spécialisés participaient « au découpage des âges et à la définition des pratiques légitimes qui leurs sont associés »<sup>14</sup>. Il y examinait ainsi la manière dont l'étude de cette nouvelle forme de prise en charge de la vieillesse qu'est le régime de retraite devait s'accompagner d'une analyse plus générale des transformations des modes de solidarité et des modes de formation des groupes dans la société. Perspective constructiviste des plus pertinentes pour analyser l'émergence d'un nouveau champ institutionnel et discursif entourant le vieil âge, sa gestion et les dynamiques de construction de classes d'âges, qui me semble donc centrale pour situer l'importance des nouveaux véhicules de représentation de la vieillesse mentionnés aujourd'hui. Toutefois, cette approche néglige à mon sens – par son approche peut-être excessivement « par le haut » – les manières dont les individus se réapproprient ces savoirs et ces représentations et participent également à les co-construire, à y donner du sens à leur propre niveau de l'action.

L'approche de Rémi Lenoir mériterait dès lors d'être complétée par une analyse fine des processus de circulation et de réappropriations complexes de ces savoirs, par exemple par le biais des théories critiques de Bruno Latour – notamment dans son ouvrage, *Changer de société, refaire de la sociologie*<sup>15</sup> – et de son concept de « médiateurs » ; concept par lequel Latour désigne l'ensemble des êtres – animés ou non – qui participent à transformer, traduire, modifier, distordre le sens et par là à structurer de complexes processus d'association entre les individus : aussi l'analyse de

<sup>13</sup> Lenoir Rémi, « L'invention du 'troisième âge' », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 26-27, 1979, pp.57-82.

<sup>14</sup> Ibid.

<sup>15</sup> Latour Bruno, *Changer de société, refaire de la sociologie*, Paris, La Découverte, 2007, 406p.

la « nouvelle vieillesse » se constituant en Chine doit-elle prendre en compte, suivant Latour, aussi bien les nouveaux objets, contenus et supports discursifs entourant la vieillesse aujourd'hui en Chine, que la manière dont ces derniers sont réappropriés et circulent au sein d'une classe d'âge dont la conscience d'appartenance commune n'a rien de naturel. Ainsi, si ces savoirs sont réappropriés et circulent avec tant d'enthousiasme au sein des espaces dans lesquels j'enquête, le phénomène touche il me semble à deux dimensions :

Tout d'abord, la situation d'incertitude – aussi bien en termes de santé, de rôle au sein de la famille, de déstructuration des liens de voisinage, d'appréhension du temps « vide » de la retraite pour une génération qui a été éduqué dans l'idée que la paresse est la mère de tous les vices – vécue par cette classe d'âge, incertitude qui participe largement à cet élan collectif pour la recherche de guide d'action mais aussi de sens et de significations.

Ensuite, la socialisation historique de cette génération : ces individus ont en effet grandi pendant la Révolution culturelle et ont suivi sur plusieurs décennies plusieurs grands moments de « fièvres collectives » (*re* □) qui ont largement participé à guider leur action dans les différents moments d'incertitude ayant ponctué leur parcours de vie, des élans collectifs de la Révolution Culturelle à la fièvre culturelle des années 1980 (文化□), en passant par les fièvres du *qigong*<sup>16</sup> à la fièvre de la bourse<sup>17</sup> dans les années 1990. Il me semble ainsi que l'on pourrait qualifier l'engouement collectif pour les discours entourant le vieillissement et les bonnes manières de vieillir comme une nouvelle forme de « fièvre » collective : une « *yanglao re* » (养老□) ou « fièvre du bien-vieillir ». Dans ce contexte, les faisceaux de discours nouveaux qui ont émergé depuis la fin des années 1990 et ont participé à construire de nouvelles figures de la vieillesse constituent dès lors un réservoir de sens nouveau, au sein desquels les retraités puisent selon leurs situations personnelles pour guider leur quotidien et lui donner sens. Si cette intervention n'avait ici pour intention que de proposer quelques pistes de lectures à partir d'observations concrètes tirées de mes terrains, il reste encore à étudier plus avant les processus complexes associant dans le temps de nouvelles formes et supports de représentations et les modes et logiques d'action concrets des individus visés par ces mêmes supports.

<sup>16</sup> Palmer David, *Qigong Fever: Body, Science, and Utopia in China*, New York, Columbia University Press, 2007.

<sup>17</sup> Hertz Helen, *The Trading Crowd. An Ethnography of the Shanghai Stock Market*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

## FINDING ONE'S WAY IN SOCIAL SPACE: QUAND LES ÉLÈVES DE TERMINALE PARLENT DES CLASSEMENTS AVANT LE GAOKAO

Siyu LI

« The sociology of everyday interaction presupposes that individuals share a common ability to spot the social identity of actors and to manipulate the marks of this identity » (Boltanski & Thévenot, 1983 :631). Dans la première phrase de l'article, devenu aujourd'hui classique, Luc Boltanski et Laurent Thévenot présupposent l'existence d'une capacité commune des acteurs sociaux leur permettant de manipuler les signes identitaires dans les interactions sociales. En l'absence de précision sur le cadre dans lequel les acteurs sociaux partagent cette capacité et sur les facteurs environnementaux qui influencent le processus de manipulation des signes, le terme « commune » reste vague. Dans la présente recherche, j'essaie d'explorer ce processus dans un cadre précis et délimité : l'identification durant la préparation du Gaokao.

Le Gaokao est le concours national et unifié à l'entrée des universités en Chine, dont le nom officiel est le Concours National Unifié de Recrutement des Ecoles Supérieures Générales de la République Populaire de Chine (*Zhonghuarenmingongheguo Quanguo Putong Gaodengxuexiaozhaosheng tongyikaoshi*, 中国人民共和国全国普通高等学校招生全国统一考试). Il concerne une population importante et exerce un effet important sur la trajectoire des individus. En 2015, 9,42 millions de jeunes Chinois se sont inscrits au Gaokao. A Pékin, le chiffre est à 68 000. Parmi les participants de Pékin dont la candidature est valable au recrutement de l'éducation supérieure, soit 61 436 élèves, 44 123<sup>18</sup> (soit 71,8%) entrent dans une université générale (par opposition à une école spécialisée) et 16 408<sup>19</sup> (soit 27%) entre dans une université du premier rang (*Yiben*, 一本).

<sup>18</sup> Cf. People Daily [*Xinhua*], 新 [网], <http://edu.people.com.cn/n/2015/0807/c244541-27425540.html> [consulté le 1er décembre 2015]

<sup>19</sup> Cf. Chinese education online [*Zhongguo Jiaoyu Zaixian*, 中国教育在 [ ]]: [http://gaokao.eol.cn/bei\\_jing/dongtai/201507/t20150727\\_1293720.shtml](http://gaokao.eol.cn/bei_jing/dongtai/201507/t20150727_1293720.shtml) [consulté le 1er décembre 2015]

Pendant mon enquête, les enquêtés utilisent souvent deux métaphores afin d'illustrer le Gaokao : un pont fait d'une seule planche (*Dumuqiao*, 独木桥) et une mise aux enchères en un seul tour (*Yichuizi Maimai*, 一子一). La première parle de la sélectivité et du risque de l'échec au concours, et la deuxième parle de la caractéristique arbitraire de l'examen. Les deux métaphores montrent une montée en tension de deux manières: l'intensité de la concurrence et l'importance de la performance ponctuelle. Les deux métaphores convergent vers une idée : pour les élèves tout se joue durant les deux jours d'examen.



Figure 8 : La caricature du pont fait d'une seule planche (*Dumuqiao*, 独木桥)<sup>20</sup>

Comment donc faut-il se préparer un tel examen? La réponse trouvée par les acteurs est simple : si le vrai *D day* n'arrive qu'une fois par an, il faut simuler de nombreuses fois la situation pour être prêt. Les simulations du Gaokao ou les concours blancs (*Moni kaishi*, 模拟考试) sont ainsi mis en place. Les simulations sont non seulement un entraînement sur la forme et le contenu de l'examen, mais aussi une accommodation mentale aux classements et à leurs conséquences, un test de la

<sup>20</sup> Source : Sina Education [*Xinlang Jiaoyu*, 新浪教育],

<http://edu.sina.com.cn/gaokao/2012-03-26/1018332368.shtml> [, consulté le 1er décembre 2015]

capacité de l'assimilation d'information et de la capacité d'interprétation. L'interaction entre l'environnement institutionnel et les individus façonne la formation de la capacité de se repérer dans l'hierarchie et conditionne le processus de l'identification pour les élèves. La question au centre de cette intervention est par quel processus, les résultats des concours blancs permettent aux professeurs et aux élèves de construire ensemble une structure symbolique et de conditionner par la suite l'espérance des élèves pour le futur.

Les données utilisées sont issues de l'enquête de terrain que j'ai réalisée au second semestre de l'année scolaire 2014-2015. L'enquête est menée au sein du lycée n°5, un lycée ordinaire du district Xicheng à Pékin: d'après son niveau d'exigence au moment du recrutement, le lycée n°5 est le 18ème sur les 33 lycées du district Xicheng. Pendant l'enquête, j'ai suivie de près la classe n°1 de terminale. Durant l'enquête, j'ai collecté des documents relatifs aux résultats d'examen et mené des entretiens de manière répétitive avec les professeurs et les élèves de la classe.

La présente intervention se poursuivra en deux temps : dans un premier temps, j'aborderai la question du côté des professeurs, afin d'expliquer le processus de la fabrication des classements. Dans un deuxième temps, je traiterai la question du côté des élèves, afin de montrer comment ils interprètent les classements.

### L'entendement professoral et le raisonnement des statisticiens spontanés

Le terme « entendement » ici désigne la faculté de raisonner et d'argumenter, ou plus largement de découvrir de l'ordre dans le monde (Marc Angenot, 2012 : 6). Il ne s'agit donc pas de l' « entendement professoral » au sens proprement bourdieusien (Pierre Bourdieu, Monique De Saint Martin, 1975) c'est-à-dire l'interprétation des données qualitatives que professeurs porte sur les élèves. Il s'agit ici d'interprétations de chiffres, des données quantitatives portant sur une population. Nous verrons dans cette partie comment les résultats d'examens sont analysés et interprétés par les professeurs et constituent par la suite la hiérarchie institutionnelle des élèves.

### *Le calendrier de la préparation :*

La révision du Gaokao commence dès le début de l'année scolaire de terminale et s'achève au Gaokao. L'année est ponctuée par les contrôles tout au long de la révision du programme et par les concours blancs.

Au premier semestre, la révision se fait de manière « verticale » pour reprendre l'expression des professeurs interviewé, c'est-à-dire chapitre par chapitre, dans l'ordre chronologique d'apprentissage au cours des deux premières années de lycée. Les contrôles périodiques se font à la fin de la révision de chaque chapitre. L'examen de fin du premier semestre (*Qimo kaoshi*, 期末考□) est ainsi le premier examen transversal qui porte sur tout le contenu du programme. Il est ainsi appelé par certains professeurs le concours blanc zéro et il examine la qualité de la « révision du premier tour ».

Au deuxième semestre, la révision entre dans la phase « synthétique ». L'attention est mise sur les types de question pouvant apparaître dans le Gaokao, c'est-à-dire celles qui combinent les connaissances de plusieurs chapitres à la fois. Quand on arrive à cette phase, les élèves sont censés devenir maîtres de toutes les connaissances comprises dans le programme. L'important est donc d'entraîner l'usage flexible des connaissances et de détecter les éléments incompris.

Un mois après le début du second semestre, c'est-à-dire début avril, le premier concours blanc examine les résultats de la révision du deuxième tour. Par la suite, le deuxième concours blanc examine les résultats des efforts réparateurs vis-à-vis des problèmes découverts à la suite du premier concours blancs. Le mois séparant le deuxième concours blanc et le Gaokao sera la dernière chance pour les professeurs et les élèves d'améliorer leur état physique et psychologique, de stabiliser leur performance et de d'ajuster leurs attentes.

Année scolaire de terminale	Septembre	Début du premier semestre
	Septembre – janvier	Révision verticale (1er tour)
	Janvier	L'examen de fin du premier semestre (Concours blanc zéro)
	Janvier- avril	Révision synthétique (2e tour)
	Début avril	Le 1e concours blanc
	Avril-mai	Révision ciblée
	Début mai	Le 2e concours blanc
	Mai-juin	Ajustement et stabilisation
	Le 7-8 juin	Gaokao

Tableau 2. Le calendrier de la révision

Il faut garder en tête que le calendrier de révision présenté ici est le résumé de la représentation idéalisée du processus chez les professeurs du lycée n°5. Pour les professeurs qui ont assez d'expérience dans la préparation du Gaokao, c'est le déroulement de la préparation tel qu'il devrait être.

#### Des classements en cascade

La présente intervention se focalise sur les deux concours blancs. La différence principale entre ces derniers et les contrôles est que les professeurs de l'école préparent les copies pour les contrôles, tandis que les concours blancs sont organisés par le district. Les copies sont créées par le Comité de la recherche pédagogique du district - à l'image du Gaokao - et visent donc à simuler le Gaokao tout en testant la réaction des élèves par rapport aux nouveaux types de question avant le Gaokao. La correction des copies se fait à l'intérieur du lycée d'après les consignes communiquées lors de la réunion au niveau du district. Des classements des élèves au niveau de la classe et de l'école sont élaborés une fois les corrections soient terminées. Les professeurs sont tenus de faire remonter les notes obtenues au niveau du district, et ce dernier diffuse un classement de la moyenne de tous les lycées et un classement de tous les élèves au niveau du district.

Trois classements sont ainsi constitués: le classement de la classe, le classement de l'école et le classement du district. Pour les professeurs, le classement de la moyenne de l'école et le classement de la moyenne de chaque classe seront analysés et

interprétés lors des réunions des professeurs de la promotion. Les élèves et les professeurs voient leur performance évaluée par ces multiples classements.

#### classements individuels des élèves

classement du district	4160 personnes pour les scientifiques
classement de l'école/de la promotion	90 personnes pour toute la promotion
classement de la classe	30 personnes pour la classe n°1

Tableau 3. Les différents niveaux de classements

#### Continuité et discontinuité : la fabrication d'une vision de la division

Une fois les classements sont diffusés au sein de l'école, un travail d'interprétation commence chez tous ces « statisticiens spontanés », à savoir les professeurs. La capacité des professeurs de traiter les données explique les différents usages et interprétations qu'ils en font.

L'interprétation effectuée à l'intérieur de l'école par le truchement de trois indices: la moyenne de l'école, le taux d'excellence (c'est-à-dire le taux d'élèves qui ont obtenu 85% de points du total) et le taux de la réussite (c'est-à-dire ceux qui ont obtenu 60% de points). Le taux de la réussite constitue un indicateur particulièrement important pour le lycée n°5. Aucun élève de ce lycée ne compte entrer dans les meilleures universités de Chine, à savoir l'université de Pékin ou université de Tsinghua. Néanmoins, l'école risque d'avoir des élèves qui n'atteignent pas le niveau pour entrer dans une université générale (Benke, 本科), par opposition aux écoles spécialisées (Zhuanke, 专科). Pour une école de ce niveau, l'école est évaluée principalement par

le taux de la réussite. De surcroît, en tant qu'un district traditionnellement avantageux dans l'éducation secondaire, le district de Xicheng a fixé l'objectif que tous les élèves du district entrent dans une université générale. Sous la pression du district, une liste des élèves risquant d'échouer le Gaokao est constituée à l'intérieur de l'école. Les meilleurs professeurs de la promotion sont mobilisés pour organiser des cours de rattrapage pour les mauvais élèves, afin de sauver ces « perdants ».

Quant à l'interprétation au niveau de la classe, les professeurs responsables de classe utilisent les classements afin d'en optimiser son management. L'indice mit en avant par le professeur de la classe n°1 est le changement de place d'un élève dans les classements entre deux concours blancs. Elle catégorise les élèves en trois groupes : ceux qui font des progrès, ceux qui ont une performance stable et ceux qui régressent. Par ailleurs, les élèves sont également regroupés en deux catégories : ceux qui ont une performance stable et ceux qui oscillent. La capacité de caractériser les données et d'organiser les élèves en différents groupes n'est pas égale chez les professeurs. Madame Zhang, la professeure de la classe n°1 maîtrise particulièrement bien cette opération. Elle est la seule professeure responsable de classe de toute la promotion qui fasse ses propres analyses. Les autres professeurs adoptent directement les catégories établies par les écoles et repèrent les élèves en difficulté qui font partie de la liste des élèves « perdant ».

Le travail effectué par les professeurs consiste à dresser la « barrière scolaire », qui distingue désormais les élèves qui étaient à priori du même niveau. Les élèves ont tous réussi le même concours municipal qui leur a permis d'entrer dans le lycée n°5, et sont refusés par les lycées de meilleur niveau. Ils sont ainsi vus comme ayant le même niveau scolaire à l'entrée du lycée. Or, à la sortie du lycée, avant le Gaokao, les élèves sont regroupés et étiquetés une nouvelle fois d'après leur place dans les classements. Ce regroupement des élèves est communiqué aux élèves et à leurs parents lors de l'analyse des résultats et de la réunion des parents suivant chaque concours blancs. La probabilité de la réalisation du projet personnel chez les élèves est calculée d'après leur appartenance à tel ou tel groupe. Or, en dehors des barrières institutionnelles qui quadrillent la population d'élèves, les élèves ont leurs propres entendements vis-à-vis des classements. Seule un dialogue entre les deux formes d'entendement permettra de comprendre la constitution des niveaux par le truchement des examens et des classements.

### L' « entendement » des élèves.

La place dans le classement et l'appartenance à un groupe « étiqueté » constitue le cadre symbolique qui limite la marge de manœuvre des élèves dans le travail sur son identité. La capacité de puiser les informations et de prendre une position n'est pas égale non plus chez les élèves. Cette capacité conditionne la possibilité de se projeter dans le futur. Dans cette partie, je propose trois grilles d'analyse qui permettent de rendre compte de la lutte symbolique dans laquelle les élèves se lancent en faisant face aux classements.

#### *La capacité à se positionner*

Tous les élèves savent leur position dans le classement de la classe. Ils sont aussi censés connaître leur classement du district. Les classements sont distribués par les professeurs sous forme de liste imprimée puis découpée en morceau individuel. Chaque personne n'a l'information que sur ses propres résultats.

Le classement du district n'est pas communiqué officiellement aux élèves. Ils peuvent demander aux professeurs, ou consulter sur internet la place dans le classement qui correspond à leurs résultats d'examen. Il est également possible de déduire leur classement indicatif au niveau de la ville, sur la base de la correspondance entre le classement du district et le classement de la ville du Gaokao de l'année précédente. Les stratèges les plus habiles peuvent ainsi obtenir plus d'information en demandant aux professeurs ou par déduction. La place dans le classement de la ville est un indice-clé qui permet de déterminer les universités auxquelles un élève peut aspirer. La place dans le classement de la ville des dernières recrues d'une université dans le Gaokao de l'année précédente est une information déterminante dans le choix d'université.

Ainsi, les élèves n'ont pas tous les mêmes informations, et ils accordent une importance différente aux classements de différents niveaux. Ils se différencient ainsi aux niveaux de la capacité d'utiliser les interprétations des classements pour se justifier, et par conséquent de se stabiliser son état d'esprit devant le concours déterminant et d'avoir un projet personnel rationnel

Voici un exemple issu d'un entretien avec l'élève le plus régressé entre les deux concours les résultats d'examens.

- *Les classements sont sortis, tu te sens comment par rapport aux résultats ?*

*J'ai fait du progrès dans le classement de notre classe, mais j'ai régressé dans le classement du district et donc aussi dans le classement municipal [...] je me sens désespéré, car le Gaokao est trop proche et j'ai d'un coup des résultats tellement mauvais.*

- *Pourquoi désespéré ? Tu te sens t'éloigner de ton objectif ?*

*oui.*

- *Quel est ton objectif ?*

*Les universités de premier rang.*

Il met en avant le classement du district qui lui permet de calculer le classement municipal. Il a ainsi une idée concrète de quelle université il est capable de rentrer. En connaissant ses résultats au deuxième concours blanc, un mois avant le Gaokao, il prend conscience qu'il ne pourra probablement pas étudier dans une université de premier rang et se sent donc impuissant.

Quant à une autre élève qui fait parti du groupe des progressés. C'est le classement de l'école qui l'importe

- *Quel classement qui te paraît le plus important ?*

*Celui de l'école, de notre promotion.*

- *Quel impact ces résultats exercent sur toi ?*

*Comme j'ai de bons résultats, chaque fois après les résultats d'un concours blancs sont sortis, je suis contente de moi-même et je n'ai donc plus envie de travailler.*

- *Tu as un objectif concret pour le Gaokao ?*

*Non*

L'emprise symbolique des classements varie ainsi selon les pratiques et les usages des classements par les élèves. Ce ne sont que deux exemples, mais d'après un constat plus général, j'avance l'hypothèse que le fait d'avoir un objectif concret et la capacité de se positionner dans un contexte plus large permet d'avoir une appréhension plus directe et claire de la place d'un élève dans la société et cette vision exerce une influence importante sur l'état d'esprit des élèves pendant la préparation du Gaokao. Mais il me semble encore trop tôt pour supposer que l'effet de cette appréhension est

négatif, vu que cela alourdit la signification des résultats d'examen et crée des contraintes symboliques pour les élèves.

---

*La distance et la (in)différence par rapport au jeu scolaire*

L'interprétation et la signification des classements dépendent aussi de la distance que les élèves prennent par rapport aux jeux scolaire. L'enjeu principal pour les élèves de terminale est d'améliorer leurs résultats d'examen. L'image des élèves de terminale est concrète et vivante: peu de sommeil, une montagne de cahier d'exercices sur la table, les rythmes du quotidien accélérés. Toute l'énergie d'un élève de terminale doit injecter dans la préparation et tous les résultats d'examens sont les révélations de l'efficacité de cet investissement.

La distance par rapport à cette image est utilisée par les élèves comme une arme dans la lutte symbolique contre cette l'emprise des classements. L'exemple suivant montre une prise de distance d'un élève.

Je trouve que c'est très bizarre. Au Gaokao des années précédentes, je ne faisais rien que de badauder. Et cette année, je le dis sincèrement, cette année, je ne suis vraiment pas aussi travailleur. [...] Peut-être nous ne sommes vraiment pas assidus [...] Même maintenant, je ne me sens même pas stressé. Dans ma famille, ils me disent tout le temps 'tu ne ressembles pas à un élèves de terminale, tu n'as pas l'air qu'un élève de terminale doit avoir'.

- *quelle image devrait être un élève de terminale d'après ta famille ?*

*Tu sais, un peu comme celui qui fait du kungfu dès le chant de coq<sup>21</sup>.*

Il a parlé en faisant comme une épée dans la main et nous avons rigolé ensemble.

D'après Goffman, la blague a la fonction sociale de la prise de la distance par rapport au rôle institutionnel (Goffman, 2002). L'exigence institutionnelle demande à tous les élèves de prendre au sérieux l'image d'élève travailleur et assidu. Or, l'indifférence devant les résultats et devant cette image fonctionne comme la distinction sociale dans l'espace de l'école. Mes constats sur cette école chinoise rejoint la proposition bourdieusienne : les élèves défavorisés, dépourvus de ressources autre que ce que

---

<sup>21</sup> l'élève a employé ici la proverbe chinois, *Wenji Qiwu*, 闻鸡起舞, qui est une représentation traditionnelle de l'assiduité.

offre l'école, reposent plus sur l'école et prennent plus au sérieux le jeu scolaire (Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, 1985).

L'élève cité dans cet exemple essaie de prendre de la distance par rapport à l'image d'élève de terminal. Or, il n'est pas issu d'une famille aisée. Au contraire, son père est chauffeur et sa mère est comptable. Aucun de ses parents n'a reçu d'éducation supérieure. Il a des cours supplémentaires tous les week-end depuis la troisième année de l'école primaire. Néanmoins, à cause de son rôle de travailleur et d'élève sérieux, il se sent plus besoin de se justifier et de prendre de la distance vis-à-vis de l'image légitime des élèves de terminale et de nuancer ses pratiques. Il s'agit de maintenir l'équilibre entre les efforts et les talents, mais aussi un dialogue entre l'investissement dans le jeu scolaire et la position sociale qu'on veut prendre dans la société. Si la « barrière » est constituée par les classements, le « niveau » c'est-à-dire les enjeux de classements sociaux et de distinction sociale sont réalisés par la négociation et le maintien de l'image de soi vis-à-vis des classements (Edmond Goblot, 2010[1925]).

*Les perspectives conditionnées par le jeu scolaire*

Les élèves sont d'accord sur l'importance du Gaokao dans leur trajectoire, mais que le Gaokao ne permet pas d'évaluer intégralement une personne. Or, chaque fois quand les résultats des concours blancs sortent, les élèves devraient réaliser des ajustements : soit ajuster leur projet personnel, soit ajuster leur méthode de révision. Cependant, après le deuxième concours blanc, il reste très peu de temps pour mettre en place une nouvelle méthode de révision. L'ajustement et la justification se fait plus au niveau du projet personnel. Je vous cite le discours d'un élève après avoir reçu les mauvais résultats dans le deuxième concours blanc.

Ma famille a déjà programmé le chemin que je devrais suivre au futur et je trouve leur projet est pas mal. J'entrerai dans le «Big four » (les quatre plus grands groupes d'audit financier au niveau mondial). Ma tante est « partner » de l'un des quatre, elle m'aidera à entrer. Mais il faut que j'entre au moins dans l'université Shoujingmao.

Quant à moi, je ne suis pas quelqu'un qui aspire haut. La vie en tant que propriétaire d'un petit café me va très bien. Je ne cherche pas une vie luxueuse. »

Le projet familial pour l'élève se base toujours sur les résultats du concours. Ils peuvent avoir un plan A, un plan B et même un plan C, mais l'ordre de ces plans est défini par le niveau atteint par l'élève dans le concours. Les résultats des concours blancs permettent aux familles et aux élèves de croire plus un plan par rapport un autre et de modeler son attente dans le concours et éventuellement pour la vie.

En guise de conclusion, nous voyons comment les professeurs et les élèves ont participé dans la création de la structure symbolique qui conditionne la prise de position des élèves dans les hiérarchies scolaires et également dans l'espace social. Ce processus nous permet d'appréhender le pouvoir symbolique du Gaokao, c'est-à-dire la capacité d'imposer et de faire réaliser les choses en prononçant une vision du monde qui est elle-même construite (Pierre Bourdieu, 1989). Notre effort ici peut être résumé par une citation de Bourdieu : « il s'agit ici [...] de tenir ensemble ce qui va ensemble dans la réalité : les classements objectifs, incorporés ou objectivés, parfois sous forme d'institution et le rapport pratique, agi ou représenté à ces classements, et en particulier les stratégies individuelles et collectives par lesquelles les agents visent à les mettre au service de leur intérêt... » (Pierre Bourdieu, 1980 :68)

**Bibliographie :**

- ANGENOT M., 2012, « Le rationnel et le raisonnable: sur un distinguo de Chaïm Perelman », in *Discours social*, vol. 42.
- BOLTANSKI L., THÉVENOT L., 1983, « Finding One's Way In Social Space: A Study Based On Games », *Social Science Information*, 22, 4-5, p. 631-679.
- BOURDIEU Pierre, DE SAINT MARTIN Monique, « Les catégories de l'entendement professoral », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 1, n°3, mai 1975, pp. 68-93.
- Bourdieu P., « L'identité et la représentation, Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 35, novembre 1980. *L'identité*, pp. 63-72.
- BOURDIEU P., « Social Space and Symbolic Power », *Sociological Theory*, vol.7, No.1, spring 1989, p.14-25.
- GOFFMAN E., « La "distance au rôle" en salle d'opération », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 143, juin 2002. *Médecines, patients et politiques de santé*. pp. 80-87.
- BOURDIEU P., PASSERON J.-C., *Les Héritiers*, Paris : Minuit, 1985.
- DESROSIÈRES A., « Classer et mesurer : les deux faces de l'argument statistique », *Réseaux*, volume 13, n°71, 1995. *Les faits scientifiques : construire et communiquer*, p. 11-29.

GOBLOT E., *La barrière et le niveau*, coll. « Le lien social », PUF, 2010[1925].

## PERCEPTIONS ET REPRÉSENTATIONS DU TRAVAIL CHEZ LES MIGRANTS CHINOIS À PARIS

DU Juan

Face à la forte demande de la main-d'œuvre en Europe occidentale après la seconde guerre mondiale, de nombreux « travailleurs immigrés » (Morice et Potot 2010; Granotier 1970) sont venus travailler dans plusieurs pays européens, y compris la France. Ils travaillaient côte à côte avec les travailleurs locaux, et, au fur et à mesure, les ont remplacés dans divers secteurs économiques. Depuis lors, les chercheurs n'ont pas cessé de se demander si ces travailleurs immigrés, étant à la fois immigrés et travailleurs, pourraient constituer une nouvelle classe ouvrière. Dans quelles mesures peuvent-ils mener des actions collectives et constituent-ils une classe sociale (Castles et Kosack 1973; Tripier 1990) ? La question s'est posée entre autres pour la migration chinoise qui constitue aujourd'hui une partie importante des diverses vagues migratoires à destination de la France.

Avec l'arrivée massive de la vague migratoire chinoise en France depuis les années 2000, des études en sciences sociales ont constaté qu'il existe une surexploitation ou « exploitation extrême » (Gao et Poisson 2005b) voire « nouvelles formes d'esclavage » des travailleurs migrants chinois (Gao et Poisson 2005a). Comment une telle surexploitation est-elle possible en France, un pays dans lequel la loi du travail est relativement complète, et où la protection des travailleurs (code du travail, les diverses organisations syndicales) est une question centrale dans les mouvements ouvriers ? Autrement dit, pourquoi les travailleurs migrants chinois n'ont-ils pas recours à la loi ou au syndicat, quand leurs droits sont violés, alors que leurs droits en tant que travailleurs sont protégés par la loi ?

Ce rapport vient partiellement de ma thèse en cours et porte sur les expériences professionnelles chez les travailleurs migrants d'origine chinoise en France. Lors de mes enquêtes dans un quartier populaire en banlieue parisienne, j'ai pu rencontrer des habitants chinois pour qui la dimension professionnelle constitue un aspect essentiel de la vie quotidienne. Les matériaux recueillis proviennent de deux méthodes de recherche différentes : l'enquête ethnographique qui est constituée principalement par des entretiens semi-directifs et l'observation participante, et qui est complétée par une

analyse des débats des internautes chinois concernant leurs conditions de travail sur un forum sinophone.

### Conditions de travail des migrants chinois

Traditionnellement, les travailleurs immigrés chinois se concentrent dans les secteurs économiques dits des « trois couteaux », c'est-à-dire la restauration, la confection et la maroquinerie. Néanmoins, dans les dernières années, des changements ont affecté ces secteurs traditionnels : d'un côté, la restauration continue à absorber une grande partie des immigrants chinois ; d'un autre côté la confection recrute beaucoup moins de travailleurs chinois, à cause de la crise économique et du développement rapide et vigoureux de l'import-export des vêtements prêt-à-porter depuis la Chine<sup>22</sup> ; quant à la maroquinerie, elle a presque disparu comme niche économique<sup>23</sup> (Tarrius 1995; Zhou 2001). Par contre, dans les dernières années, l'émergence de nombreux travailleurs chinois, surtout des hommes, dans le secteur de l'aménagement intérieur (exemple : peinture, petits travaux d'intérieur) montre que le bâtiment<sup>24</sup> constitue maintenant une des niches les plus importantes, qui attire de plus en plus d'immigrants chinois.

Enfin, il faut noter une autre évolution majeure : les activités économiques des immigrants chinois se diversifient et s'étendent à toutes sortes d'activités, depuis des métiers très qualifiés jusqu'aux emplois précaires peu qualifiés ou même non qualifiés. Parmi eux, ce sont les travailleurs immigrés de couche populaire, réguliers ou non, sur lesquels je me suis le plus concentrée.

Les travailleurs chinois cherchent du travail via deux moyens majeurs : par *guanxi*, leurs relations interpersonnelles (Hily, Berthomiere et Mihaylova 2004), et par Internet. En général, il est plus favorable pour un travailleur migrant de trouver un travail par ses relations que via Internet : il se tourne vers Internet seulement quand il

<sup>22</sup> Depuis les années 2000, l'essor des activités import-export est remarqué à Aubervilliers, au nord de Paris.

<sup>23</sup> Avec l'importation des sacs en cuir depuis la Chine, les ateliers de la maroquinerie sont transformés à d'autres usages dans le quartier Arts-et-métiers (3<sup>e</sup> arrondissement à Paris).

<sup>24</sup> Le secteur du bâtiment est composé de deux activités majeures : l'une fait la rénovation intérieure, tant pour les boutiques que pour les logements d'habitat, l'autre constitue les fournisseurs des matériaux nécessaires pour le bâtiment. Les commerçants chinois qui s'investissent dans ce secteur sont tellement nombreux qu'ils ont déjà monté une association, « l'association franco-chinoise du bâtiment » (法□建筑□□合会) dont le siège se trouve à La Courneuve.

n'arrive pas à trouver un travail par le premier moyen. Pourquoi cette préférence ? La réponse repose sur les caractéristiques du travail que les immigrés exercent.

Le travail exercé par les travailleurs immigrés est caractérisé par une forte proportion d'activités informelles (Lautier 1994; Mozère 2007) et par sa précarité. N'ayant pas de titre de séjour, ni de permis de travail, la majorité des travailleurs immigrés reste dans l'informel en travaillant au noir (Mozère 1999). Pourtant, même les immigrants régularisés, pour des raisons diverses, ne sortent pas complètement de l'informel. Mme Xiu, après avoir travaillé cinq mois dans un atelier de confection, n'a toujours pas eu de contrat de travail. Il faut souligner qu'il n'existe pas de frontière explicite entre les activités économiques formelles et informelles.

En ce qui concerne le second point, le marché du travail ethnique est entièrement un marché caractérisé par la forte flexibilité et par la précarité qui l'accompagne. La précarité s'exprime d'abord dans la forte mobilité des travailleurs : l'employeur recrute et licencie, le travailleur va et vient, et c'est toujours le travailleur qui subit les conséquences négatives de cette flexibilité. La précarité se voit aussi dans les conditions de travail : le travailleur immigré, même après avoir régularisé sa situation, n'est toujours pas protégé, même quand il a un contrat. Le contrat de travail reste seulement sur le papier. Toutes les conditions de travail réelles doivent être négociées oralement entre l'employeur et l'employé. Cela pourrait expliquer la préférence pour un travail acquis par relations. A défaut d'être protégés par leur contrat de travail et par les lois, les travailleurs chinois se sentent plus en sécurité à l'intérieur de leurs relations sociales, en espérant que ces liens personnels pourront imposer des contraintes autant pratiques que morales sur l'employeur, afin de réduire la possibilité des violations du contrat oral. Par contre, un travail acquis par Internet n'offre pas de telles contraintes mêmes minimums et dans ce cas-là, le respect du contrat oral dépend complètement de la volonté de l'employeur.

Subissant une double exclusion, une exclusion institutionnelle provenant des politiques migratoires (la gestion du titre de séjour les rendant alors dépendant de leurs employeurs) et une exclusion du marché de l'emploi national, les immigrés chinois doivent, en outre, faire face à différents obstacles comme la barrière linguistique ou le manque de qualification professionnelle. Pour eux, le marché ethnique constitue ainsi une alternative à l'exclusion économique et sociale (Hainard et Ischer 2007). Dans ces conditions, cette population d'immigrés arrive en France en espérant une meilleure vie, pour découvrir qu'ils n'ont accès qu'au marché communautaire. La surexploitation des ouvriers y est ordinaire et acceptée par la majorité des acteurs. La surexploitation signifie ici non seulement de longues heures de travail, des salaires relativement bas, mais également le non-respect des contrats

(pour les travailleurs réguliers), l'absence de contrat (pour les sans-papiers), voire des salaires impayés.

### Face à la surexploitation, comment la tolérance est-elle possible chez les immigrés chinois ?

Pour mieux comprendre la surexploitation, il est important d'élucider l'objet de recherche. En fait, il n'y a pas qu'une forme de surexploitation, mais plusieurs. Ici je les classifie en deux catégories, que je nomme, en prenant une métaphore clinique, *surexploitation chronique* et *surexploitation aiguë*.

La *surexploitation aiguë* renvoie à un ensemble de désaccords ou même de conflits entre l'employeur et l'employé, d'une manière plus ou moins visible et violente, tel que des salaires impayés, qui suscitent généralement une réaction violente de la part de l'employé.

Par contre, la *surexploitation chronique* désigne des formes d'exploitation relativement dissimulées telles que de longues heures de travail, des salaires bas, peu de vacances, et un mauvais environnement de travail. Cette forme de surexploitation soulève, néanmoins, moins de résistance des employés.

Ainsi, la quasi-totalité des résistances contre la « surexploitation » de l'employeur a pour origine le non-paiement des salaires. Peu d'employés contestent la surexploitation chronique. Si jamais ils la mentionnent, ce n'est que par des plaintes occasionnelles qui se terminent souvent par la même exclamation, « *shui jiao wo mei benshi ne !* » (Je n'ai rien à reprocher à personne, c'est moi qui suis incapable !) Ils lient leur situation de vulnérabilité à leurs capacités personnelles, et non aux inégalités sociales ou à une incapacité du système à les protéger.

Si la surexploitation chronique est plus ou moins tolérée par les travailleurs immigrés chinois, ils entrent en conflit avec leurs employeurs quand il s'agit d'une surexploitation aiguë. Ainsi, le paiement régulier de salaires constitue leur seuil de tolérance, « vous pouvez malmenager vos travailleurs comme vous voulez ; vous pouvez déduire un peu de leur salaire si vous voulez ; mais quand même, vous ne pouvez pas

ne pas les payer ; vous ne pouvez pas chercher une raison quelconque et ne pas les payer. »<sup>25</sup>

Malgré tout, lors des conflits entre l'employeur et l'employé, les immigrants chinois préfèrent régler les conflits entre eux (Auguin 2010), avec ou sans médiation. Dans les conflits, les acteurs évitent au maximum l'intervention des pouvoirs publics (ex. inspection du travail). Si les conflits peuvent être réglés entre les deux parties, tout le monde considère que c'est la meilleure solution. Une fois que les conflits passent un certain seuil de gravité, ils vont au-delà des personnes concernées et on entre dans une discussion ouverte, au niveau du groupe communautaire. A ce niveau-là, on a deux possibilités : certains conflits pourraient retourner au niveau inférieur où il n'y a que des personnes concernées ; d'autres dépassent la frontière du groupe communautaire et l'intervention des pouvoirs publics est sollicitée, ce qui signifie que les conflits ont atteint le niveau le plus violent. Pour résumer, lors des conflits, le recours à la loi n'est que le dernier choix pour les travailleurs chinois.

Pour comprendre la tolérance des travailleurs immigrés chinois à la surexploitation chronique, des explications restrictives sont souvent mentionnées, comme la plupart des travailleurs chinois ne connaissent pas leurs droits, ni la loi du travail, ni la manière dont la société française fonctionne ; surtout quand ils sont en situation irrégulière, ils ont peur de l'intervention des pouvoirs publics comme la police ou l'inspection du travail, car ils les associent à des dispositifs administratifs qui vont, en général, contre l'intérêt de ces travailleurs immigrés irréguliers. Néanmoins, ces explications restrictives ne semblent pas suffisantes en expliquant le silence des travailleurs réguliers, et cela nous invite à mener des analyses sur les perceptions et les représentations du travail chez les travailleurs immigrés. Les analyses commencent d'abord par un débat qui suit un litige de l'emploi, ainsi que les discours des internautes chinois qui sont également des immigrés<sup>26</sup>.

Un travailleur chinois n'a toujours pas reçu sa rémunération après quelques jours de travail chez un employeur chinois, il a mis en ligne son histoire, le litige et ses plaintes contre son employeur. Parmi les premières réponses, une internaute lui a proposé de porter plainte contre son employeur, ce qui a suscité de nombreuses réactions hostiles :

<sup>25</sup> Il s'agit d'une réponse (la 66<sup>e</sup>) tirée d'un grand débat autour de l'emploi et de l'exploitation sur un forum chinois. Ci-après le site d'Internet où s'est passé le débat (en chinois) : <http://www.huarenjie.com/thread-3978821-1-1.html>

<sup>26</sup> Les étudiants chinois utilisent généralement un autre forum (www.xineurope.com) pour se communiquer.

« Ce que je veux dire, c'est que nous pouvons utiliser une autre résolution pour régler ces problèmes, nous sommes tous des Chinois. » (S3-R22)<sup>27</sup>

« Ce n'est jamais facile pour personne. Il faut vivre. Ce n'est vraiment pas nécessaire de faire en sorte que tout le monde y perde. Outre les principes juridiques, il y a aussi les principes humains. Etant tous des Chinois, on doit plus encore s'aider les uns les autres. » (S4-R06)

« Est-ce que la dénonciation est le seul moyen qui reste pour les travailleurs au noir qui ont rencontré les patrons voyous ? Il faut penser aux compatriotes. On partage le même intérêt, on est des sauterelles qui s'attachent sur une même corde... Qu'est-ce qu'il va arriver aux autres travailleurs ? Le rapatriement, dans le pire des cas ; et de toute manière vous allez devoir payer l'avocat et perdre votre travail. Réfléchissez avant d'agir ! » (S4-R07)

« Pour la plupart entre nous, les Chinois (en France), on a commencé par travailler au noir. On doit donc se comprendre mutuellement. » (S4-R26)

« Si la bécassine (un oiseau) se bagarre avec l'huître, c'est le pêcheur qui en profite. Le vent et l'eau vont et viennent ; la montagne et le fleuve se croiseront un jour. » (S4-R21) Dans la 23<sup>e</sup> réponse, l'internaute a explicité la désignation : « Le pêcheur, c'est l'Etat. » Ces dernières phrases relèvent d'une manière poétique pour dire que les travailleurs deviendront un jour des patrons et inversement. Et c'est l'état français qui en profite s'ils ne s'unissent pas et se battent entre eux.

Ces discours montrent, tout d'abord, que ce modèle d'exploitation fonctionne avec une incitation à l'ascension sociale, qui diminue largement le potentiel conflit social. Ce point-là a été aussi mentionné par un patron enquêté dans les travaux de N. Jounin (2010) sur les travailleurs du ferrailage, « je préfère embaucher des gens que je perçois qu'ils vont évoluer au fil des années dans l'entreprise... L'idéal, c'est d'embaucher ce type de main-d'œuvre là. Parce que comme ça, le conflit social, il existe pas. » (p.76) Selon Ma Mung, la frontière entre prolétaires et commerçants chinois est poreuse (2009). Dans les discours dominants parmi les Chinois, l'employeur et l'employé ne constituent pas deux classes aux intérêts contradictoires, mais deux stades différents dans une même carrière. Les travailleurs actuels

<sup>27</sup> Les réactions citées sont numérotées selon l'ordre du sujet et des réponses. Par exemple, S3-R22 signifie la 22<sup>e</sup> réponse au Sujet 3. Tous les sujets parlent de l'exploitation, du litige dans l'emploi et le recours à la loi.

deviendront des employeurs dans le futur et auront intérêt à maintenir ce modèle, en le reproduisant sur les nouveaux arrivants.

Ensuite, pour les travailleurs immigrés chinois, surtout les sans-papiers, un travail n'est pas simplement un travail, mais surtout un moyen de survivre, un espoir pour vivre mieux dans le futur. Ainsi, le travail est caractérisé par une dimension morale. Certains travailleurs irréguliers, qui sont nourris par cette idée morale au cours de leur socialisation, expriment même leur reconnaissance à leurs employeurs, malgré le fait d'être surexploités. Pour cette population qui se bat pour survivre, c'est plutôt la logique de survie (Scott 1979) qui domine.

Enfin, l'identification à un même groupe ethnique minoritaire, « les Chinois en France », joue aussi un rôle important dans le silence par rapport à la surexploitation, par l'intérêt commun ou par la « solidarité communautaire ». De cette manière, la lutte de classe, si elle existe, qui s'exprime par le conflit d'intérêt entre l'employeur et l'employé, est dissimulée dans ce discours dominant de la « solidarité communautaire »<sup>28</sup>.

#### En guise de conclusion

Tous les Chinois ne sont pas prêts à accepter cette surexploitation chronique. Ceux qui ne sont pas d'accord quittent leur emploi dès que possible, ou sont contraints de partir. Comme le remarquent les habitants enquêtés et les internautes chinois eux-mêmes, il s'agit d'étudiants chinois, de taïwanais ou de hongkongais, ainsi que de « femmes chinoises qui se sont mariées avec des français ». Ce groupe partage un point commun : ils ont tous, plus ou moins, un contact relativement étroit avec la société française, et ont donc à différents degrés la conscience du code du travail, dont les droits des travailleurs. Ils connaissent plus facilement leurs propres droits, acceptent moins la violation de leurs intérêts et entrent plus fréquemment en conflit avec leurs employeurs chinois. Pour résumer, protester contre la surexploitation n'est devenu possible qu'après la diversification du profil sociologique des migrants chinois en France, qui a rendu cette forme d'exploitation plus visible, qui en a rendu les acteurs plus conscients, ouvrant la possibilité à une discussion publique.

<sup>28</sup> J'hésite toujours en appliquant ce terme, car d'un côté, la solidarité communautaire existe parmi les Chinois, vu les informations et les ressources (du logement, de l'emploi, etc.) qui circulent entre eux ; de l'autre côté, il s'agit d'une solidarité payante dont certains immigrants tirent profit.

#### Bibliographie

- Auguin Estelle, 2010, « Le marché de l'emploi chinois en France : un système social au service de la réussite économique », in Morice et Potot (éd.), *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papiers. Les étrangers dans la modernisation du salariat*. Paris: Karthala.
- Castles Stephen et GodulaKosack, 1973, *Immigrant workers and class structure in Western Europe*. Oxford University Press.
- Gao Yun et Véronique Poisson, 2005a, « Nouvelles formes d'esclavage parmi les Chinois récemment arrivés en France », *Hommes & migrations*, n° 1254: 29-44.
- — —, 2005b, « Le trafic et l'exploitation des immigrants chinois en France ». Genève: Bureau international du Travail.
- Granotier Bernard, 1970, *Les travailleurs immigrés en France*. Paris: La Découverte.
- Hainard François et Patrick Ischer, 2007, « L'économie informelle licite comme alternative contrainte à l'exclusion économique et sociale : questions pour un colloque », *L'économie informelle: une alternative à l'exclusion économique et sociale?*, Commission suisse pour l'UNESCO : 13-26.
- Hily Marie-Antoinette, William Berthomiere et DimitrinaMihaylova, 2004, « La notion de 'réseaux sociaux' en migration », *Revue Hommes et Migrations*, n° 1250: 6-12.
- Jounin Nicolas, 2010, « Des sans-papiers locaux à la sous-traitance internationale. Trajectoire d'un métier du bâtiment : le ferrailage », in Morice et Potot (éd.), *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papiers. Les étrangers dans la modernisation du salariat*. Paris: Karthala.
- Lautier Bruno, 1994, *L'économie informelle dans le tiers monde*. Paris : La Découverte.
- Ma Mung Emmanuel, 2009, « Le prolétaire, le commerçant et la diaspora », *Revue européenne des migrations internationales* 25 (1): 97-118.
- Morice Alain et Swanie Potot (éd.), 2010, *De l'ouvrier immigré au travailleur sans papiers: les étrangers dans la modernisation du salariat*. Paris : KARTHALA.
- Mozère Liane, 1999, *Travail au noir, informalité: liberté ou sujétion: une lecture de travaux relatifs à l'économie informelle*. Paris : L'Harmattan.

- — —, 2007, « L'économie informelle: quelques paradoxes », *L'économie informelle: une alternative à l'exclusion économique et sociale?*, Commission suisse pour l'UNESCO : 135-146.
- Scott James C, 1979, *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. Yale University Press.
- Tarrius Alain, 1995, *Arabes de France: dans l'économie mondiale souterraine*. Editions de l'Aube.
- Tripier Maryse, 1990, *L'immigration dans la classe ouvrière en France*. Paris : CIEMI/L'Harmattan.
- Zhou Min, 2001, « La nouvelle seconde génération aux États-Unis: réussite scolaire, accès au marché du travail et assimilation "segmentée" », in *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du nord*, 243-260. Editions de l'Aube.

## GENRE DANS LE PARCOURS DE TRAVAIL CHEZ LES MIGRANTES CHINOISES

### Étude de cas des grévistes sans papiers dans un salon de coiffure parisien

JIANG Xiaoyi

#### Introduction

En 2012, d'après l'enquête annuelle de recensement menée par l'INSEE, la France accueille 2 864 237 femmes immigrées, contre 2 736 019 hommes (INSEE, 2012, Recensement de population et enquête annuelle de recensement), donc 48,8 pour cent des immigrés sont des hommes (INSEE, 2012, Population étrangère et immigrée par sexe et âge en 2012). Les dernières enquêtes montrent qu'il y a une croissance continue de la part des femmes immigrées depuis la fin des années 1990. Comment expliquer cette nouvelle situation démographique ? Dans cette thèse, je me propose de renouveler notre regard sur l'immigration contemporaine en France à travers une perspective genrée. Nous avons choisi d'étudier le cas de l'immigration chinoise en France. Considérés comme les « nouveaux immigrés », comme indiqué dans une étude de l'INSEE publié en novembre 2014, les immigrés chinois représentent 3% des entrées en 2012. Parmi les entrées en 2012, 59 % des immigrés originaires d'Asie sont des femmes contre 51 % pour ceux originaires d'Europe. Ainsi, « la situation de l'Asie s'explique principalement par la forte immigration féminine d'origine chinoise » (BRUTEL, 2014). Alors, pourquoi compte-t-on plus de femmes que d'hommes qui émigrent en France ? Comment les femmes s'organisent-elles pour migrer, quelles sont les raisons sociales, politiques et économiques à l'origine de leur départ ? Enfin, comment le genre influence-t-il le processus migratoire ?

Mon intervention d'aujourd'hui, qui s'inscrit dans le cadre de ma thèse, propose une étude sur les trajectoires socioprofessionnelles des migrantes chinoises en France. Mes enquêtes, toujours en cours, commencent en mars 2014 au sein d'un mouvement de grève d'un groupe de travailleuses chinoises à Paris. C'est à partir de mes observations participantes, d'entretiens semi-directifs, de questionnaires individuels et collectifs ainsi que des données ethnographiques que je souhaite vous montrer les conditions de travail et le niveau de vie de ces femmes migrantes à Paris.

Est-ce que l'histoire de la migration chinoise éclaire cette situation ? Même si l'histoire de l'immigration chinoise en France est ancienne, les études sur cette immigration

n'ont commencé que cette dernière décennie en France. Il y a au moins deux grandes vagues d'arrivées des Chinois en France au cours du XXe siècle, sans parler des 140 000 paysans chinois recrutés en France lors de la Grande Guerre (BAILEY, 2011), les femmes sont presque inexistantes dans ces histoires sauf quand ils s'agit des « migrants et leurs familles », terme qui signifie la présence des épouses et des enfants des migrants. C'est le géographe Emmanuel Ma Mung qui publie le premier ouvrage concernant la diaspora chinoise en France (MUNG, 2000), et la documentaliste Nora Wang qui écrit sur l'histoire du mouvement politique étude-travail des Chinois en France pendant l'entre-deux-guerres (WANG, 2002). Aujourd'hui cette histoire commence à être connue, car il y avait dans ce mouvement Deng Xiaoping, chef de l'état chinois qui a initié la politique d'ouverture du pays, et Zhou Enlai, le tout premier Premier Ministre de la Chine Populaire en 1949. Le seul document trouvé sur les Chinoises en France est un article publié en 1987 par deux sinologues historiennes (BARMAN, DULIOUST, 1987), et c'est une étude biographique qui analyse principalement les circonstances de l'arrivée et le retour d'un groupe des jeunes chinoises qui vient en France dans le même cadre que Deng Xiaoping et Zhou Enlai. Même si certaines entre elles deviennent plus tard leader du mouvement féministe en Chine, elles restent dans la partie confidentielle de l'histoire.

Avec une augmentation forte du nombre total des immigrées chinoises en France et surtout une visibilité croissante de cette population, nous observons très récemment plus de publications en France sur les migrantes chinoises et notamment sur la question de la sexualité et la migration (LIBER, LEVY, 2009 ; MATHIEU, 2013 ; LEVY, 2014). Dans le contexte actuel de la forte féminisation de l'immigration chinoise en France, écrire sur les femmes migrantes n'est plus seulement construire une histoire des femmes, le genre est maintenant une dimension essentielle pour étudier la sociologie de l'immigration, comme l'expliquent Monica Boyd et Elisabeth M. Grieco, « Gender as a social construction » le genre en tant que construction sociale (BOYD, GRIECO, 2003) dans leurs théories de la migration internationale.

#### Les raisons de la grève

La grève est commencée par les travailleurs chinois du salon en janvier 2014 quand le patron a retenu deux mois de salaires sans leur donner aucune explication. Il y avait en plus des rumeurs qui circulaient sur la possibilité de la fermeture de la boutique. Les femmes n'ont ainsi pas les moyens de fêter le nouvel an chinois en janvier, car la semaine de fête constitue une période de dépenses importantes, en outre afin d'offrir des cadeaux à la famille, tout comme la fête de Noël. Le manque de deux mois de salaires, en plus de l'incertitude de trouver un autre emploi éteignirent très vite l'esprit de fête chez ces migrantes. Le moment choisi pour commencer la grève reflète ainsi

une « dimension symbolique » (NEVEU, 2011) car elles étaient privées de toutes possibilités de participer à la plus importante fête chinoise. « La dimension symbolique des mobilisations doit à des cultures, 'toile de signification' qui enveloppent et structurent l'expérience, maillage de croyance, mémoire et classement. Une culture s'adosse à des évidences socialement construites, des magasins de *connaissances* qui organisent la pensée de groupe et d'individus » (NEVEU, 2011, p. 101).

Par conséquent, au lieu de contacter leurs familles en Chine, les femmes décident d'occuper la boutique et de se mettre en grève. Plusieurs actions similaires avaient déjà été menées au cours de l'année 2013, chaque action était la conséquence directe du retard de paiement de salaire, souvent de plus d'un mois. Néanmoins, ces précédentes grèves n'ont jamais duré plus de trois jours car le patron choisit toujours payer leurs salaires afin d'obtenir la reprise du travail. Cette fois-ci, la situation est différente. Après trois jours de grève, un négociateur, envoyé par le patron, vient les informer que le patron allait fermer la boutique pour ouvrir une autre en face. Le négociateur était par ailleurs très flou quant à la possibilité d'embauche de ces travailleurs dans ce futur nouveau salon du patron.

Après plusieurs réunions, les migrantes chinoises se sont mises d'accord pour continuer la grève, autant pour leur dignité que pour le salaire. « J'ai travaillé ici depuis plus de quatre ans, il ferme la boutique sans me dire un mot ! Aucun respect pour moi, pour nous ! », raconte YP<sup>29</sup>, une des travailleuses du salon. Quant à FZ, une autre travailleuse de la même boutique, elle est aussi très en colère à propos de la fermeture de boutique : « J'ai travaillé pour lui pendant des années, je ne demande jamais rien ... Mais tu sais, chaque personne a sa dignité, et notre dignité est invisible pour lui ! » Comme le souligne Bourdieu, « la morale de l'honneur se trouve à la fois *symbolisée et réalisée* dans l'*exis* corporelle » (BOURDIEU, 1972, p. 8) que toutes les femmes sont ainsi très vite d'accord pour faire une action collective contre le patron. Le seul membre masculin dans le groupe, un jeune homme de 20 ans, n'avait pas assisté à ces discussions, c'était sa mère qui avait pris la décision et accepté après beaucoup d'hésitations la participation de son fils à la grève.

<sup>29</sup> Par précaution, je ne souhaite pas donner les noms exacts des mes enquêtées. Même si elles sont aujourd'hui toutes régularisées par la préfecture de Paris, elles doivent renouveler leurs titres de séjour chaque année et elles restent donc discrètes par rapport à leur grève de 2014. Par ailleurs, masquer leurs noms est aussi un choix en lien avec leur vision sur leur travail en tant qu'esthéticienne-manucure. Ces femmes ne le considèrent pas comme un travail idéal et ne veulent donc pas être reconnues par leurs familles et amis toujours vivant en Chine.

Une fois la grève décidée, une des femmes a pris contact avec la CGT (Confédération général du travail) à la bourse du travail, la section locale de la CGT intervient par la suite pour soutenir cette grève. Les syndicalistes français proposent d'abord une occupation du lieu pour continuer les activités afin de pouvoir se payer des salaires. En même temps, la CGT demande la régularisation administrative pour l'ensemble de ces travailleurs chinois à la préfecture de Paris et mène les négociations avec le maire du Xème arrondissement. C'est suite à cette démarche pour la régularisation que les autres travailleurs de même salon, quatre jeunes femmes africaines, rejoignent elles aussi la grève, en espérant obtenir des titres de séjour.

J'ai commencé mes observations participantes dans le salon à partir du mois de février 2014 et les ai poursuivies jusqu'à la fin de leur mouvement, et j'ai continué mes entretiens individuels avec ces migrantes chinoises ainsi que d'autres femmes esthéticiennes-manucures en région parisienne afin d'analyser l'influence de cette grève sur leurs parcours migratoires en France ainsi que le rôle du genre dans ces trajectoires.

### Organisation de la grève : une action collective et solidaire

(Une vidéo est présentée lors des Journées d'étude afin de montrer les conditions de travail des femmes ainsi que le déroulement de la grève. Elle a été prise en trois fois dans leur salon de travail à Paris en 2014, le moment choisi est quand l'ensemble des travailleurs sans-papiers du salon se mettent à la grève collectivement avec le soutien de la CGT. Le texte ci-dessous contient des descriptions de la vidéo projetée.)



La boutique où travaille le groupe de mes enquêtées se trouve entre le métro station Château d'eau et Gare de l'Est. Elle a été remplie des affiches et des drapeaux de CGT, syndicat français qui soutient le mouvement de grève dans ce salon, et auquel le groupe de Chinoises sont aujourd'hui adhérentes.



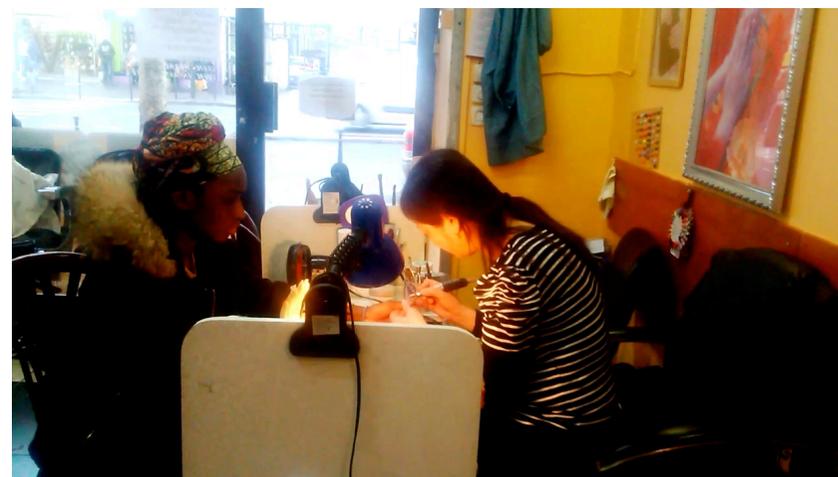
C'est un salon de beauté en deux étages avec quatre femmes africaines qui travaillent dans le premier pour la coiffure, et cinq Chinois qui travaillent comme esthéticiens-manucures au rez-de-chaussée. Les femmes africaines n'ont pas commencé la grève au même moment que les Chinois mais deux mois plus tard parce que, contrairement au groupe de femmes chinoises, elles sont très jeunes et n'ont donc pas tant de pression économique pour soutenir leurs familles. Par ailleurs, ces jeunes femmes africaines n'ont pas beaucoup eu d'expérience politique dans le passé, tandis que

presque toutes ces Chinoises avaient auparavant une formation idéologique politique. Enfin, ces africaines n'ont pas fait la grève dès le début pour une raison de proximité culturelle, le patron du salon est issu de la même région que ces migrantes africaines. Il existait par ailleurs une barrière linguistique entre les Chinois et les Africaines avant la grève, néanmoins, la situation a beaucoup évolué durant les cinq mois de grève ensemble.



On voit de près le travail de A Zhen, une des grévistes du salon. Elle travaille en France sans régularisation depuis son arrivée en 2007. Peu après une mauvaise expérience de travail comme femme de ménage dans une famille chinoise commerçante à Paris, A Zhen choisit de travailler comme esthéticienne-manucure et travaille dans ce salon depuis 3 ans au moment de la grève. L'accès au travail et à l'indépendance financière est depuis longtemps considéré comme un facteur de l'émancipation des femmes (MARTIN, MESSANT, PANNATIER, 2008). On voit dans l'image un client, ainsi que le seul homme travaillant dans le salon. Il est beaucoup plus jeune que le groupe de Chinoises, en effet, c'était sa mère qui travaillait avec le même groupe de femmes, ce qui l'a amené à travailler ici.

Dans la vidéo, on peut voir également les soutiens réguliers au mouvement de grève. À côté des syndicalistes CGT, le profil politique des soutiens réguliers est celui de militants de gauche. Côté rue, on voit le boulevard de Strasbourg. Une banderole de la CGT attachée aux arbres. On voit aussi les produits cosmétiques, tous achetés par les travailleurs. Les femmes m'ont expliqué comment fonctionne une telle boutique en temps « normal ». Ce sont les esthéticiens-manucures qui payent l'ensemble des produits et des outils, et malgré tout ils partagent 50% du chiffre d'affaire avec leur patron chaque mois. Le coin cuisine, organisé par les femmes et les soutiens est important, puisqu'elles font une grève qui est en même temps une occupation de lieu, donc elles travaillent et dorment sur place, et ce coin cuisine est plutôt utilisé pour le petit déjeuner pour les grévistes. Par ailleurs, elles offrent souvent un verre d'eau ou du café aux soutiens comme c'est la tradition en Chine pour accueillir des visiteurs à la maison. On voit aussi des tabourets pour les soutiens réunion. On voit par ailleurs une radio, pas très souvent utilisée, mais parfois elles mettent la musique pour se remonter le moral. Au cours de mes enquêtes, je me pose aussi la question de la culture commune. Par ailleurs la CGT refuse totalement l'ouverture du salon le dimanche, ce qui permet à ces femmes d'avoir un jour de repos en commun.



Cette image montre aussi les clients typiques dans ce salon. Elles sont souvent d'origine ouest-africaine, d'Afrique centrale ou d'Afrique du Nord et il n'y pratiquement pas de clientes chinoises, ou de client masculin. Durant la grève, certaines clientes habituelles viennent dans ce salon « officiellement fermé » puisqu'elles veulent continuer faire leurs ongles avec les esthéticiens-manucures qu'elles connaissent. Par ailleurs, il y a aussi de temps en temps, des femmes qui viennent faire leurs ongles pour soutenir ces migrants sans-papiers après avoir entendu parlé de leur mouvement de grève dans les médias, qui ont beaucoup relayé cet exemple plutôt rare en France d'occupation active du lieu de travail, bien que très médiatisé dans certains cas. Je pense par ailleurs à la grève dans l'usine de montre LIP après mai 68 en France où les ouvrières occupent le lieu de travail et continuent les activités à leur propre compte, qui est assez connu dans les milieux militants. Il y a d'ailleurs un film documentaire sur cette grève : *L'imagination au pouvoir* (Christian Rouaud, 2007).



Cette dernière image montre la cuisine chinoise préparée sur place. Les grévistes chinoises déjeunent souvent ensemble durant la grève, parfois les filles africaines mangent aussi ces plats chinois, avec les baguettes en plus ! Puis les samedis, les Chinoises invitent souvent leurs soutiens habituels à déjeuner ensemble pour les remercier. Durant le repas, c'est aussi l'occasion de discussions sur l'avancée du conflit. Souvent on déjeune ensemble vers 14h ou 15h les samedis, quand l'afflux de clients diminue un peu.

C'est une organisation collective, voire une grève active autogérée par les femmes migrantes pour les raisons suivantes :

- Sur le plan de financement, tout l'argent gagné avec les clients ainsi que les dons des soutiens sont mis en commun. Pourquoi ? D'une part, pour se rembourser les deux mois de salaires retenus par leur patron, qui étaient la cause initiale de cette grève, et d'autre part pour financer leurs vies collectives. Par exemple, une partie de revenus sont utilisés pour payer les nécessités de la vie commune dans le salon comme la nourriture consommée sur place, les matériaux pour maintenir leurs activités salariées.
- Au niveau de l'organisation sur place, il n'y a pas de hiérarchie comme avant ni de compétition entre les travailleuses. A partir du moment de grève, l'expérience de travail et l'âge ne devient plus une variable de solidarité qu'une cause de tension en lien avec la compétitivité demandée. Sur place, il y a aussi des cours de langue français et de chinois. On apprend aux soutiens réguliers des mots simples en chinois afin de mener de simples échanges. On apprend aussi à ces Chinoises le français afin d'avoir le diplôme obligatoire

DILF (diplôme initial de langue française) pour leurs régularisations administratives en France. Mais cela ne veut pas dire que tout se passe dans l'harmonie. Au cours des cinq mois de grève, il existait des conflits et des désaccords parmi les grévistes et les soutiens, mais chaque fois elles participent activement aux négociations et discussions, alors qu'avant elles étaient passives face aux décisions de leur patron et n'avaient pas la possibilité de prendre position.

Comment ces migrantes chinoises, qui ne parlent que très peu le français, arrivent-elles à s'organiser entre elles et à obtenir la solidarité des syndicats et militants français ? C'est d'abord grâce à la conscience d'organiser une vie collective et de partager « l'ensemble de croyances et de sentiments communs à la moyenne des membres d'une société » (Durkheim). C'est peut-être aussi parce qu'elles ont toutes vécu en Chine sous le régime communiste de Mao, où elles pratiquèrent une vie très collective. Par exemple, elles comprennent très vite en France les rapports de classe, et participent sans problème aux discussions de groupe durant le mouvement de grève, malgré leur handicap linguistique. Paradoxalement, elles comprennent aussi très bien la notion de compétition et de productivité au travail dans un système capitaliste. Cela pourrait s'expliquer par leur vécu en Chine : une réforme économique majeure vers un libéralisme économique a eu lieu à partir des années 1980. Ce paradoxe entre une recherche de la protection sociale et la capacité de s'adapter à l'opportunisme capitaliste se retrouve chez ce groupe de femmes, et semble aussi un caractère commun chez beaucoup de migrantes chinoises ayant vécu les mutations sociales et économiques en Chine.

Néanmoins, la division de travail dépend toujours du genre durant la grève. Pour donner un exemple, ce sont ces femmes qui prennent l'initiative d'aller faire des courses, ou de faire la cuisine, souvent elles tournent pour faire ces tâches au moment elles n'ont pas de client. Le jeune homme chinois ne participe pas du tout à ces activités collectives.

### Fin de la grève : rappel de l'histoire des femmes migrantes chinoises en France

Cette grève s'est finalement terminée au mois de juin 2014, après cinq mois de mobilisation. La quasi-totalité des travailleurs du salon a obtenu une promesse de la régularisation administrative auprès de la préfecture de Paris. Une fête médiatisée est

organisée dans le salon, et le secrétaire général de la CGT, Thierry Lepaon, un adjoint de Marie de Xe arrondissement, ainsi que divers médias, dont France 2, sont venus. Aujourd'hui, il y a eu une régularisation pour la plupart des femmes. Les migrantes chinoises, souvent stigmatisées sur la question du manque d'ouverture de leur communauté et de leur absence d'intégration, ont ouvert un autre chapitre cette fois-ci.

La grève de ce groupe de migrantes chinoises a par la suite lancé plusieurs mobilisations similaires dans le quartier parmi d'autres travailleurs chinois et africains. Les médias y portent un intérêt superficiel, la problématique des sans-papiers est néanmoins permanente à la société française. Néanmoins, malgré le fait qu'elles sont régularisées aujourd'hui en France, leurs conditions de travail restent précaires.

Pour entrer sur le marché légal du travail, il y a cinq types de visa qui autorisent les migrantes chinoises à travailler à mi-temps ou temps plein en France<sup>30</sup>. Ce groupe de femmes fait partie des catégories des migrantes chinoises ayant peu étudié : les sans-papiers actives. Tout comme d'autres sans-papiers de différents d'origines (NOIRIEL, 1998 ; BALIBAR, Chemillier-Gendreau, 1999), elles concentrent toutes les discriminations, difficultés, et parfois certaines « facilités » en tant que femmes et migrantes dans le marché du travail. Enquêter sur leurs situations et leurs conditions de travail nous permet donc d'avoir une perception directe des problématiques dans le marché du travail chez les femmes migrantes. Si la migration économique ne présente qu'un aspect quant aux multiples rapports intersectionnels de dominations qu'elles subissent dans leurs trajectoires professionnelles en France, quelles sont les situations pour les autres femmes dans d'autres catégories de classe, de l'âge et de langue ? On peut en effet prolonger la réflexion avec les travaux d'Elsa Dorlin (E. Dorlin ; 2006 et 2009).

### Suivi de mes enquêtées : un processus d'émancipation, ou un non-choix face à une contrainte de la mondialisation ?

30 Les titres de ces cinq types de visa autorisant les étrangers travaillant en France sont « visa de vie privée et vie familiale », « visa de Travail », « visa Scientifique », « visa d'étudiant » et « visa saisonnier ». Le premier type de visa ne donne qu'aux étrangers qui se marient ou passent avec une personne de nationalité française.

Quelle que soit la classe sociale d'origine, de plus en plus de Chinoises émigrent en dehors de la logique familiale. Parallèlement, elles sont très souvent actives dans le marché du travail dans les pays d'accueil. Nos observations de départ, que nous devons cependant nuancer, permettent de postuler que ces femmes s'émancipent au cours de leurs trajectoires migratoires. Elles arrivent en France de leur propre chef, en dehors d'une stratégie familiale avérée ; elles subviennent à leurs besoins par leur travail dans le pays d'accueil ; enfin, elles osent participer aux actions militantes et politiques : ces faits sociaux m'amènent à formuler l'hypothèse que ces femmes font preuve d'une forte indépendance et même d'une rare liberté eu égard aux rapports de genre, de classe, d'âge et de race.

Cependant, une fois cette mobilisation de grève terminée, leur conscience collective et politique semble céder à une *solidarité mécanique* [E. Durkheim, 1893]. Ces actions leur permettent certes de se reconstruire une identité et une vie sociale, mais seulement de façon très temporaire. Peut-on vraiment supposer que ces migrantes chinoises à l'âge légal de la retraite en Chine (fixé à 50 ou 55 ans pour les femmes, à 55 ou 60 ans pour les hommes) trouvent ainsi un moyen de s'émanciper par le travail ? D'autre part, dans le contexte actuel de mondialisation des produits et des services, où migrer est souvent le résultat d'une pression sociale et familiale, la migration pour ces femmes peut-elle être autre chose et de quelle manière ? Or, migrer pour travailler est une stratégie d'adaptation de ces femmes face au libéralisme économique et aux mutations sociales en Chine, et non un choix émancipateur.

Par ailleurs, si en France, l'accès au marché du travail depuis la fin des années 60 est un symbole important de l'émancipation des femmes, et si travailler (avec un salaire) n'est pas une situation générale chez beaucoup de femmes dans beaucoup de pays, ces Chinoises avaient néanmoins toujours travaillé en Chine sous le régime communiste. Nous devons donc nous demander ce que travailler à l'étranger leur apporte ? De plus, ces femmes poursuivent toujours le rôle traditionnel en France, selon la morale confucéenne, de « mère », d'« épouse » et de « fille », et le travail devient désormais un bon moyen qui leur permettra de jouer ces rôles. Il est par ailleurs toujours surprenant de voir des migrantes travaillant depuis dix ans en France et qui ne parlent pas le français. Une des explications possibles, sans les stigmatiser, est que ces femmes ne veulent pas investir la moindre quantité d'énergie, de temps ou d'argent sur elles-mêmes, car elles sont ici pour continuer à fournir un soutien financier à leurs familles en Chine et non pour améliorer leur propre condition de vie.

Enfin, il faut noter que si ces chinoises n'arrivent pas avoir un seul de ces cinq visas mentionnés plus haut pour travailler avec un statut légal en France, elles n'ont aussi

pas d'assurance-maladie par le travail, ni de droit à la retraite, entre autres sécurités habituellement fournies par le travail.

### Conclusion

Pourquoi ces femmes immigreront en France alors qu'elles n'y ont pas de statut légal et qu'elles y risquent des difficultés dans leur circulation au quotidien ? Il faut regarder la cause de cette immigration. Face à la politique de libéralisme économique en Chine, les immenses usines d'État sont les premières confrontées à la privatisation et les ouvriers sont désormais mis en compétition. Les ouvrières, dont mes enquêtées, sont les premiers licenciés dans la logique de néo-libéralisme. En lien avec leurs faibles ressources sociales et économiques, elles ont beaucoup de difficulté à retrouver un travail en Chine. C'est donc puisqu'elles ne trouvent pas de travail en Chine, qu'elles tentent leur chance en France et souvent n'envisagent qu'un court séjour de trois quatre ans. Néanmoins, elles se retrouvent dans la même condition de travail et de vie très précaires et elles demeurent dans la classe prolétarienne. La grève a une influence immédiate dans leurs trajectoires migratoires car elles obtiennent aujourd'hui toutes un visa les autorisant le travail. Néanmoins, leurs parcours socioprofessionnels restent limités. Comment comparer les trajectoires des migrantes africaines et chinoises dans la même salon ? Comment mes relations avec ces femmes, en tant qu'enquêtrice, influence-t-elle cette étude ? Surtout comment la présence d'une observatrice influence-t-elle leur perception de la lutte et de leur légitimité ? Est-ce que ce rapprochement introduit un biais dans mes analyses ?

### Références

- ARCHAIMBAULT, Charles, 1952, « En marge du quartier chinois de Paris », *Bulletin de la Société des Études Indochinoises*, Paris, vol. 28, N°3, p. 94-275.
- BAILEY, Paul, 2011, « The Sino-French Connection and World War One », in : *Journal of the British Association for Chinese Studies, Angleterre*, N°12, p. 1-19.
- BARMAN, Geneviève et DULIOUST, Nicole, 1987, « Un groupe oublié : Les étudiantes ouvrières chinoises en France », *Études chinoises*, Paris, p. 9-46.
- BARTH, Gunther Paul, 1964, *Bitter strength : A history of the Chinese in the United States, 1850-1870*. Harvard University Press, Cambridge (Mass.), 305p.
- BOURDIEU, Pierre, 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Librairie Droz, Paris.
- BOYD, Monica, GRIECO, Elizabeth, 2003, Women and migration: incorporating gender into international migration theory, in : *Migration Information Source*, 2003, vol. 1, p. 1-7.
- BRUTEL, Chantal, 2014, Les immigrés récemment arrivés en France, *Insee Première*, n°1524, novembre 2014, [réf. Du 13 mai 2015], Disponible sur [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\\_id=ip1524](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1524)
- CHEN Lanbin 陈兰彬, ?, *Guba huagong kougong ce 古巴工口供册* [L'enquête des travailleurs chinois à Cuba], 4 volumes.
- CROSS, Gary, 1986, « Immigrant Workers in Industrial France : The Making of a New Laboring Class », *International Labor and Working-Class History*, Philadelphie (Pennsylvanie), 1986/9, vol.30, p. 146-149.
- DORLIN, Elsa (ed), 2009, *Sexe, race, classe: Pour une épistémologie de domination*, PUF, Paris.
- DORLIN, Elsa, 2006, *La matrice de la race : généalogie sexuelle et coloniale de la nation française*; préface de Joan W. Scott, La Découverte, Paris, 306 p.
- GIRARD, Alain, STOETZEL, Jean (ed.), 1954, Français et immigrés: Nouveaux documents sur l'adaptation: Algériens, Italiens, Polonais. Le service social d'aide aux émigrants. Presses universitaires de France.
- LÉVY, Florence, 2014, «La migration des Chinoises du Nord : une alternative genre ?», in : *Perspectives chinoises*, N°4, p. 47-55.
- LÉVY, Florence et LIEBER, Marylène, 2009, « La sexualité comme ressource migratoire : le cas des Chinoises du Nord-Est à Paris », in : *Revue française de sociologie*, Paris, vol. 50, N°4, p. 719-746.
- MA MUNG, Emmanuel, 2000, *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*, Ophrys, Paris, 175p.
- MARTIN, Hélène, MESSANT, Françoise, PANNATIER Gaël et al. (eds.), 2008, *L'ambivalence du travail : entre exploitation et émancipation*, Nouvelles questions féministes, 2008/2, vol 27.
- MATHIEU, Lilian (ed), 2013, « Genèse et logiques des politiques de prostitution en France », in : *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2013/3, 128p.

NEVEU, Erik, 2011, *Sociologie des mouvements sociaux*, la Découverte, Paris.

NOIRIEL, Gérard, 2016, *Le Creuset français: Histoire de l'immigration (XIXe-XXe siècle)*, Seuil, Paris, première publication en 1988.

PARK, Robert E., BRUGESS, Ernest, MCKENZIE, Roderick D., 1925, *The City*, University of Chicago Press, Chicago.

SAYAD, Abdelmalek, 1999, *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, Seuil, 438 p.

THOMAS, Williams. I., ZNANIECKI, Florian, 1918, *The Polish peasant in Europe and America: Monograph of an immigrant group* (Vol. 2), University of Chicago Press, Chicago.

WANG, Nora, 2002, *Émigration et Politique, les étudiants-ouvriers chinois en France (1919-1925)*, Les Indes Savantes, Paris, 373p.

---

### Statistiques

INSEE, 2012, Recensement de population et enquête annuelle de recensement, [Réf. du 10 mars 2014], Disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=IMMFRA12\\_g\\_Flot1\\_pop](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=IMMFRA12_g_Flot1_pop)

INSEE, 2012, Population étrangère et immigrée par sexe et âge en 2012, [Réf. du 10 mars 2014], Disponible sur [http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg\\_id=0&ref\\_id=pop-immigree-pop-etrangere-2008](http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=0&ref_id=pop-immigree-pop-etrangere-2008)

## LES ENTREPRISES CHINOISES IMPLANTÉES EN AFRIQUE : SALARIÉS, ORGANISATION ET RAPPORTS SOCIAUX

Hicham ROUIBAH (EHSS)

### Introduction

Dans certains pays comme l'Algérie ou le Mali, l'implantation des entreprises chinoises s'appuie sur des liens politiques et de coopérations historiques entre pays socialistes. En Algérie, les entreprises chinoises sont aujourd'hui éminemment présentes dans le secteur de la Construction, du Bâtiment et des Travaux Publics (habitats, barrages, routes, infrastructures, etc.). Elles ont la particularité de se déplacer avec leur personnel, leurs matériels, et de construire des bases de vie à proximité des sites d'exploitation et des chantiers pour y loger leurs ouvriers et techniciens venus de Chine.

Peu de travaux de recherche ont été menés jusqu'à présent sur ces entreprises (notamment en Afrique du nord), leur mode d'organisation, et les rapports au travail qui prennent place en leur sein. Par rapport à la société africaine (maghrébine et subsaharienne), la présence chinoise est une conjoncture apparue au début des années 2000 : l'Afrique qui est traditionnellement exportatrice de main-d'œuvre immigrée se retrouve brusquement importatrice de main-d'œuvre étrangère par le biais des entreprises chinoises.

La réflexion de ce travail repose sur des matériaux issues principalement d'enquêtes de terrain<sup>31</sup>, conduites dans l'objectif de connaître et d'analyser ces configurations inédites du travail, avec une perspective socioéconomique et anthropologique appuyée par une démarche combinée entre le qualitatif (observation, entretiens) et le quantitatif

<sup>31</sup> Il s'agit de mes propres travaux de terrain sur l'Algérie et le Maroc, et les recherches des autres chercheurs comme T. Pairault, F. Bourdarias, M. Dupré et W. Shi sur le Mali et le Benin.

(études statistiques, analyses secondaires de données). Pour un équilibre scientifique, les cas d'étude prennent quatre pays africains : deux nord-africains (Algérie, Maroc), et deux subsahariens (Mali, Benin). L'occasion de discuter les secteurs d'activité, l'évolution des investissements et leur impact sur l'économie locale et le développement. Par ailleurs, un zoom sur le cas de l'Algérie sera mis en avant. Ce dernier constitue principalement mon sujet de recherche.

Ce travail n'aborde pas le volume des importations et des exportations entre la Chine et les pays africains qui ne symbolise pas prioritairement une source principale de développement quoi qu'elles peuvent participer à l'équilibre du pouvoir d'achat et offrir de la variété et/ou de la qualité de produit aux populations africaines. Ce qui nous intéresse particulièrement c'est l'implantation des entreprises chinoises sur le sol africain. Celles-ci peuvent être corrélées avec le développement grâce à la création de l'emploi, le transfert des savoirs, et les accords de coopérations sur la croissance économique des deux parties : Chine et gouvernements africains.

### Cadre général de l'étude

À l'aube de ce XXI<sup>e</sup> siècle, la République populaire de Chine progresse au plan économique ; haute productivité et réduction des coûts, bonne organisation des entreprises, rapidité dans le travail et adaptation aux besoins du marché national et international. Cette progression s'illustre également par une offensive diplomatique auprès des pays africains, qui s'appuie sur un socle solide, celui d'une coopération sino-africaine exprimée en termes de solidarité Sud-Sud, qui se représente à travers des rencontres internationales de type multilatéral et bilatéral, et des visites<sup>32</sup> organisées par les hauts représentants de l'Etat chinois dans les pays africains dont l'Algérie fait partie. En tête de ces rencontres, le sommet Chine-Afrique tenu à la fin de l'année 2006 (Beijing) du forum sur la coopération, en marge duquel des accords bilatéraux de partenariat ont été conclus et signés. Un événement considéré comme le plus important de la décennie précédente dans le monde des échanges commerciaux et des partenariats économiques. Résultat : l'Afrique compte à elle seule plus de 180 000 des 800 000 migrants chinois dans le monde<sup>33</sup>, avec de 2 500 entreprises chinoises

<sup>32</sup> Entre 2002 et 2012, les politiques chinois ont visité les pays africains sept fois plus que les représentants français ou américains.

<sup>33</sup> Le nombre des Chinois en Afrique est neuf fois plus que les Français.

couvrant les secteurs de la finance, des télécommunications, de l'énergie, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture. Ces compagnies ont créé sur ce continent plus de 100 000 emplois.

Fin 2013, la valeur des projets contractuels en Afrique signés par les entreprises chinoises atteignait environ 400 milliards de dollars. Ces dernières y ont construit plus de 2 200 km de lignes de chemin de fer et 3 500 km d'autoroutes.

### Etat des lieux scientifique : les recherches sur les Chinois en Afrique

Autour du sujet des entreprises, des commerçants et des travailleurs chinois en Afrique, ce sont les reporters et les journalistes qui se sont les premiers emparés du thème, et ont produit de nombreux articles, livres ou reportages audiovisuels.

Les premières approches scientifiques ont été plutôt d'inspiration géopolitique ou économique, c'est-à-dire fondées principalement sur les stratégies de l'État et des grandes entreprises chinoises en Afrique.

Cependant, les approches microsociales, sociologiques, anthropologiques ou géographiques sont plus récentes grâce aux programmes scientifiques qui ont été mis sur pied, tels ceux de l'Agence Nationale de la Recherche et de l'Espace de la culture chinoise en Afrique. Des chercheurs de différents centres et laboratoires de recherche participent à ces programmes en menant des travaux sur des terrains distincts (cités dans la liste bibliographique).

### La percée chinoise en Afrique : une présence à multiforme

Après avoir développé l'économie locale, un succès remarquable ; un PIB qui dépasse les 1000 milliards de Yuan en 2000, puis un volume global du commerce extérieur qui passe de 20.6 à 509.8 milliards de Yuan, et une réserve en devise de 212 milliards de Yuan<sup>34</sup>, notamment à l'aide de la réalisation occidentale, la présence des firmes étrangères en Chine, a fait tourné l'orientation économique chinoise vers une autre périphérie, celle de la conquête de nouveaux territoires, en motivant les entreprises

<sup>34</sup> Zheng Lihua et Xie Yong, OP, CIT, P.222

chinoises à accomplir des projets ailleurs, en Asie, en Europe de l'Est, l'Amérique latine, et en Afrique. Cette dernière représente un tiers des échanges commerciaux de la Chine.

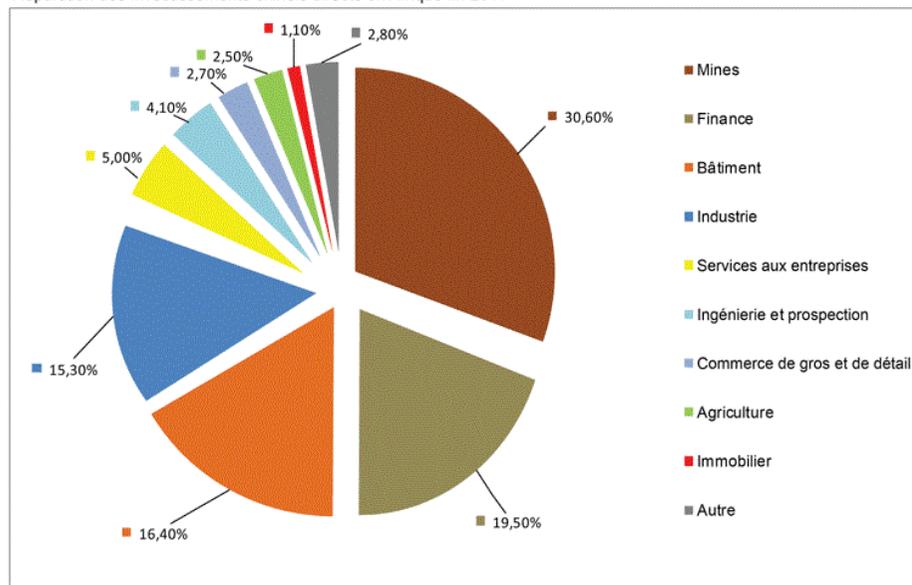
En point de vue géopolitique que commercial (30% du pétrole en Chine vient d'Afrique)<sup>35</sup>. Alors qu'en 1980 les échanges commerciaux sino-africains étaient inexistantes, sans négliger le soutien politique de la Chine pour les pays africains colonisés, dans les années 60, et également les aides au développement (100 millions de dollars par an, et 150 000 techniciens chinois sont envoyés en Afrique pour mettre en œuvre des projets dans le domaine de l'agriculture, le développement des infrastructures de transport à partir de 1981)<sup>36</sup> c'est suite au premier forum sino-africain (mécanisme consultatif lancé à Pékin en 2000 qui ouvre une nouvelle ère, en espace de six ans, la Chine se classe au troisième rang des partenaires commerciaux (après les USA et la France), plusieurs centaines d'accords de coopération en matière d'assistance économique (coopération technique, aide projet et aide budgétaire). En 2007, ils étaient de 73,3 milliards \$, soit un accroissement de 32% par rapport à 2006. Les exportations de ressources naturelles de l'Afrique vers la Chine sont passées, quant à elles, de 3 milliards \$ en 2001 à 22 milliards \$ en 2006, dont 80% pour le pétrole. En 2008, le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique atteignait 100 milliards \$, un objectif fixé en 2006 pour l'horizon 2010, alors qu'il se chiffrait à cette date à 55 milliards \$. La Chine a réalisé près 900 projets, formé 30 000 Africains et envoyé 150 000 techniciens sur le continent<sup>37</sup>. Un positionnement géostratégique : second demandeur du pétrole dans le monde derrière les USA (présence chinoise dans les bases pétrolières des pays africains, Soudan, le golfe de la Guinée, le Nigeria, l'Égypte, la Lybie l'Angola et l'Algérie).

<sup>35</sup> Diop Djibril, « La ruée des chinois vers l'Afrique : entre amour et désamour », P.2, [www.ChinaAfrique.com](http://www.ChinaAfrique.com),

<sup>36</sup> L'Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'ouest, série de l'économie, l'Afrique en Chine, [www.oecd.org](http://www.oecd.org).

<sup>37</sup> Diop Djibril, OP, CIT, P.6.

Répartition des investissements chinois directs en Afrique fin 2011



Source : D'après China Economic and Trade Cooperation White Paper 2013 ; BSI-Economics ; ...

Historiquement, la République populaire de Chine est toujours en quête de reconnaissance internationale. Malgré la crise économique mondiale, les IDE chinois en Afrique ont progressé de 81% au premier semestre 2009 pour atteindre 552 millions \$. « Lors du dernier sommet Chine-Afrique : je constate, et je suis frappé par le fait que la Chine a respecté tous les engagements pris », affirmait le Président du Mali, Amadou Toumani Touré<sup>38</sup>.

Deuxième dimension de la géostratégie, défier les occidentaux et autres étrangers en Afrique, (ex : du Taïwan, le Japon, la Russie, la France et la Grande-Bretagne). Une autre dimension de la montée en puissance chinoise en Afrique, s'inscrit également dans le cadre d'une stratégie de contournement ou d'affaiblissement des puissances occidentales ou assimilées, et principalement des Etats-Unis ; en raflant le maximum

<sup>38</sup> Journal quotidien local malien, [www.lesafriques.com](http://www.lesafriques.com).

de projets en Afrique. Parallèlement, c'est la meilleure façon pour faire instaurer et progresser un « modèle chinois » dans le cadre de l'investissement étranger<sup>39</sup>.

Afin de préserver les fortes relations entre la Chine et l'Afrique, les autorités chinoises soignent leur image en offrant grâce à sa généreuse de bourse d'étude, des visas d'étude et des formations pour les étudiants africains. Le nombre de ces derniers en Chine a doublé. La meilleure destination de plusieurs domaines techniques et commerciaux : pour 2700 étudiants africains en 2007, et puis près de 10 000 en 2010, et actuellement, on note plus 18 000 boursiers africains en séjour scientifique en Chine<sup>40</sup>.

#### Le livre blanc<sup>41</sup>

La Chine a posé les principes de son action en Afrique et manifeste sa volonté de resserrer d'avantages ses liens avec ce continent en publiant un document qui établit les bases de ce « nouveau type de partenariat stratégique », le Livre Blanc « Politique de la Chine à l'égard de l'Afrique » publié en début d'année 2006 :

« La Chine œuvre à établir et à développer un nouveau type de partenariat stratégique marqué par l'égalité et la confiance mutuelle sur le plan politique, la coopération dans un esprit gagnant-gagnant sur le plan économique ».

Ce qui devrait se traduire par des prestations en Afrique pour des prix bien inférieurs à ceux que pratiquent en général les entreprises occidentales, et sans volonté d'ingérence dans les affaires politiques africaines. Le discours met en avant les relations égalitaires sud-sud et profite pour dénoncer les politiques africaines des occidentaux.

<sup>39</sup> Niquet Valérie, « La stratégie africaine de la Chine », P.17, [www.Chinafrrique.com](http://www.Chinafrrique.com)

<sup>40</sup> Niquet Valérie, OP, CIT, P.26.

<sup>41</sup> Niquet Valérie, OP, CIT, P.34.

### Le cas de l'Algérie

L'Algérie recense d'une manière officielle plus de 60 000 chinois sur son territoire. Ce nombre a été multiplié par dix depuis les années 2000 (de 5000 à 50 000 chinois) en moins de 10 ans. Ces migrants chinois sont essentiellement des travailleurs expatriés, répartis sur près de 800 entreprises chinoises implantées en Algérie.

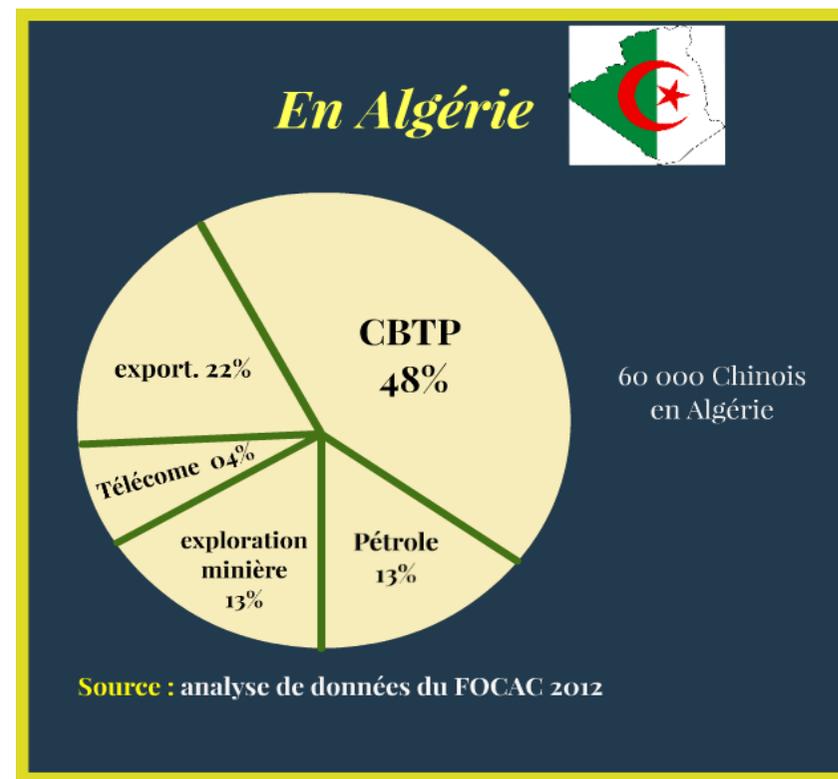
Le gouvernement algérien, au sortir de la décennie 1990 marquée par un déchaînement de violences politiques, et soucieux de relancer sa « politique économique », a décidé d'augmenter les IDE et de relancer son économie de marché. Ces démarches se sont manifestées par l'ouverture du marché algérien aux firmes étrangères, parmi lesquelles on note de nombreuses entreprises chinoises. Le montant des projets décrochés par celles-ci au cours de la dernière décennie se chiffre à plusieurs dizaines de milliards de dollars, alors que la Chine est désormais le premier fournisseur de l'Algérie, devant la France, pour les importations<sup>42</sup>.

Il s'agit avant tout d'une décision politique : dans le but de lancer un vaste programme « présidentiel » de constructions publiques (logements et infrastructures) dotés d'une enveloppe évaluée à plus de 120 milliards de dollars. Entre 1999 et 2014, l'Algérie aura ainsi prévu de dépenser plus de 500 milliards de dollars en projets d'investissement. Elle a donc fait appel aux investisseurs chinois (et autres étrangers) et à leur main-d'œuvre, officiellement au motif que l'Algérie manquait cruellement de main-d'œuvre qualifiée et d'entreprises performantes suite au démantèlement causé par le plan d'ajustement structurel, c'est-à-dire la destruction de ses capacités de construction et de formation de la main-d'œuvre.

Les investissements chinois en Algérie sont aujourd'hui sur de secteurs très différents :

- principalement dans les travaux publics mais récemment dans le projet de rénovation des chemins de fer Nord-Sud, après l'autoroute Est-Ouest ;
- les hôtels de luxe dans les grandes villes (Oran, Alger, Annaba et Constantine) ;

- les télécommunications, avec deux usines de montages d'outils informatiques à Alger ;
- exploitation minière et de métaux précieux ;
- exploration et extraction pétrolière
  - des centaines de commerçants chinois dans le textile et les accessoires ménagers.



<sup>42</sup> Voir les détails statistiques : <http://www.conjoncture-dz.com/echanges-exterieurs/importations-en-2014>.

## Le cas du Maroc

Le Maroc compte 1 452 résidents chinois. Une population dominée, officiellement, par des ingénieurs et techniciens contractuels, suivis par les commerçants. En revanche, 216 ressortissants sont déclarés sans profession. L'ambassade de Chine avance, pour sa part, le chiffre de 3 000 Chinois recensés au Maroc. Les 1 500 individus restants seraient, selon la représentation diplomatique, des travailleurs temporaires accompagnants les entreprises chinoises œuvrant au Maroc, principalement pour la réalisation d'infrastructures. Selon toute vraisemblance, le nombre de ressortissants chinois installés au Maroc dépasse les chiffres avancés par ces deux sources.<sup>43</sup>

Le Maroc était souvent réclamé comme le grand absent de la Chine-Afrique comme le révèle la Confédération Générales des Entreprises du Maroc (CGEM), sur 75 milliards de dollars d'investissements chinois extérieurs réalisés durant les neuf premiers mois de 2014, 11 milliards sont allés en Afrique, mais seulement 160 millions de dollars ont atteint le Maroc. De plus, seule une centaine d'entreprises chinoises opèrent au Maroc, selon la CGEM.

Les relations économiques entre la Chine et le Maroc se réduisaient, il y a uniquement trois ans, aux importations marocaines de produits chinois. En 2013, la Chine était le quatrième partenaire commercial du Maroc avec un déficit de plus de 23 milliards de dirhams.

Cependant, le Forum Economique Maroc-Chine (FEMC), qui s'est tenu le 28 novembre 2014 à Pékin, le roi Mohammed VI désigne avec la Chine un nouveau centre d'intérêt économique pour le Maroc<sup>44</sup>. La Chine montre bien des ressorts formidables d'adaptation et de réponses aux espérances des gouvernements locaux africains. Les entreprises chinoises ont répondu par des débuts d'investissements dans les secteurs suivants :

- le secteur de l'agriculture et de la pêche pour l'amélioration de la productivité agricole et sa variété, et pour optimiser la pêche des espèces demandées comme le thon ;
- le tourisme, par la construction de luxe dans l'hôtellerie et restauration ;
- le transport aérien : Royal Air Maroc à récemment fait part de son intention d'ouvrir en Juin 2015 une ligne directe Casablanca et Pékin à un rythme de 3 vols hebdomadaire. Il s'agit d'une volonté très claire de la part du Maroc d'ouvrir le pays à la vague de touriste chinois pour éviter les escales et encourager les voyages économiques et d'affaires.
- la télécommunication avec Huawei Technologies Casablanca sera donc le nouveau siège régional soutenant le business des pays francophones, dont l'Algérie est très habituée à la marque Huawei, principal fournisseur d'Algérie Télécom.
- l'exploitation minière, en l'occurrence du phosphate<sup>45</sup> dans la région de Ben Guerir.
- les commerçants de textiles et des articles ménagers et de l'artisanat. Il s'agit du poumon commercial de Casablanca, le fameux Derb Omar.

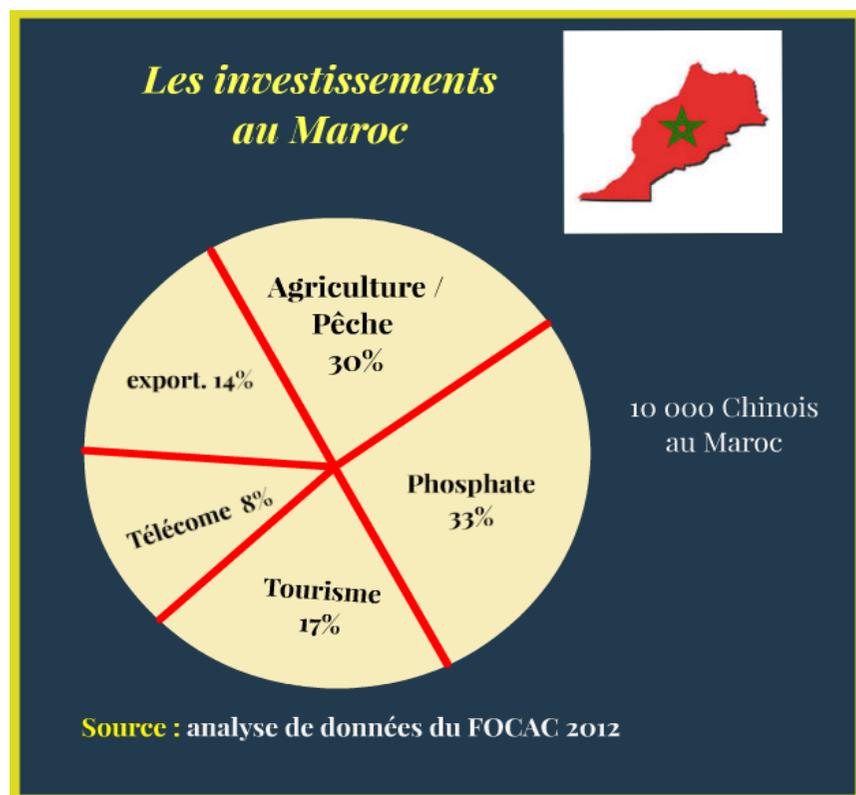
La Chine incite ses entreprises à investir au Maroc pour contribuer au développement du pays, a affirmé en juin 2015 à Rabat le ministre chinois des Affaires étrangères, M. Yang Jiechi, en visite dans le Royaume : *"Nous encourageons les entreprises chinoises à participer au développement du Maroc dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, des énergies propres et des télécommunications"*, a indiqué le responsable chinois lors d'un point de presse à l'issue d'une séance de travail avec le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, M. Taib Fassi Fihri. Par ailleurs, la Chine effectue un don d'une valeur de 200 000 dollars en faveur de l'Académie diplomatique marocaine pour renforcer la coopération sino-marocaine<sup>46</sup>.

<sup>43</sup> <http://www.leconomiste.com/article/les-chinois-au-marocbrpour-la-premiere-fois-des-chiffres#sthash.JxNvhf>

<sup>44</sup> <http://www.yabiladi.com/articles/details/31512/maroc-grand-absent-chine-afrique.html>

<sup>45</sup> Le Maroc est le troisième producteur de phosphate au monde.

<sup>46</sup> <http://www.lavieeco.com/actualite/la-chine-incite-ses-entreprises-a-investir-au-maroc-3310.html>

Le cas du Mali<sup>47</sup>

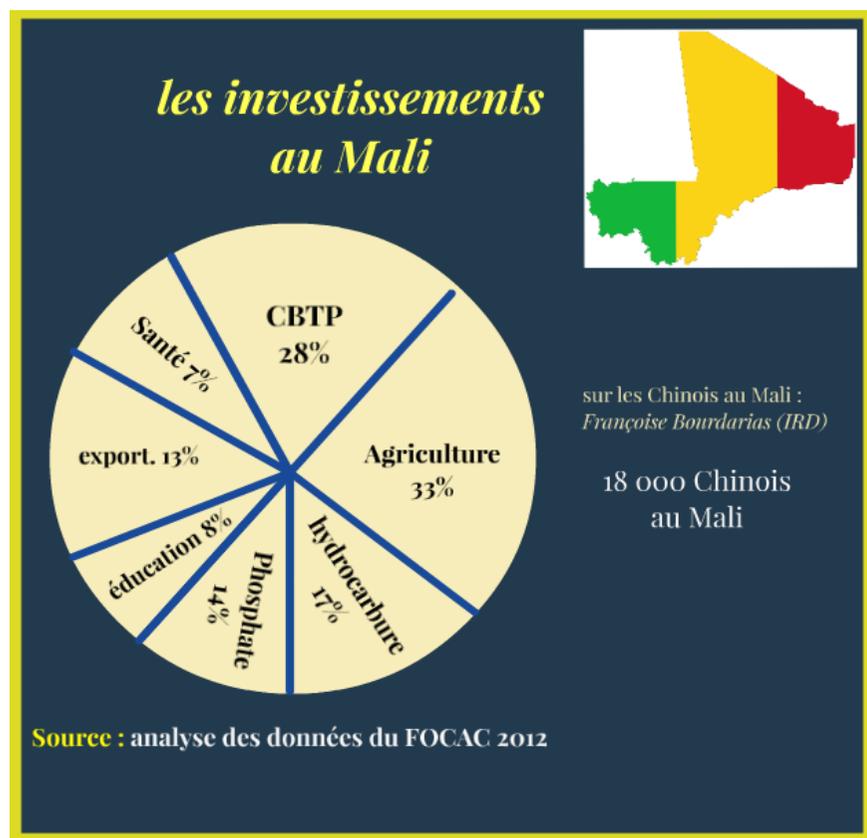
Françoise Bourdarias nous apporte qu'en 2007, les autorités maliennes répertoriaient « à peu près » 10 000 résidents permanents chinois au Mali. Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest accueillent une population beaucoup plus importante. La force des réseaux commerciaux maliens et les ressources limitées en matières premières peuvent rendre compte de cette situation, susceptible d'évoluer assez rapidement. L'augmentation du prix des céréales incite aujourd'hui certains responsables politiques et administratifs à préconiser l'implantation de « villages agricoles chinois » dans les nouvelles zones rizicoles en cours d'aménagement. On constate par ailleurs depuis 2005 une augmentation notable du nombre des petites entreprises artisanales chinoises (maçonnerie, menuiserie, produits alimentaires).

Les « premiers arrivants » chinois au Mali sont les experts du secteur d'État et une bonne partie des entrepreneurs privés en est issue. Ils ont pu choisir les activités qui leur permettaient d'utiliser leur connaissance du milieu malien et leur expérience professionnelle. Les nouveaux arrivants ont dû se replier sur des secteurs moins rentables ou créer des entreprises impliquant la mobilisation de capitaux importants.

Dans un autre registre, le Mali qui a subi des perturbations sécuritaires avec les attaques terroristes, la Chine n'est pas restée indifférente, pour marquer la sincérité de son partenariat, s'est montrée présente en se déclarant prête à envoyer 500 soldats (casques bleus) pour soutenir l'armée française au Mali<sup>48</sup>. Cette décision peut être interprétée comme une tentative d'apaiser les tensions avec les Occidentaux au sujet du conflit en Syrie et comme, d'une manière générale, un moyen de renforcer ses relations avec l'Afrique qui reste la source capitale des énergies pour la Chine.

<sup>47</sup> <http://remi.revues.org/4876?lang=en>

<sup>48</sup> [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/05/23/la-chine-prete-a-envoyer-500-soldats-au-mali\\_3415](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/05/23/la-chine-prete-a-envoyer-500-soldats-au-mali_3415)

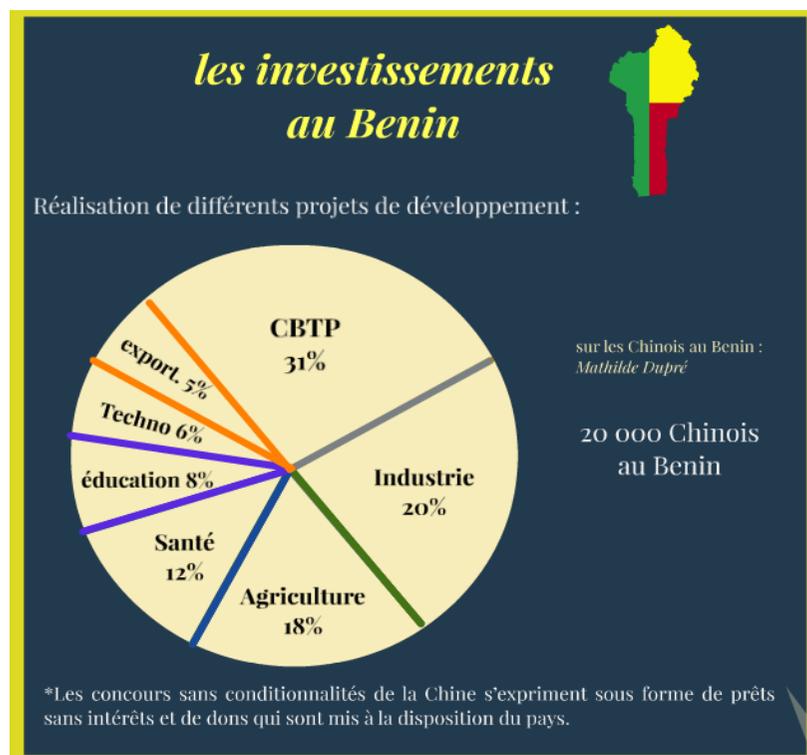
Le cas du Bénin<sup>49</sup>

Le Bénin a depuis toujours nourri une relation prisée avec le pays du Milieu. Les ressources mobilisées auprès des partenaires émergents entre 2005 et 2010 par exemple sont estimées à 230 milliards de francs CFA, soit 7% du PIB en 2010, dont plus des trois quarts en provenance de la Chine. Récemment, le gouvernement chinois a une fois de plus accordé un prêt préférentiel de 40 milliards de francs CFA (69 millions de dollars) pour financer les infrastructures de télécommunication au Bénin. L'accord a été signé le 2 mars 2015.

Du côté de la Chine, l'amélioration du niveau de vie, la consommation de matières premières et d'énergie et l'industrialisation ont amplifié la dépendance du géant asiatique vis-à-vis des importations de ressources naturelles en provenance d'Afrique. La Chine voit dans un pays africain comme le Bénin un marché d'écoulement de ses produits, une opportunité d'agrandir son influence sur l'échiquier international ainsi que l'opportunité de s'approvisionner en matières premières. La vision chinoise est bâtie sur un modèle d'accompagnement technique et financier qui lui réussit plutôt bien dans la plupart des pays Africains où elle est présente.

Les réalisations chinoises sont nombreuses au Bénin. Quelques réalisations phares : [le palais des congrès](#), la numérisation du réseau téléphonique béninois, le nouveau ministère des affaires étrangères et [le premier échangeur jamais construit au Bénin](#). Le Bénin bénéficie de la coopération financière et technique de la Chine à travers l'accompagnement dans la réalisation de différents projets de développement en termes d'infrastructure, d'industrie, d'agriculture mais aussi une implication grandissante dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la technologie. Les concours sans conditionnalités de la Chine s'expriment sous forme de prêts sans intérêts et de dons qui sont mis à la disposition du pays. Le Bénin devra cependant faire mieux sur deux points pour effectivement établir une relation « 50-50 » telle que préconisée par la diplomatie chinoise : le leadership et sa politique de communication, la protection et la promotion des industries locales.

<sup>49</sup> <http://www.contrepoints.org/2015/04/26/205843-investissements-chinois-en-afrique-le-cas-du-benin>



### Problématique et réflexion : zoom sur le cas algérien

Les entrepreneurs algériens reprochent aux autorités d'ouvrir les portes aux produits « made in China », contrefaits, bon marché ; des moyens de construction qui contrecarrent la production locale. Pourtant, le gouvernement algérien a opté pour les entreprises chinoises. Ces dernières ont la réputation d'être efficaces et peu regardantes sur les conditions de travail de leurs employés. Les groupes chinois ne sont-ils pas les seuls à pratiquer le système 3/8, à savoir trois équipes qui se relayent sans arrêt, de jour comme de nuit ? De nombreuses rumeurs et polémiques médiatiques ont accompagné l'implantation d'entreprises chinoises en Algérie. Les

mauvaises langues affirmaient par exemple que certains des travailleurs étaient des prisonniers de droit commun, condamnés en Chine pour divers délits, mais engagés de force en Afrique pour y effectuer leur peine sur les chantiers. Toutefois, aucune preuve ne permet d'attester ces allégations. Il n'empêche que les résultats sont là : les chantiers se multiplient un peu partout sur le territoire national et les projets sont (presque) livrés à temps<sup>50</sup>.

Par ailleurs, l'implantation des entreprises chinoises se traduit par l'introduction de modes de mobilisation du travail différencié : les techniciens et ouvriers chinois relèvent d'un recrutement direct en Chine et de formes d'encadrement du travail distinctes de celles des ouvriers algériens, employés à des postes subalternes. En cela, elles induisent des transformations du « marché du travail » en Algérie, dont les implications sont à ce jour méconnues. Quoique, du point de vue de certains économistes, les entreprises chinoises ne font pas vraiment compétition aux entreprises algériennes, de fait qu'elles ne sont pas de même ampleur et ne se positionnent pas sur les mêmes marchés. Néanmoins, beaucoup d'entreprises algériennes ayant réalisés des projets de grande envergure se plaignent de la concurrence irréversible des entreprises chinoises. Bien que les firmes chinoises soient contraintes par la loi algérienne qui exige l'implication de la main-d'œuvre locale, ces entreprises emploient principalement les Algériens sur des postes subalternes. Autrement dit, elles ne recrutent quasiment pas du personnel qualifié dans un pays où les diplômés d'université sont les plus touchés par le chômage<sup>51</sup>.

### Enquêtes de terrain transversales

Depuis 2010, mes recherches sont menées dans des entreprises (multinationale, transnationale, groupe) chinoises de construction et travaux publics implantées en Algérie dans de différentes villes et sur des projets complètement distincts. Ces enquêtes inédites menées dans des champs sociaux totaux auprès des entreprises chinoises en Algérie (Shaolin travaux hydraulique Sarl, China International Water & Electric Corp. et la China Railway Construction Corp.) ont été réalisées grâce à un

<sup>50</sup> le journaliste Slimane Khalifa reprend les résultats de mon mémoire de licence pour écrire un article sur les Chinois en Algérie : <http://rue89.nouvelobs.com/2011/10/31/en-algerie>.

<sup>51</sup> Voir les détails statistiques sur le chômage des diplômés en Algérie : <http://www.algerie-focus.com/chomage/>.

travail minutieux de traduction pour mettre en place une méthodologie d'investigation (questionnaires traduits en Chinois, entretiens semi-directifs à l'aide d'un interprète algérien sinisant). Elles (enquêtes) montrent un clivage très marqué entre employés chinois et algériens au sein de l'entreprise, qui se traduit par des formes différenciées de mobilisation de la main-d'œuvre. Celles-ci ont permis de relever plusieurs éléments pertinents qui peuvent contribuer à la construction de quelques hypothèses sur les Chinois en Algérie et en Afrique :

La configuration fonctionnelle des projets entrepris par les entreprises chinoises en Algérie reposent sur une relation triangulaire : une agence nationale liée directement au ministère de tutelle (généralement de travaux publics) dont sa mission est de coordonner la gestion administrative du projet, suivre son état d'avancement vis-à-vis des délais négociés. Un bureau d'étude habituellement algéro-européen vient épauler l'agence nationale pour contrôler la qualité des travaux effectués par l'entreprise chinoise. Cette dernière représente la force exécutive des chantiers, elle s'occupe de la réalisation du projet depuis l'étude sur plan aux travaux finaux. Elle fait recours à la main-d'œuvre algérienne pour les postes subalternes (ouvriers, agent de maîtrise, chauffeurs, gardiens,...). Ces derniers –sous contrat de l'entreprise chinoise– sont placés sous les ordres des ingénieurs et cadres chinois.

Vue de l'intérieure des entreprises chinoises, les relations interpersonnelles entre salariés et la gestion administrative/managérielle du personnel sont très particulières : les ingénieurs, techniciens et ouvriers qualifiés chinois vivent en communauté expatriée au sein des bases de vie, qui mêlent intimement le travail et la vie quotidienne. Des bases de vie construites par les entreprises chinoises avant même d'entamer les travaux sur les chantiers : des pavillons préfabriqués séparant distinctement les ouvriers et techniciens (qui ont des chambres communes de 3 à 5 personnes) des ingénieurs et hauts cadres administratifs (qui ont des chambres individuelles). L'organisation de ces bases de vie répartie donc hiérarchiquement le personnel chinois : l'emplacement des bureaux administratifs et de salles de vie quotidienne (laverie, cantine, salle de sport...) sont du côté des ingénieurs et des administratifs dont l'accès est interdit aux ouvriers. De l'autre côté, les pavillons des ouvriers sont juxtaposés aux espaces de rangement des agrégats et des outils de construction ainsi que ceux réservés au stationnement des engins de chantiers et aux centrales de béton. Ces matériaux et matériels sont d'ailleurs livrés directement depuis la Chine spécialement pour les groupes chinois implantés en Afrique.

Dans la même base de vie, du côté des chalets des ouvriers et des techniciens, des potagers se cultivent comme une seconde source alimentaire mais surtout comme un

« loisir » pour les ouvriers ayant une culture paysanne. En effet, la plupart des ouvriers sont issus de provinces chinoises et n'ayant peu d'expériences dans le bâtiment avant de venir en Afrique. Ils sont généralement mariés avec enfants, âgés entre 32 et 45 ans, ex-paysans convertis en ouvriers après une formation accélérée fournie pour l'entreprise recruteuse. Contrairement aux cadres administratifs et ingénieurs, fraîchement diplômés fréquemment célibataires et sans enfants, âgés entre 25 et 35 ans.

On y observe consentement à travailler beaucoup et intensément, acceptation de la discipline et évacuation des conflits, soumission à la hiérarchie et atténuation des distances hiérarchiques, dans le cadre d'un espace résidentiel où tout est fait pour reproduire un contexte de vie « chinois » à l'autre bout du monde : fabriquer un cadre de vie « à la dure » mais convivial renforce le sentiment d'une solidarité et d'une union de tous dans un même objectif, contre une même adversité, dans un même « défi » ou « challenge », selon les termes aujourd'hui utilisés dans la « communication » des entreprises : les agents investissent dans leur travail le sens d'une représentation de la Chine et de sa compétition avec le monde occidental. Ce sont des expatriés qui viennent travailler très loin de leur pays et de leur famille pour une certaine durée (deux ans ou plus) dans l'espoir de gagner de l'argent. Ce dernier est un objectif d'autant plus valorisé que la société chinoise se restructure autour des inégalités de revenus et que le mot d'ordre « *enrichissez-vous* » est porté par le PCC (Parti Communiste Chinois).

A l'inverse, les ouvriers algériens (en position subalterne) ne sont pas pris dans cette dynamique de mobilisation et cela engendre une situation conflictuelle. S'ils peuvent se sentir valorisés de travailler avec une entreprise étrangère de grande envergure, quoi que la Chine fascine et devenue l'un des leaders de la mondialisation, ils se sentent également dévalorisés par le sentiment de supériorité affiché par les employés chinois. Certains Algériens se placent en position d'infériorité à la fois par leur rôle dans le travail et par la différenciation de traitement avec les employés chinois : leur salaire est faible (le salaire d'un ouvrier chinois est trois fois plus élevé que celui d'un ouvrier algérien : en moyenne 500\$/mois pour un ouvrier chinois contre 170\$/mois pour un ouvrier algérien), ils ne disposent pas d'équipement de sécurité et leur exclusion de la base de vie implique de longs trajets quotidiens entre leur domicile et le chantier. Si les dirigeants chinois sont habitués à engager des employés pour travailler en dehors des dispositions prévues par le code du travail chinois (le non respect des limitations horaires), en revanche, les ouvriers algériens n'acceptent pas les entorses au droit du travail algérien et le conflit avec les responsables des entreprises chinoises se développe autour des manquements à la législation du travail.

Les ouvriers algériens ne sont d'ailleurs pas les seuls à se mobiliser contre le comportement des dirigeants chinois. Les premières grèves des ouvriers chinois en Afrique ont eu lieu en Algérie : contestation des conditions de vie insalubres et extrêmement précaires, et surtout un retard dans le paiement des salaires censés être directement virés sur leur compte en Chine.

A propos de la vie sociale entre salariés chinois et populations locales (algériennes), on a relevé une situation particulière à travers des observations et surtout des témoignages généralement sans fard et parfois euphémiques. Ceux-ci caractérisés par une double conjonction opposée sur la production de l'étranger (Chinois) issue d'interactions quotidiennes entre les acteurs. Elle manifestait le souci d'appréhender les phénomènes de construction de l'autre (G. Althabe et M. Sélim, 1986). D'un point de vue lié à une référence ethnique, dans la désignation du personnage de l'étranger : acteur négatif variable selon les conjonctures sociales, économiques et géographiques. D'un autre point de vue, des modes contradictoires qui visaient le caractère ethno-culturel qui consistait dans l'élaboration de leurs différences engendrant des divisions sociales. Une ambivalence semblait accompagner de façon régulière la production des Chinois (cas de la Sarl Shaolin et de la CWE) : d'une part les habitants à proximité des chantiers et les salariés algériens (collègues des Chinois), de l'autre, les résidents algériens à côté des bases de vie qui exprimaient simultanément : abomination et admiration, attirance et répulsion, fascination et rejet. Ces doubles représentations, relativisant la coupure et la réification ethniques témoignaient de la complexité des négociations sociales quotidiennes. Ce qui n'est pas sans provoquer parfois des conflits avec entre Chinois et Algériens à l'image des rixes qui ont opposées des Chinois à des habitants du quartier de Bab Ezzouar, banlieue-Est d'Alger en août 2009.

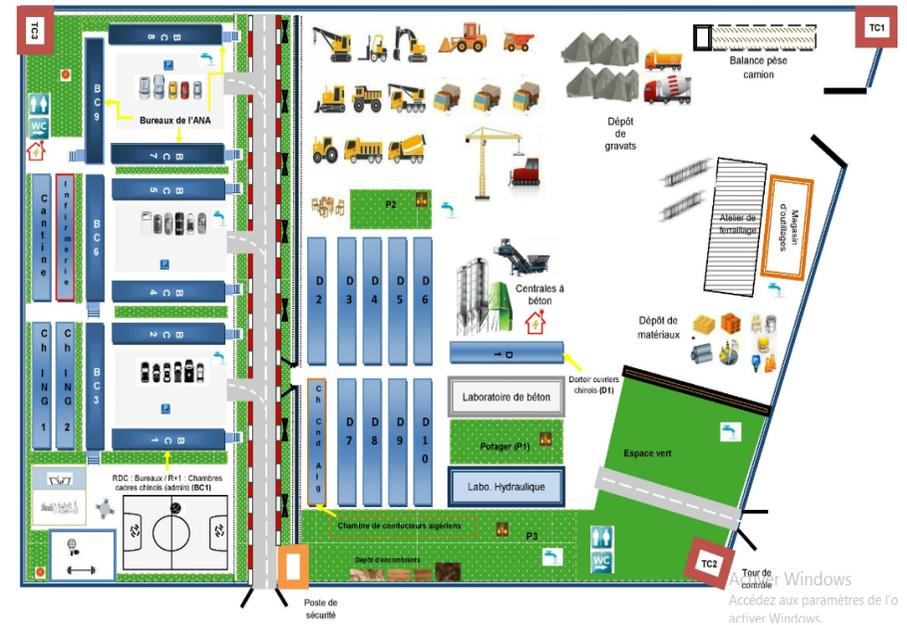


Figure 9 Cartographie de la base de vie de la CRCC à Bejaïa, Algérie, 2015



Figure 10 Base de vie de la CRCC à Bejaïa, vue de l'extérieur



Figure 11 Base de vie de la CRCC à Bejaïa, vue de l'intérieur, depuis la cour de la partie 1 (ingénieurs et administratifs). En haut les chambres des cadres, en-dessous leurs bureaux (cliché H. Rouibah, 2015)



Figure 12 Base de vie de la CRCC à Bejaïa, depuis la cour de la Partie 1 (cadres), vue sur la Partie 2 (ouvriers et techniciens, placement des matériaux). On y observe une séparation au milieu qui isole les chalets des ouvriers (cliché H. Rouibah, 2015)



Figure 13 Base de vie de la CRCC à Bejaïa, espace de placement des matériaux de chantier (cliché H. Rouibah, 2015)



Figure 14 Choux cultivés dans les potagers des ouvriers de la CWE (Base de vie, Sétif, Algérie) (cliché de H. Rouibah, 2015-

## Conclusion

Le choix d'évoquer les investissements chinois en Algérie, au Maroc, au Mali et au Bénin revient principalement à deux raisons : la première, il s'agit de pays qui ont connu la colonisation française et par la suite des régimes socialistes quoi que l'engagement marocain socialiste fût moins marqué. C'est pourquoi il était important de montrer la présence chinoise dans ces pays avec le changement d'orientation de la France vers la Chine. La seconde raison est liée à mes travaux personnels sur les Chinois en Afrique. Ayant visité des entreprises chinoises dans tous ces pays, j'avais la possibilité d'évaluer le travail des entreprises chinoises en comparant avec mes enquêtes de terrain en Algérie et de croiser mes résultats avec les travaux des autres chercheurs spécialistes de la Chine et de l'Afrique.

La Chine en Afrique est l'exemple parfait de l'effet de globalisation. Ce phénomène vient rompre les relations bipolaires caractérisées par la présence quasi-exclusive des anciens pays colonisateurs : la France au Maghreb et en Afrique subsaharienne, la Grande-Bretagne en Egypte et au Soudan, le Portugal en Angola, etc. Ceci dit, la Chine a réussi un double coup : détrôner les occidentaux du monopole du marché africain, et puis convaincre les gouvernements de ces derniers de s'allier stratégiquement et économiquement avec l'empire.

Il faut noter que les relations chinoises en Afrique sont particulières, car les transformations induites prennent d'autres formes sociales à l'image de Yu Hong Wei qui est la toute première asiatique de surcroît non métissée qui participe à un scrutin au Mali<sup>52</sup>. Yu Hong Wei alias Astan Coulibaly est une chinoise naturalisée malienne qui s'est présentée aux élections législatives du Mali le 24 novembre 2014. Astan est médecin de formation, convertie à l'islam, s'est mariée avec Amadou Coulibaly en 1980. S'est installée à la région de Ségou au Mali en 1982. Dans le même cadre, on a enregistré une vingtaine de mariages entre Chinois et Algériennes, et inversement entre Algériens et Chinoises. Economiquement, les relations sino-algériennes ne se résument plus aux investissements des travaux publics, récemment en mai 2015, neuf signatures dans d'autres secteurs plus sensibles seront entamées en mi 2016 : la sécurité sociale, l'éducation et l'enseignement, la télécommunication et sécurisation informatique, la culture, et la lutte contre le chômage et la régularisation de l'emploi.

Par ailleurs, le progrès technique chinois qui ne cesse de s'accroître est exporté sur d'autres terrains en l'occurrence africains à l'exemple de la construction des tours antisismiques de 60 étages en espace de 20 jours sont réalisées en Chine, à la région de l'Hu-Nan (Chang-Sha). Ce projet innovant dans l'édifice est actuellement négociée en Algérie pour résoudre l'un des grands problèmes algériens : la crise de logement.

<sup>52</sup> <http://www.legrigriinternational.com/article-moi-yu-hong-wei-alias-astan-coulibaly-malienne-d-origine-chin>

Bibliographie

- Althabe G. et Selim M., 1986 : « Production de l'étranger », in *Vers des sociétés pluriculturelles : Etudes comparatives et situation en France*, Actes du colloque international de l'AFA. Paris : Éditions de l'ORSTOM.
- Althabe G., Selim M., 1998 : *Démarches ethnologiques au présent*, Paris, L'Harmattan.
- Angeloff T., 2010, « La Chine au travail (1980-2009) : emploi, genre et migrations », *Travail, genre et sociétés*, 23/2010, p.79-102.
- Bazin L., 1998 : *Entreprise, politique, parenté, Une perspective anthropologique sur la Côte d'Ivoire dans le monde contemporain*, Paris, L'Harmattan.
- Bazin L., 2010, « L'ethnologie, pratique et dispositif politique. Parcours d'enquête en Côte d'Ivoire, France, Ouzbékistan », in A. Guerreiro (dir.), *Retours sur le terrain, nouveaux regards, nouvelles pratiques*, Paris, L'Harmattan, p. 147-172.
- Bazin L., 2014, « Le travail : un phénomène politique complexe et ses mutations conjoncturelles », *Politique africaine*, n° 133 (Travail et politique), p. 7-23
- Bazin L., Bourdarias F., Selim M. : "Nouvelles configurations économiques et hiérarchiques", *Journal des anthropologues*, 77-78.
- Bazin L., Hours B., Selim M., 2009 : *L'Ouzbékistan à l'ère de l'identité nationale*, Paris, L'Harmattan.
- Bertoncello B. et Bredeloup S., 2009 : « [Chine-Afrique ou la valse des entrepreneurs migrants](#) » in *Revue européenne des migrations internationales*, vol 25.
- Bourdarias F., 2009 : « Mobilités chinoises et dynamiques sociales locales au Mali », *Politique africaine*, 213, 206p, [Editions Karthala](#).
- Richer Ph., 2012 : *L'Afrique des Chinois*, Paris, Karthala
- Bourdarias F., 2009 : « Migrants chinois au Mali : une pluralité de mondes sociaux », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 25.
- Bourdarias F., 2010 : « Migrants chinois et société malienne » *les constructions locales de la mondialisation*, Les Temps Modernes, 657, Éditeur Gallimard.
- Bourdieu P., Darbel A., Rivet J.-P., Seibel C. 1963 : *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Ed mouton.
- Bouyacoub A., 1997 : « l'économie algérienne et le programme d'ajustement structurel », In *le Maghreb face à la mondialisation*, N°21.
- Cabanes R., Copans J., Selim M. (dir.), 1995 : *Salariés et entreprise dans les pays du Sud*, Paris, Karthala.
- Dupré M. et Shi W., 2008 : « *La présence chinoise en Afrique de l'Ouest : le cas du Mali et du Bénin* », Document de Travail, Agence Française de Développement.
- El-kenz A., 1989 : *L'Algérie et la modernité*, Dakar, éd. CODESRIA.
- Gabas J-J., Chaponniere J-R., 2012 : *Le temps de la Chine en Afrique*, Paris, Karthala, coll. hommes et scte.
- Guerid Dj., 2007 : *L'exception algérienne. La modernisation à l'épreuve de la société*. Alger, ed. Casbah.
- Guérin I., Bouquet E., Morvant-Roux S., 2016 : « Chercher ensemble, les défis et les cahots de l'interdisciplinarité, des méthodes mixtes et des partenariats multiples », *Tiers Monde*, à paraître.
- Guiheux G., 2014 : *Les voix de migrants. Récits de vie des migrants paysans en Chine*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2014, pp. 9-13.
- Guiheux G., Zalio P-P., 2014 : "Entrepreneuriat et migration" (pp. 177-190) et avec Alina Surubaru, "Entrepreneurs des transitions" (pp. 216-226) in P-M. Chauvin, M. Grosseti, P. Zalio (dir.), *Dictionnaire sociologique de l'entrepreneuriat*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Jolly J., 2011 : *Les chinois à la conquête de l'Afrique*, 75 Paris, Ed Pygmalion, Département de Flammarion.
- Jounin N., 2008 : *Chantier interdit au public, Enquête parmi les travailleurs du bâtiment*, Paris XII, ed la découverte.
- Kernen A., 2010: « Chinese traders in Mali and Senegal », *African and Asian Studies, special issue*.
- Korinman M., Pairault T. (dir), 2012 : *Chinafrique, avez-vous dit ?* Paris, Ed Revue européenne de géopolitique publiée par l'Académie européenne de géopolitique, *Outre-Terre* n°30.

- Lihua Z., Yong X., 2007 : *Chine et mondialisation*, Paris, Ed l'Harmattan, logique sociale.
- Madaoui M., 2012 : *Entreprises et Entrepreneurs en Algérie et dans l'immigration*, Essai de sociologie économique, Alger, Edition Karthala.
- Meghraoui Chouguiat N., 2006: *Quel habitat pour l'Algérie ? La nouvelle ville de Constantine*, Constantine, éd. Saïd Hannachi/Média-Plus.
- Michel S., Beuret M., Woods P., 2013 : *La Chinafrique : Pékin à la conquête du Continent Noir*, Ed. Grasset.
- Office national des Statistiques, 2015 : « Activité, emploi et chômage en septembre 2015 », *Bulletin n° 726*, Alger, Publications ONS (en ligne).
- Olivier de Sardan J.-P. 2008 : *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socioanthropologique*. Louvain-La-Neuve: Bruylant.
- Olivier de Sardan J-P, « La politique du terrain », *Enquête* [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 14 avril 2016. URL : <http://enquete.revues.org/263>
- Pairault T. 2012 : « Les pays africains face à la Chine », carnet, *RESAP-Livre blanc des recherches sur l'Asie et le Pacifique*, Paris.
- Pairault T., Talahite F. (dir.), 2014 : ***Chine-Algérie : une relation singulière en Afrique, Paris Ed. Riveneuve.***
- Richer P., 2012 : *L'Afrique des Chinois (nouvelle édition revue et enrichie)*, Paris, Karthala, Collection Terrains du siècle.
- Rihoux B. 2006 : "Qualitative Comparative Analysis (QCA) and Related Systematic Comparative Methods: Recent Advances and Remaining Challenges for Social Science Research". *Inter. Sociology*, 21(5): 679-706.
- Rocca J-L. 2012 : *une sociologie de la Chine*, Paris, Ed la Découverte, collection repères, n°550.
- Rocca J-L., 2006 : *La condition chinoise. La mise au travail capitaliste des réformes (1978-2004)*, Paris, Karthala, collection recherches internationales.
- Selim M., 1991 : *L'aventure d'une multinationale au Bangladesh*, Paris, L'Harmattan
- Souiah F., 2012 : *La société algérienne au miroir des migrations chinoises*, Mémoire de Master2 Institut d'études politiques (Sc. Po), Paris.

Wassouni F. : « Panorama du processus d'expansion de la culture chinoise au Cameroun entre 1976 et 2013 », *Monde Chinois, nouvelle Asie*, Dossier N°33 2013, pp. 40-47.

Zoulim S., 1980 : *Les ouvriers chinois et la gestion de l'entreprise (1965-1972)*, Alger, Hydra, office des publications universitaires, Ed n°619-8.

#### Références Audiovisuelles

*Drapeau rouge sur continent noir*, Production de A7 MEDIA, avec France5 et RTBF, film de Monod. F, 2008.

*L'Afrique, l'ambition chinoise*, production ARTE avec BBC ET, un film de Francis. M & Francis. N, 2011.

*L'Algérie en investissement*, par Canal+, reportage de l'émission (effet papillon), Aout 2007.

L'Algérie made in China ; les cas des travailleurs chinois en Algérie, par M6, 66min, 2010.

*Les Chinois en Algérie*, par France Culture (Documentaire), Juin 2009.

Les Chinois, nouvelle main d'œuvre algérienne, par France 24, 15 mai 2008.

*Que fait la Chine en Afrique*, production d'ARTE en partenariat avec France Culture, Recherche et Rédaction de Tetart. F &

Strobel. M, doc. réalisé par Ramade. F, Avril 2007

## TABLE RONDE : ENQUÊTER, D'UNE GÉNÉRATION À L'AUTRE : ENTRÉE SUR LE TERRAIN, ACCÈS AUX DONNÉES ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Discutantes :

- Aurore MERLE (CICC, Université de Cergy Pontoise)
- Claire VIDAL (LESC, Paris 10)
- Marie-Paule HILLE (LabEx HASTEC, GSRL)
- Modératrice : Tania ANGELOFF

*Pouvez-vous revenir sur votre expérience de recherche en Chine ? En particulier, quelles ont été les évolutions marquantes, à la fois dans le pays et dans votre parcours de recherche ? (une question rétrospective, donc, sous forme de témoignage où la dimension réflexive sera la bienvenue)*

Mon expérience de recherche en Chine s'est faite à travers mes enquêtes de terrain qui ont débuté dès 2005. De 2005 à 2009, je me suis rendue sur le terrain chaque année pour une durée allant de 1 à 3 mois, puis j'y suis retournée en 2012 après une longue période d'écriture. Je mène mes enquêtes dans le Nord-Ouest de la Chine, principalement dans la partie méridionale du Gansu et au Qinghai. Mon ethnographie religieuse et politique porte sur une communauté musulmane soufie de langue chinoise, le Xidaotang, apparue à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dès le départ, travaillant en milieu soufi et dans des régions multiethniques sensibles, j'ai fait le choix de ne pas solliciter la tutelle d'une université chinoise. J'ai donc travaillé seule. C'est un choix à double tranchant qui laisse une certaine liberté de circulation mais qui enlève toute légitimité académique aux yeux des enquêtés ou des autorités locales. Mais avec le recul, même si cela m'a valu quelques déboires au cours de l'enquête, je ne regrette pas ce choix.

Pour ce qui est de la temporalité de l'enquête, l'année 2008 (qui a vu de forts soulèvements populaires dans les régions tibétaines) a été un tournant majeur. L'accès au terrain, surtout en Amdo, est devenu de plus en plus compliqué. Les conditions de travail se sont terriblement dégradées tant en termes d'accès aux lieux de l'enquête qu'en termes de qualité des échanges, beaucoup moins spontanés. Je ne pouvais rester que deux trois jours là où auparavant les autorités locales m'autorisaient

informellement à rester plus longtemps. En 2012, date de mon dernier terrain dans la région, la situation était encore assez tendue.

Mon parcours de recherche, si on le considère dans sa globalité, a subi une très forte inflexion historique. Au départ, l'enquête ethnographique était essentiellement anthropologique, mais je me suis vite heurtée à la nécessité de comprendre l'histoire de la communauté pour mieux en saisir les transformations récentes ainsi que son rapport actuel à l'État. Ce besoin d'historiciser mon objet s'est vite transformé en une quête qui a considérablement allongé la durée de ma recherche. En réalité, c'est mon incompréhension des temps présents qui m'a poussée à retracer de plus en plus loin l'histoire de cette communauté et à la reconstruire le plus précisément possible. Pour moi il devenait difficile de comprendre le présent sans connaître le passé, tout comme de regarder le passé sans les fils de lecture visibles dans les phénomènes contemporains.

De ce travail en histoire est née une réflexion épistémologique assez inattendue sur la nécessité d'une pratique ethnographique à la fois en histoire et en anthropologie où les évaluations et les jugements critiques des acteurs sont mis au centre de l'analyse. Mon travail s'inscrit ainsi dans une démarche de recherche globale en sciences sociales à la fois historique, anthropologique et sociologique.

*Par quel biais, avez-vous été amenées à réfléchir à l'enquête en elle-même ?*

J'ai entamé très tôt, dès 2006, une réflexion sur l'enquête de terrain au sein des séminaires animés par Alain Cottureau et Stéphane Baciocchi à l'EHESS. Si aujourd'hui les études sur le pragmatisme font fleuron, il y a déjà dix années, nous discutons au sein de ce séminaire des textes fondamentaux de John Dewey, de Charles Sanders Pierce ou d'Alfred Schutz sur la réalité sociale et plus largement sur la façon de rendre compte par l'écriture scientifique des résultats de l'enquête.

Pour moi, une bonne enquête de terrain repose sur une ethnographie exigeante qui dépasse les seuls critères d'une bonne observation et d'une bonne description. En gros, il ne s'agit pas simplement d'y être et de prendre des notes. La relation enquêteur-enquêtés est avant tout une relation d'expériences à expériences. Il s'agit ainsi pour l'enquêteur de saisir et d'élucider les compréhensions locales/internes de la réalité et de procéder au rapprochement des versions multiples de la réalité sociale auxquelles il a accès. Dans ma pratique de l'enquête de terrain, j'ai toujours eu une exigence forte : ne jamais perdre de vue que les enquêtés enquêtent eux-mêmes sur le monde qui les entoure et procèdent en permanence à des évaluations fortes au sens de

Charles Taylor. Une sorte d'adage, enseigné par Alain Cottureau, m'accompagnait dans mon travail : Qu'est-ce qui compte pour les gens et à quoi le voit-on ? Si on parvient à élucider ces deux questions, de prime abord assez simples, on est, me semble-t-il, sur le chemin d'une bonne ethnographie.

Comment mettre en perspective les outils, méthodes, concepts occidentaux, à l'aune d'un terrain qui pourrait paraître (bien souvent à tort) "exotique" ?

La tenue d'un journal de terrain est un bon remède pour se prémunir de toute compréhension ethnocentrique du milieu et des situations étudiées. Le journal de terrain est la pièce maîtresse et centrale de toute bonne ethnographie, qu'elle soit anthropologique ou historique. Qu'est-ce que j'entends par journal de terrain ? Ce n'est absolument pas le carnet de notes que tout anthropologue ou historien utilise dans son travail d'enquête « sur le vif ». Un très bel exemple de journal de terrain est celui de Jeanne Favret-Saada sur la sorcellerie dans le bocage normand.

Le journal de terrain tel que je l'entends et dont les exigences ont été définies dans le séminaire d'Alain Cottureau et Stéphane Baciocchi est un genre d'écriture scientifique très élaboré et qui pourrait (/devrait) faire l'objet de publication. C'est une forme rédigée au jour le jour du parcours de découverte de l'enquête en consignnant les incompréhensions, les avancées, les dénouements, les intrigues. Il a pour avantage de garder une trace fine du processus de compréhension des réalités sociales et de faire apparaître les tournants majeurs de l'enquête. Au moment de rendre compte des résultats scientifiques de l'enquête, au lieu de livrer un plat prêt à consommer, le journal permet d'accéder aux cuisines où il a été élaboré. Le journal de terrain permet également de dater quand le chercheur parvient à saisir les compréhensions « indigènes » des situations, du coup la question de l'exotisme ne se pose pas vraiment en ces termes. Il s'agit plutôt de retracer le processus qui nous fait passer de l'« étrangeté » à la « familiarité » d'une situation. La difficulté qui se pose est bien celle d'acquiescer une familiarité avec un milieu qui nous est étranger. Seule une enquête de terrain au long cours, ponctuée de revisites, est capable de le faire.

Dans mon travail, je ne pars jamais des concepts de façon surplombante, car ils peuvent distordre la compréhension de la réalité sociale. L'utilisation directe de concept permet l'usage de mots qui recouvrent la réalité sociale plus qu'ils ne la décrivent vraiment. Par contre, les concepts m'aident, dans l'analyse, à faire ce que l'on appelle une « montée en généralité », ce fut le cas par exemple du concept de culture défini par C. Geertz, ou celui de croyance développé par C. S. Pierce. Je m'inspire également des travaux de philosophes comme P. Ricoeur, H. Arendt ou L. Wittgenstein dont les travaux fournissent de bons outils conceptuels. Pour qu'ils

soient efficaces, les concepts doivent clairement être définis dans le contexte d'investigation et doivent, à mon avis, faire l'objet d'une justification qui instaure un dialogue avec les travaux de l'auteur. Pour moi, tout concept doit être adossé à un effort de description et, dans l'idéal, mis en scène dans une situation ethnographique où il trouve toute sa pertinence.

Quels enjeux et quelles limites voyez-vous aux enquêtes de terrain et aux enquêtes tout court en RPC, à Taiwan et à HK ?

Je verrai trois limites au terrain :

1. Limites conjoncturelles. Sur le plan pratique, les limites de l'enquête de terrain sont en premier lieu liées au contexte politique. J'en ai personnellement fait les frais à partir de 2008.
2. Limites éthiques. Il s'agit ici de ne pas dépasser certaines limites qui mettraient nos interlocuteurs dans une situation inconfortable. Cela demande de jauger constamment la situation. Sur le terrain, je ne suis pas prête à tout pour recueillir des informations.
3. Limites psychologiques. Le chercheur n'est pas un thérapeute. C'est donc très difficile de faire des enquêtes d'histoire orale avec des communautés religieuses qui ont subi des situations traumatiques liées à des violences politiques extrêmes par le passé. Ces limites se retrouvent dans le compte rendu des résultats de l'enquête avec des moments historiques traités de façon moins directe. Pour moi, un moyen d'appréhender ces périodes a été de les travailler en creux en essayant de comprendre ce qu'il y avait avant et ce qui resurgir après.

Enfin, en quoi, les enquêtes réalisées en Chine ont-elles fait évoluer vos objets de recherche ? Quels enseignements en tirer pour le terrain chinois et plus largement du point de vue de la méthode en sciences sociales ?

Mes enquêtes de terrain menées dans le nord-ouest de la Chine ont donné lieu à de nombreuses découvertes et à des résultats inattendus qui permettent de renouveler certains objets « classiques » de la recherche en Chine (mais aussi sur l'islam) comme le rôle des lignages dans la société musulmane du Nord-Ouest, le rôle des élites musulmanes dès la seconde moitié du XIXe siècle, la relation entre culture et religion, l'intérêt des hagiographies musulmanes, la pluralité des formes qu'a pris la mise en œuvre de la réforme agraire dans ces régions, etc. La liste serait bien trop longue pour en faire ici un tour complet.

Mes investigations dans le nord-ouest chinois ont donné lieu à de nombreuses comparaisons avec des phénomènes sociaux, religieux, politiques que l'on retrouve en Chine dite de « l'intérieur » mais aussi dans des aires culturelles très diversifiées, comme l'islam centrasiatique ou méditerranéen.

Si on réfléchit en termes d'apport pour les sciences sociales, le terrain chinois a mis au centre de ma réflexion la question de la traduction en sciences sociales, question qui fait de plus en plus l'objet de réflexions collectives. Je suis encore stupéfaite de voir que de nombreux travaux de sciences sociales n'intègrent pas le texte source des documents écrits, des entretiens dans les notes de bas de page ou en annexe du document. Cela est souvent dû au format imposé par les éditeurs. Pour moi, quand ces sources sont disponibles, il est impératif de les faire figurer à côté du travail de traduction, non pas pour vérifier ce dernier mais simplement pour la valeur historique qu'elles représentent. La traduction, surtout en sciences sociales, est souvent affaire d'interprétation ; mettre le texte source à la disposition du lecteur est un moyen de ne pas verrouiller d'emblée la compréhension de la situation. Par ailleurs, l'exercice de traduction devrait donner lieu à des commentaires visibles dans le texte où l'auteur informe sur ses choix, ses doutes, ses insatisfactions, plutôt que de se sentir obligé de trancher. Les traductions commentées permettraient de donner une plus grande réflexivité aux résultats de l'enquête et de mieux circonscrire les interprétations possibles des phénomènes observés. En ce sens, il faudrait réinventer, me semble-t-il, la forme typographique que l'on donne à ces documents traduits.